



Nº 68-213-XIF au catalogue

Statistiques sur le secteur public

Système de gestion
financière

2004-2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division des institutions publiques, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 1 800 263-1136).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel **infostats@statcan.ca**

Site Web **www.statcan.ca**

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 68-213-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 49\$CAN l'exemplaire (PDF) et de 49\$CAN pour un abonnement annuel (HTML). Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à **www.statcan.ca**, sous la rubrique Produits et services.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de services sont aussi publiées sur **www.statcan.ca** sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Division des institutions publiques

Statistiques sur le secteur public

Système de gestion financière

2004-2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. L'utilisation de ce produit est limitée au détenteur de licence et à ses employés. Le produit ne peut être reproduit et transmis à des personnes ou organisations à l'extérieur de l'organisme du détenteur de licence.

Des droits raisonnables d'utilisation du contenu de ce produit sont accordés seulement à des fins de recherche personnelle, organisationnelle ou de politique gouvernementale ou à des fins éducatives. Cette permission comprend l'utilisation du contenu dans des analyses et dans la communication de résultats et conclusions de ces analyses, y compris la citation de quantités limitées de renseignements complémentaires extraits du produit de données dans ces documents. Cette documentation doit servir à des fins non commerciales seulement. Si c'est le cas, la source des données doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, les utilisateurs doivent d'abord demander la permission écrite aux Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Juillet 2005

Nº 68-213-XIF au catalogue

ISSN 1703-4906

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 68-213-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

Note aux utilisateurs	8
Faits saillants	15
Analyse	16
Produits connexes	34
Tableaux statistiques	
1 Tableaux sommaires	40
1-1 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - distribution selon les composantes du secteur public	40
1-2 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, 2004	42
1-3 Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants, par province, territoire et à l'extérieur du Canada	44
1-4 Salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada	46
1-5 Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2004-2005	48
1-6 Recettes, dépenses et surplus (+) / déficit (-) totaux de l'administration publique générale fédérale, exercices financiers	50
1-7 Dette nette, dette nette par habitant et dette nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars	51
1-8 Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercice financier 2004-2005	52
1-9 Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers	54
1-10 Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars	56
1-11 Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2004	58
1-12 Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers	60
1-13 Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre	62
2 Emploi	64
2-1 Emploi, moyenne annuelle	64

Table des matières – suite

2-2	Salaires et traitements, total annuel	65
3	Recettes et dépenses	66
3-1	Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales	66
3-2	Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales - Total du Canada	68
3-3	Administration publique fédérale, au 31 mars	70
3-4	Recettes et dépenses des administrations publiques générales	72
3-5	Régimes de retraite non provisionnés fédéraux	75
3-6	Administrations publiques provinciales et territoriales - Total du Canada	76
3-7	Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales - Total du Canada	78
3-8	Régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux - Total du Canada	80
3-9	Universités et collèges - Total du Canada	80
3-10	Institutions des services de santé et services sociaux - Total du Canada	81
3-11	Administrations publiques locales - Total du Canada	82
3-12	Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - Total du Canada	84
3-13	Commissions/conseils scolaires - Total du Canada	86
3-14	Régime de pensions du Canada	87
3-15	Régime des rentes du Québec	87
4	Entreprises publiques gouvernementales	88
4-1	Revenus et dépenses fédérales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre	88
4-2	Revenus et dépenses provinciales et territoriales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre - Total du Canada	89
4-3	Bilan fédéral, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre	90
4-4	Bilan provincial et territorial, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre - Total du Canada	91
5	Bilan	92
5-1	Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et administrations publiques locales, au 31 mars	92
5-2	Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales et territoriales et administrations publiques locales, au 31 mars	93
5-3	Bilan de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars	94
5-4	Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars - Total du Canada	95
5-5	Administrations publiques locales, au 31 décembre	96
5-6	Régimes de retraite non provisionné de l'administration publique fédérale - Régimes de retraite non provisionnés des employés, au 31 mars	96
5-7	Régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux, au 31 mars - Total du Canada	96

Table des matières – suite

5-8	Régime de pensions du Canada, au 31 mars	97
5-9	Régime des rentes du Québec, au 31 mars	97
6	Estimations de la population, Canada, provinces et territoires	98
6-1	au 1 janvier (personnes)	98
6-2	au 1 avril (personnes)	99
6-3	au 1 octobre (personnes)	100
6-4	Annuel (personnes)	101
7	Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, en termes de dépenses, désaisonnalisés, premier trimestre	102
8	Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques fédérales selon la base du SGF avec la revue financière pour l'exercice financier 2004-2005	103
9	Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004	104
9-1	Terre-Neuve-et-Labrador	104
9-2	Île-du-Prince-Édouard	105
9-3	Nouvelle-Écosse	106
9-4	Nouveau-Brunswick	107
9-5	Québec	108
9-6	Ontario	109
9-7	Manitoba	110
9-8	Saskatchewan	111
9-9	Alberta	112
9-10	Colombie-Britannique	113
9-11	Territoire du Yukon	114
9-12	Territoires du Nord-Ouest	115
9-13	Nunavut	116
10	Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le SGF et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) - Exercice financier 2001-2002	117
11	Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2004	118
12	Emploi du secteur public fédéral rapprochement des univers statistiques du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de la Commission de la fonction publique du Canada et de Statistique Canada, au 31 décembre 2004	118
13	Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH) et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP), pour l'année civile 2004, moyennes annuelles	119

Table des matières – suite

14	Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003	120
14-1	Terre-Neuve-et-Labrador	120
14-2	Île-du-Prince-Édouard	121
14-3	Nouvelle-Écosse	122
14-4	Nouveau-Brunswick	123
14-5	Québec	124
14-6	Ontario	126
14-7	Manitoba	127
14-8	Saskatchewan	128
14-9	Alberta	129
14-10	Colombie-Britannique	130
14-11	Territoire du Yukon	131
14-12	Territoires du Nord-Ouest	132
14-13	Nunavut	133
15	Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003	134
15-1	Terre-Neuve-et-Labrador	134
15-2	Île-du-Prince-Édouard	135
15-3	Nouvelle-Écosse	136
15-4	Nouveau-Brunswick	137
15-5	Québec	138
15-6	Ontario	139
15-7	Manitoba	140
15-8	Saskatchewan	141
15-9	Alberta	142
15-10	Colombie-Britannique	143
15-11	Territoire du Yukon	144
15-12	Territoires du Nord-Ouest	144
15-13	Nunavut	145
 Qualité des données, concepts et méthodologie		
	Qualité des données, concepts et méthodologie	146
	Définition des principales variables	153
	Glossaire	155
	Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique	157
	Classification de l'actif et du passif	166

Table des matières – suite

Appendice

I. A1 - Transferts de capital par sous-secteur	169
II. A2 - Transferts de capital par province et territoire	170

Graphiques

1. Surplus (+) et déficits (-) des administrations publiques au Canada, 2004-2005	17
2. Surplus (+) / déficit (-) public selon le palier d'administration publique	20
3. Tendances des recettes, selon le palier d'administration publique	21
4. Recettes consolidées des administrations publiques	21
5. Dépenses consolidées des administrations publiques	22
6. Administration publique, dette nette par habitant et % de PIB, au 31 mars	22
7. Nette dette par habitant des administrations publiques provinciales et territoriales et administrations publiques locales consolidées (31 mars 2003)	23
8. Variation des salaires et traitements par niveau de gouvernement, 2004 vs 1999	23
9. Revenus de transferts en provenance d'autres paliers d'administrations publiques	24
10. Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale	24
11. Recettes de l'administration publique générale fédérale par source	25
12. Dépenses de l'administration publique générale fédérale par fonction	25
13. Dépenses de l'administration publique générale fédérale par fonction - 2004-2005	26
14. Surplus (+) / déficit (-) des administrations publiques générales provinciales et territoriales	26
15. Recettes et dépenses de l'administrations publiques générales provinciales et territoriales	27
16. Croissance de certaines recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales par source	27
17. Croissance de recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales par source (1999-2000 à 2004-2005)	28
18. Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales	28
19. Croissance de dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales par fonction (1999-2000 à 2004-2005)	29
20. Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales par fonction - 2004-2005	29
21. Surplus (+) / déficit (-) des administrations publiques locales	30
22. Recettes et dépenses de l'administrations publiques locales	30
23. Administrations publiques locales : Revenus de transferts vs. Impôts fonciers et impôts connexes	31
24. Croissance de certaines recettes des administrations publiques locales par source (1999 à 2004)	31
25. Croissance de dépenses des administrations publiques locales (1999 à 2004)	32
26. Dépenses des administrations publiques générales locales par fonction - 2003-2004	32
27. Surplus (+) / déficit (-) des administrations publiques générales locales vs. commissions scolaires	33

Note aux utilisateurs

Introduction

Les statistiques sur les administrations publiques que contient la présente publication, sont fondées sur un cadre de référence de la classification qui est le Système de gestion financière (SGF). Le SGF rajuste les données de base afin d'obtenir des statistiques cohérentes et comparables. Donc, les données SGF diffèrent des données publiées dans les états financiers des administrations publiques.

Le besoin d'une classification cohérente découle des états financiers des administrations publiques qui sont fondés sur les modes d'organisation et sur les méthodes comptables qui sont propres à chacune des administrations. Puisque ces modes d'organisation ainsi que ces méthodes comptables sont choisis afin de satisfaire aux besoins des administrations individuelles, l'uniformité des ces pratiques, d'une administration publique à l'autre, est faible. Ainsi, une administration s'acquitte d'une tâche particulière par l'intermédiaire d'un ministère, tandis qu'une autre préfère recourir à une société d'État, à un conseil, à une commission ou à un organisme spécial. Lorsqu'on classifie les dépenses selon leur objectif principal, un ministère donné n'assume pas nécessairement les mêmes responsabilités d'une administration publique à une autre. Le SGF assure que les dépenses des administrations publiques sont classées de façon cohérente selon leur objectif principal. Aussi, la structure organisationnelle des administrations publiques change souvent à la suite du lancement de nouveaux programmes, de la modification des programmes existant et de l'attribution ou de la réattribution des responsabilités. Le SGF minimise l'impact de ces changements sur les finances publiques.

De plus, les administrations publiques emploient diverses conventions comptables. Par exemple, certaines produisent leurs déclarations selon la méthode de la comptabilité de caisse, d'autres, selon celle de la comptabilité d'exercice, et d'autres encore s'appuient sur les deux méthodes. Les rajustements exigés par le SGF servent à uniformiser les données produites selon ces diverses conventions.

« Administration publique consolidée » est le terme utilisé pour la consolidation des données des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que celles du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.

Statistiques publiques consolidées

La consolidation est un aspect fondamental du SGF

La consolidation consiste à regrouper les comptes financiers de diverses unités d'une administration publique (fédérale, provinciale, territoriale ou locale) ou ceux établis pour divers paliers d'administration, afin de produire des statistiques financières agrégées sans doubles comptes. Autrement dit, elle consiste à présenter des données financières pour plusieurs unités administratives comme si celles-ci n'en formaient qu'une seule.

La consolidation comporte deux dimensions fondamentales. La première correspond au choix des entités qu'il convient d'inclure dans toute consolidation (c.-à-d. la couverture). L'autre a trait aux règles comptables utilisées pour procéder effectivement à la consolidation, c'est-à-dire l'élimination des transactions entre les unités dont les comptes sont consolidés afin d'éviter les doubles comptes.

Couverture de la consolidation

Consolidation au sein d'une administration publique

Examinons l'exemple de la production de statistiques financières pour la composante administration générale de l'administration fédérale. Pour produire des statistiques financières pour l'administration générale fédérale, il est nécessaire de regrouper un grand nombre d'entités très variées.

Le SGF précise les règles qui dictent quelles entités doivent être incluses dans une consolidation particulière et lesquelles doivent en être exclues. L'application des règles du SGF (couverture) donne lieu à l'intégration de tous les ministères, comme Citoyenneté et Immigration Canada et Développement des ressources humaines Canada. Sont également inclus tous les organismes ou fonds autonomes (p. ex., la Société Radio-Canada et la Fondation canadienne pour l'innovation) qui tiennent des livres de comptes distincts, mais dont le rôle est considéré dans le SGF comme une extension des activités de l'administration publique générale.

Le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec sont regroupés pour créer une composante distincte des administrations publiques. De la même façon, plusieurs entités fédérales classées dans le SGF comme étant des entreprises publiques sont également exclues de la consolidation des administrations publiques générales, mais incluses dans la composante des entreprises publiques du secteur public (p. ex., la Banque de développement du Canada, la Société canadienne des postes, Via Rail Canada). (Voir le diagramme du secteur public à la section « Qualité des données, concepts et méthodologie ».)

Les comptes des régimes de pensions non provisionnés fédéraux et ceux de l'administration générale fédérale sont consolidés pour aboutir aux statistiques financières pour l'administration fédérale.

Choix des entités dont les comptes doivent être consolidés

La consolidation n'est pas une pratique propre au SGF. On l'observe ailleurs, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Par exemple, lors de la préparation des comptes publics/états financiers, chaque administration publique décide des entités qu'il convient d'inclure, ou d'exclure, pour calculer des chiffres tels que la taille du déficit ou de l'excédent. Dans le secteur privé, les sociétés qui comptent un grand nombre d'entreprises distinctes décident des entreprises qui doivent être incluses dans l'état financier consolidé de la société « mère ».

Dans le cas du SGF, la tendance consiste à adopter une démarche inclusive lors de la création de catégories agrégées, comme l'administration générale. Par exemple, le SGF comprend une catégorie agrégée appelée administrations provinciales et territoriales générales qui représente un ensemble de comptes regroupant toutes les provinces et tous les territoires. Pour créer cette catégorie, il faut que les comptes de chaque administration provinciale et territoriale aient le même fondement, autrement dit, il faut que les mêmes règles soient suivies pour procéder à la consolidation de l'administration publique générale de chaque province et territoire. Comme il l'est mentionné dans l'introduction, les administrations publiques provinciales et territoriales s'appuient aussi sur diverses formes d'entités pour exécuter les fonctions administratives (ministères, organismes spéciaux, commissions, etc.). Une administration publique pourrait déléguer la responsabilité d'une activité à un ministère, alors qu'une autre pourrait choisir de créer un organisme spécial. Afin de produire pour les diverses sphères de compétences des données sur les administrations publiques générales aussi cohérentes que possible qu'elles peuvent être additionnées, il est nécessaire d'inclure une large gamme d'entités. Par conséquent, les statistiques basées sur le SGF sont généralement plus inclusives que celles des comptes publics des administrations.

Pour produire des statistiques provinciales et territoriales pour chaque province et territoire, il faut consolider les sous-composantes, c'est-à-dire les administrations provinciales et territoriales générales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, et les régimes de retraite non provisionnés.

Les données sur les administrations publiques locales résultent de la consolidation des comptes des administrations locales générales et des commissions et conseils scolaires.

Avantages de la consolidation

Comparabilité des administrations publiques

Comme on l'a mentionné, chaque administration publique tient à jour ses propres comptes de la façon qui répond le mieux à ses objectifs. Par conséquent, les comptes publics publiés par les diverses administrations publiques ne peuvent être ni combinés ni comparés. On ne peut comparer de façon probante la grandeur de l'excédent ou du déficit d'une province à celle de l'excédent ou du déficit d'une autre.

La consolidation des comptes dans le SGF, par application des mêmes règles et procédures aux données financières de toutes les administrations publiques, produit des chiffres qui sont comparables. En utilisant les données consolidées du SGF il est possible de comparer l'état des finances d'une administration publique à celui d'une autre. Les statistiques consolidées du SGF permettent aussi de comparer l'état des finances de l'administration fédérale à celui des finances de n'importe quelle province ou de toutes les provinces regroupées.

Consolidation des comptes des administrations provinciales, territoriales et locales

Grâce à la consolidation des comptes des divers paliers d'administration, les statistiques consolidées du SGF permettent de pousser encore plus loin les comparaisons entre provinces et territoires.

En effet, dans certains domaines, la répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales varie selon la province ou le territoire. Une activité relevant des autorités provinciales dans une province pourrait incomber aux autorités locales dans une autre. Par conséquent, les données provinciales ne sont totalement comparables que si l'on procède à la consolidation des opérations des administrations provinciales et territoriales et des administrations locales. Voici quelques exemples de différence de répartition des responsabilités.

- À Terre-Neuve-et-Labrador, l'administration provinciale assume presque entièrement le coût des services de protection de la police, tandis que, dans d'autres provinces et territoires, les deux paliers de gouvernement assument chacun une part importante des dépenses
- Dans nombre de provinces et territoires, l'impôt scolaire, qui doit servir au financement de l'enseignement primaire et secondaire, est perçu par les administrations locales et ce sont ces dernières qui règlent les dépenses. Au Nouveau-Brunswick, les écoles primaires et secondaires font partie de la structure de l'administration publique provinciale. Au Yukon, l'administration territoriale est chargée du fonctionnement des écoles. Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'administration territoriale est également chargée du fonctionnement des écoles, sauf dans le cas de deux districts scolaires à Yellowknife
- En Ontario, de nombreux établissements de soins pour bénéficiaires internes appartenant aux municipalités font partie de la structure de l'administration locale, tandis que dans d'autres provinces et territoires, la plupart des établissements de soins pour bénéficiaires internes relèvent des autorités provinciales

La répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales dans une province peut aussi varier au cours du temps. Par exemple, en Ontario, l'administration provinciale s'est déchargée de certaines de ses responsabilités sur les administrations locales entre 1997 et 2000 :

- Depuis janvier 1998, les municipalités qui recevaient les services de la Police provinciale de l'Ontario sans coût direct doivent payer pour obtenir ces services
- Les municipalités doivent désormais assumer 20 % du coût des programmes de garde d'enfants
- Depuis janvier 1999, la province a réduit la part municipale des dépenses de santé publique de 100 % à 50 %.
- Les municipalités se sont vues attribuer la responsabilité de nombreuses routes provinciales.
- Les municipalités assument entièrement la responsabilité des installations d'adduction d'eau et d'égouts qui incombait antérieurement à l'Agence ontarienne des eaux

- L'administration provinciale a créé la Société ontarienne d'évaluation foncière (SOEF) pour effectuer les évaluations foncières réalisées antérieurement par le commissaire provincial à l'évaluation. La SOEF facture ses services aux municipalités

Pour créer des statistiques qui reflètent la combinaison des administrations provinciales et locales, il faut commencer par consolider les comptes d'une foule d'entités provinciales, comme nous l'avons mentionné plus haut, et d'une foule d'entités locales, puis combiner les données pour les deux paliers d'administration et éliminer les transactions entre ces paliers. Les ventes de biens et de services, les opérations d'emprunt (intérêts) entre administrations publiques et les transferts sont des transactions entre deux paliers d'administration.

Finances publiques consolidées

Les coûts totaux des services publics fournis par les administrations au pays et les recettes recueillies pour financer ces services ne peuvent être mesurés que si les données de l'administration fédérale, des administrations provinciales, territoriales et locales et des régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec sont consolidées. Les données consolidées sur les administrations publiques permettent d'évaluer l'incidence financière totale des administrations publiques sur l'ensemble de l'économie.

Règles comptables de consolidation

La consolidation comprend aussi un ensemble de règles à suivre pour combiner les comptes des entités visées par la consolidation.

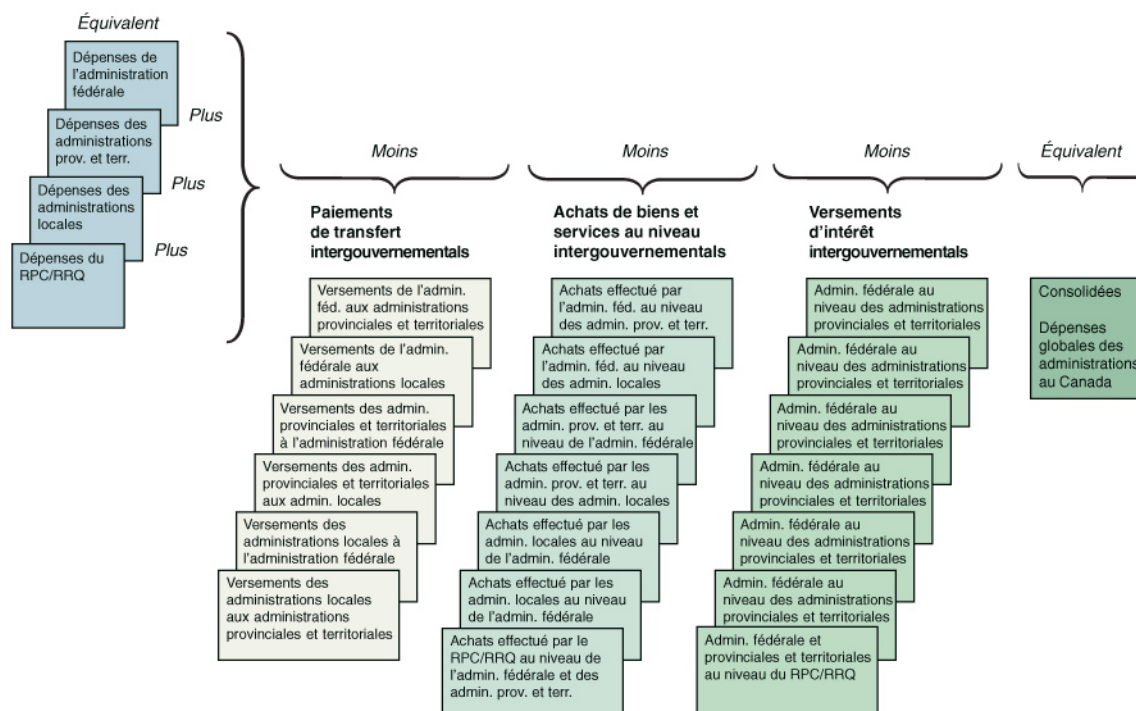
Flux entre unités ou administrations publiques

La combinaison des comptes doit aussi tenir compte des flux entre les entités que l'on veut agréger. On peut, pour illustrer ce processus, décrire la consolidation des comptes d'administrations publiques de niveaux différents, comme les administrations provinciales et locales.

Calcul des dépenses consolidées

Données pour divers niveaux d'administration

Dépenses publiques regroupées



Les provinces transfèrent de l'argent aux administrations locales à diverses fins. Ces transferts proviennent des recettes recueillies par l'administration provinciale. Ils constituent aussi des recettes pour les administrations locales qui les reçoivent. Sans l'application des règles de consolidation, la simple agrégation des données sur les recettes de l'administration provinciale et de ses administrations locales produirait un double compte.

Uniformité des statistiques au cours du temps

Comme on l'a mentionné plus haut, la répartition des responsabilités entre les administrations provinciales et locales peut varier au cours du temps. De façon comparable, la structure utilisée par une administration publique pour fournir des services peut évoluer avec le temps. Une administration peut utiliser un ministère pour fournir un service particulier pendant plusieurs années, puis établir un organisme spécial, ayant son propre ensemble de comptes, pour continuer à offrir le même service. Dans cet exemple, pour que les données chronologiques soient comparables, il est nécessaire de consolider les comptes de l'organisme spécial avec ceux du ministère.

Graphiques

Les graphiques présentés dans la section des graphiques sont produits à partir des tableaux statistiques de la publication et des données supplémentaires provenant du "Répertoire des produits de données standard" de la Division des institutions publiques.

Historique

Les statistiques que contient la présente publication remplacent celles qui figuraient dans Finances du secteur public (n° 68-212-X au catalogue) et dans Emploi et salaires et traitements dans le secteur public (n° 72-209-X au catalogue). Depuis la dernière édition de la publication Système de gestion financière, les statistiques financières du Système de gestion financière ont subi une révision méthodologique importante.

La révision historique de 1997 a permis de mieux harmoniser le Système de gestion financière et le Système de comptabilité nationale. Les détails des modifications apportées au Système de gestion financière sont inclus dans la publication Système de gestion financière (n° 68F0023-X au catalogue). En outre, on a étendu le champ d'observation du secteur public du Canada de façon à fournir des données sur les nouvelles sous-composantes de l'administration publique. Étant donné ces améliorations d'ordre méthodologique, les données de la présente publication ne peuvent être comparées directement à celles des publications antérieures sur le SGF.

Les statistiques détaillées ont été révisées rétroactivement jusqu'à l'exercice 1988-1989. Ces données peuvent être consultées dans CANSIM ou obtenues directement auprès de la Division des institutions publiques de Statistique Canada.

Politique de révision

Comme il a été indiqué, les statistiques agrégées du SGF diffèrent souvent de celles qui sont publiées par les gouvernements des secteurs de compétence sur lesquels elles portent. Le SGF utilise pourtant des données détaillées provenant de ces secteurs de compétence comme entrées pour ses propres calculs.

Souvent, les données d'entrée du SGF ne sont définitives que plusieurs années après la date de référence, et plus les données d'entrée sont récentes, plus elles sont susceptibles d'être révisées. Pour ce qui est des données du SGF des deux dernières années, celles de l'année la plus récente sont fondées principalement sur des prévisions budgétaires et celles de l'année précédente, sur des rapports annuels non vérifiés. Ces données finissent par être remplacées par des comptes publics/états financiers officiels publiés par chacun des secteurs de compétence sur lesquels porte le SGF. Pour Statistique Canada, la disponibilité ultérieure de ces données révisées ou définitives exige, par ricochet, que les données du SGF soient modifiées en conséquence.

Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

La politique de révision utilisée pour le SGF est la même que celle appliquée au Système de comptabilité nationale du Canada (SCNC). Chaque année, seules les données des quatre années les plus récentes font l'objet d'une révision. La révision des données vieilles de cinq ans ou plus n'a lieu qu'à la prochaine révision historique, comme l'exige le SCNC. Par conséquent, des discontinuités sont parfois inévitables dans les séries, et des notes en bas de page avertissent l'utilisateur des données de tout problème de ce genre.

Les statistiques qui découlent de sources de données provisoires sont marquées comme suit :

p : On emploie ce signe pour indiquer qu'une donnée est provisoire. Les données provisoires sont susceptibles d'être rectifiées.

Les gouvernements révisent leurs données financières de façon continue. Ces révisions seront reflétées dans les données du SGF qui seront publiées durant les années suivantes.

r : On emploie ce signe lorsqu'une donnée provisoire est rectifiée.

Les données qui ne sont marquées ni d'un « p » ni d'un « r » sont fondées sur des sources de données définitives. Ces données pourraient encore être révisées au cours des processus annuels de rapprochement avec les données des autres séries statistiques du SCNC ou dans le contexte de la politique de révision du SGF.

États de rapprochement

Les états de rapprochement qui exposent en détail la transformation des données, des sources d'entrée aux séries statistiques « p » et « données définitives » du SGF, sont fournis dans la présente publication à des fins de transparence et pour aider l'utilisateur à comprendre ces statistiques.

Arrondissement

Les chiffres peuvent ne pas correspondre au total en raison de l'arrondissement.

Nota : Toutes les données qui figurent dans la présente publication pour l'année de référence 2004-2005 sont préliminaire – « p ».

Faits saillants

- La hausse des recettes qui s'est produite dans le sillage de la forte croissance économique a fait monter, en 2004-2005, l'excédent consolidé de tous les gouvernements au Canada à son niveau le plus élevé en quatre ans. Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations locales au Canada, de même que les deux grands régimes de retraite, ont enregistré un excédent combiné de 12,1 milliards de dollars.

Analyse

La hausse des recettes qui s'est produite dans le sillage de la forte croissance économique a fait monter, en 2004-2005, l'excédent consolidé de tous les gouvernements au Canada à son niveau le plus élevé en quatre ans.

Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations locales au Canada, de même que les deux grands régimes de retraite, ont enregistré un excédent combiné de 12,1 milliards de dollars.

Il s'agit de 9,7 milliards de dollars de plus que l'excédent consolidé de 2003-2004. En revanche, l'excédent de 2004-2005 était bien inférieur au sommet le plus récent de 28,6 milliards de dollars enregistré en 2000-2001.

Les recettes consolidées ont augmenté de 5,8 % en 2004-2005 pour atteindre 530,5 milliards de dollars, et 58 % de la progression est attribuable à l'impôt sur le revenu. Les taxes à la consommation ont compté pour 18 % de la hausse, et elles arrivent au deuxième rang pour ce qui est de la contribution à la croissance des recettes.

Parallèlement, les dépenses publiques totales ont atteint 518,4 milliards de dollars, une hausse de 3,9 % par rapport à 2003-2004.

Sur l'augmentation de 19,6 milliards de dollars des dépenses, la santé et les services sociaux ensemble en ont accaparé plus de la moitié (56 %). Le service de la dette, qui s'est élevé à 8,8 cents par dollar de recettes publiques, a baissé pour la quatrième année consécutive.

Tout l'excédent a été encaissé par le gouvernement fédéral et les régimes de retraite

Le gouvernement fédéral et les régimes de retraite du Canada et du Québec ont encaissé la totalité de l'excédent consolidé des gouvernements en 2004-2005, qui est de beaucoup supérieur au déficit enregistré par les provinces, les territoires et les administrations locales ensemble.

Le plus gros excédent a été enregistré par le Régime de pensions du Canada, soit 8,0 milliards de dollars. Il est suivi de près par le gouvernement fédéral qui, avec 7,8 milliards de dollars, a enregistré son huitième excédent consécutif. Le Régime de rentes du Québec a eu un excédent de 1,6 milliard de dollars.

Par ailleurs, les gouvernements provinciaux, dans l'ensemble, ont été encore en situation déficitaire, soit 2,3 milliards de dollars, en 2004-2005, malgré une amélioration de 6,1 milliards de dollars de leur équilibre financier par rapport à l'année précédente. Les administrations locales ont subi un déficit de 3,0 milliards de dollars.

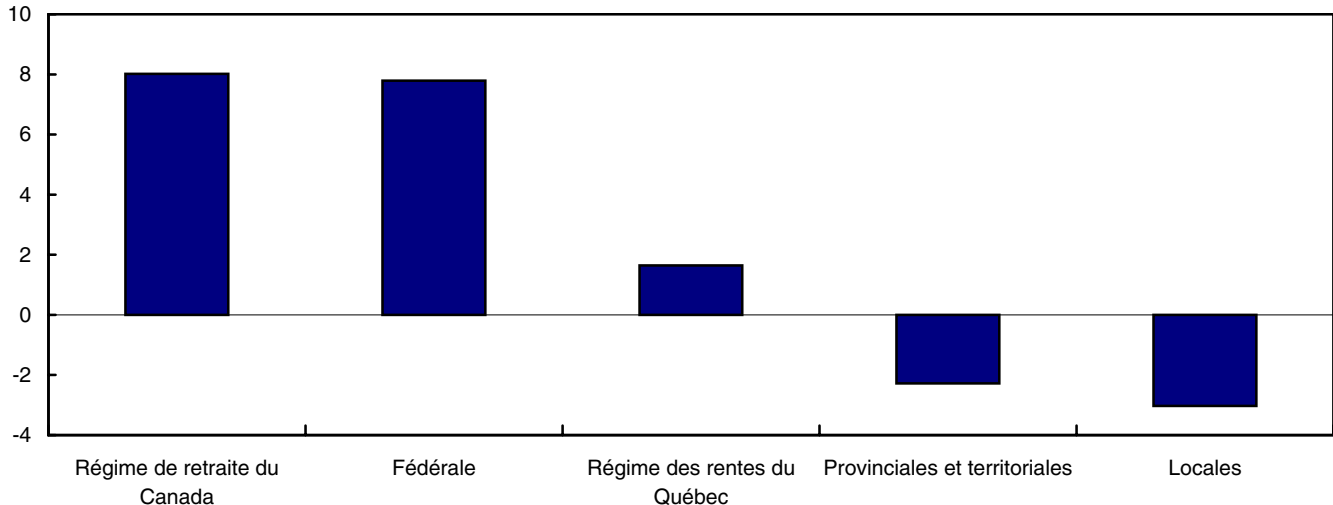
Parmi les provinces, le plus gros excédent, soit environ 3,5 milliards de dollars, s'est produit en Alberta en 2004-2005, et celle-ci est suivie de loin par sa voisine, la Colombie-Britannique, qui a eu un excédent d'environ 1,3 milliard de dollars.

Le déficit le plus prononcé, soit 4,7 milliards de dollars, s'est produit en Ontario; venait ensuite le Québec, qui a eu un déficit de 3,0 milliards de dollars.

Graphique 1

Surplus (+) et déficits (-) des administrations publiques au Canada, 2004-2005

Milliards de dollars



Source : Système de gestion financière, juin 2005, Statistique Canada

Les finances publiques au fil des années : d'énormes déficits à de gros excédents

Depuis 15 ans, les gouvernements au Canada sont aux prises avec de nouvelles difficultés économiques et financières. Après avoir subi d'énormes déficits à la fin des années 80, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont pris des mesures pour redresser la situation par tout un train de compressions financières au début et au milieu des années 90.

En 1989-1990, le gouvernement fédéral avait un déficit de 28 milliards de dollars, tandis que les provinces et les territoires étaient dans une situation quelque peu moins difficile avec un déficit combiné de 3,1 milliards de dollars. Les administrations locales étaient dans une situation relativement équilibrée.

En 2004-2005, tandis que la situation s'améliorait à l'échelon fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux, dans l'ensemble, se trouvaient encore en situation déficitaire. Au cours de la même période, la situation financière des administrations locales s'est détériorée.

En 1989-1990, les recettes du gouvernement fédéral équivalaient à 18,7 % du produit intérieur brut, tandis que les dépenses (y compris les transferts à d'autres gouvernements) s'élevaient à 22,9 % du PIB.

Quinze ans plus tard, les recettes fédérales correspondaient à 16,8 % du PIB, soit un léger fléchissement, mais les dépenses fédérales ne correspondaient qu'à 16,2 % du PIB, ce qui équivalait à une baisse plus marquée de 6,7 points.

Au cours de la même période de 15 ans, la part à la fois des recettes et des dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux a fléchi légèrement. Mais, en 2004-2005, leurs dépenses équivalaient à 21 % du PIB, encore cinq points de plus que le gouvernement fédéral.

Au cours des 15 dernières années, les gouvernements provinciaux et territoriaux se sont retrouvés avec une part proportionnellement plus élevée des dépenses publiques.

En chiffres absolus, les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux ont augmenté de 84,5 % au cours des 15 dernières années, plus de deux fois le taux de croissance de 38,5 % des dépenses du gouvernement fédéral.

Les recettes proviennent surtout de l'impôt sur le revenu

Les recettes du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux proviennent surtout de l'impôt sur le revenu. Mais c'est seulement au gouvernement fédéral que l'impôt en est venu à représenter une plus grande proportion du total des recettes.

En 2004-2005, l'impôt sur le revenu a représenté 61,2 % de toutes les recettes fédérales, par rapport à 56,5 % en 1989-1990. En revanche, il a représenté 26,6 % des recettes des provinces et des territoires en 2004-2005, une baisse par rapport à 28,5 %.

Par ailleurs, la part des taxes à la consommation et des autres taxes a diminué à l'échelon fédéral et a augmenté légèrement pour les provinces et les territoires. Une partie de la progression dans les provinces et les territoires s'explique par les taxes de vente générales, qui ont contribué pour près de 45 % de l'augmentation totale des taxes à la consommation et des autres taxes.

Les paiements de transfert, qui est la troisième source de recettes pour les gouvernements provinciaux et territoriaux, ont également diminué par rapport au total des recettes. Toutefois, la proportion des paiements de transfert par rapport au total des recettes progresse sans arrêt depuis 2000-2001, en raison de l'augmentation des contributions fédérales par la voie des paiements pour la santé et pour le transfert social.

À l'échelon local, les taxes foncières ont compté pour 40,4 % du total des recettes en 2004-2005, soit la plus grande proportion. Cette proportion est restée essentiellement la même depuis 15 ans, et elle avait atteint un sommet de 43,4 % en 1997-1998.

Pour ce qui est des dépenses, la part combinée des dépenses pour la santé et les services sociaux a augmenté pour tous les ordres de gouvernement, compte tenu de l'augmentation de la demande de ces services depuis 15 ans.

En 2004-2005, ces dépenses seules ont représenté plus de 50 % de toutes les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux. Les dépenses pour l'éducation, qui sont un autre volet important des dépenses publiques, ont augmenté à l'échelon des provinces et des territoires, mais ont baissé tant pour le gouvernement fédéral que pour les administrations locales.

Tableau explicatif 1

Administrations publiques consolidées

	1989-1990			2004-2005		
	Fédéral	Provincial	Local	Fédéral	Provincial	Local
	pourcentage					
Recettes						
Impôts sur le revenu	56,5	28,5	0,0	61,2	26,6	0,0
Taxes à la consommation	23,4	20,7	0,1	21,7	20,9	0,1
Impôts fonciers et impôts connexes	0,0	2,9	41,0	0,0	3,5	40,4
Autres impôts	0,8	4,7	0,7	0,3	6,0	0,7
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	0,0	1,6	0,0	0,0	1,2	0,0
Contributions aux régimes de sécurité sociale	10,4	5,4	0,0	9,7	3,5	0,0
Vente de biens et services	3,2	6,3	12,4	3,1	8,6	15,5
Revenus de placements	4,9	10,0	3,9	3,0	10,3	2,7
Autres recettes de sources propres	0,4	1,3	0,6	0,5	1,8	0,9
Transferts	0,4	18,6	41,3	0,3	17,8	39,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les provinces : les dépenses pour la santé et les services sociaux, et pour l'éducation

Les dépenses des provinces et des territoires ont également évolué depuis 15 ans. Comme la structure des dépenses publiques dans les provinces et les administrations locales varie d'une province à l'autre et à travers le temps, nous utilisons aux fins de comparaison les données provinciales et locales consolidées.

Il y a 15 ans, à l'échelon du Canada, les dépenses pour la santé et les services sociaux représentaient 37,9 % de toutes les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux et des administrations locales. En 2004-2005, elles en représentaient 42,7 %. Seulement deux provinces étaient au dessus de la moyenne nationale en 2004-2005 : le Québec et l'Ontario.

Au cours de la même période, la proportion des dépenses totales pour l'éducation est restée constante à 22,2 % à l'échelle nationale. Six provinces étaient au dessus de la moyenne nationale : Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Ontario, Saskatchewan et Alberta.

La part des dépenses pour la santé et les services sociaux a augmenté dans toutes les provinces et tous les territoires au cours de la période de 15 ans. La plus forte augmentation proportionnelle s'est produite en Saskatchewan, où elle est passée de 27,9 % à 38,0 %.

Pour ce qui est de l'éducation, l'augmentation proportionnelle la plus marquée des dépenses depuis 15 ans s'est produite en Alberta, où elle est passée de 20,9 % à 25,4 %. La plus forte baisse proportionnelle des dépenses pour l'éducation s'est produite en Ontario, où elle a reculé de 24,9 % à 22,6 %.

Pour les administrations provinciales-locales, le service de la dette ne représentait que 7,9 cents de chaque dollar dépensé, par opposition à 10,4 cents en 1989-1990. Bien que leurs dettes aient augmenté, la baisse des taux d'intérêt et la croissance des autres dépenses ont fait baisser la taille relative du service de la dette.

Le service de la dette a baissé dans toutes les provinces sauf la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Il faut toutefois interpréter cette situation avec prudence, car des provinces empruntent au nom de leurs entreprises publiques.

Tableau explicatif 2

Administrations publiques provinciales et territoriales et administrations publiques locales consolidées

	Santé et services sociaux	Édu- cation	Transport et communi- cation	Autres pro- grammes	Service de la dette	Dépenses totales	Santé et services sociaux	Édu- cation	Transport et communi- cation	Autres pro- grammes	Service de la dette	Dépenses totales
	1989-1990					2004-2005						
	pourcentage											
Canada	37,9	22,3	7,3	22,1	10,4	100	42,7	22,2	5,9	21,3	7,9	100
Terre-Neuve-et-Labrador	30,6	26,4	8,7	19,1	15,3	100	40,2	25,0	7,4	17,3	10,1	100
Île-du-Prince-Édouard	30,8	23,6	9,6	24,2	11,8	100	37,7	23,0	7,5	23,5	8,3	100
Nouvelle-Écosse	33,3	22,1	6,6	25,7	12,4	100	40,1	23,9	4,5	18,2	13,3	100
Nouveau-Brunswick	38,6	21,9	9,5	18,1	11,9	100	40,0	19,9	7,8	18,5	13,8	100
Québec	39,6	20,7	6,9	22,3	10,4	100	44,3	20,4	5,6	21,4	8,4	100
Ontario	40,6	24,9	6,4	19,9	8,2	100	43,6	22,6	5,6	20,2	8,1	100
Manitoba	32,4	20,0	6,6	22,4	18,6	100	41,3	21,9	5,6	19,0	12,2	100
Saskatchewan	27,9	19,2	6,4	29,4	17,2	100	38,0	23,1	6,9	24,1	8,0	100
Alberta	34,5	20,9	9,4	25,7	9,6	100	41,0	25,4	7,1	23,3	3,2	100
Colombie-Britannique	38,8	20,9	9,0	20,6	10,7	100	42,4	22,1	5,7	22,6	7,2	100
Yukon	17,0	19,0	21,9	40,9	1,2	100	26,9	16,5	15,2	40,9	0,5	100
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	23,1	17,3	5,9	51,9	1,8	100	31,2	18,7	7,2	41,1	1,7	100

Évolution de l'emploi dans l'administration publique.

L'administration publique a sensiblement diminué sa présence dans l'économie canadienne au cours des 15 dernières années.

On comptait un peu plus de 96 fonctionnaires par 1 000 habitants en 1990. Ce nombre est passé à un peu plus de 82 en 2001. Il s'est légèrement redressé depuis pour s'établir à un peu moins de 84 en 2004.

En 1990, les fonctionnaires représentaient un peu plus de 20 % du total de l'emploi dans l'économie. Après avoir franchi les 21 % en 1992, cette proportion n'a cessé de décroître pour se situer en dessous de 17 % en 2004.

L'évolution a été plus ou moins la même pour tous les paliers de l'administration publique. Toutefois, l'amplitude des baisses a été différentes selon le palier. Conséquence : la part de l'administration fédérale est passée de 15,4 % à 13,7 % du total de l'emploi des administrations publiques entre 1990 et 2004, celle des administrations provinciales et territoriales est demeurée la même, alors qu'elle a augmenté de 32,6 % à 34,3 % pour les administrations locales.

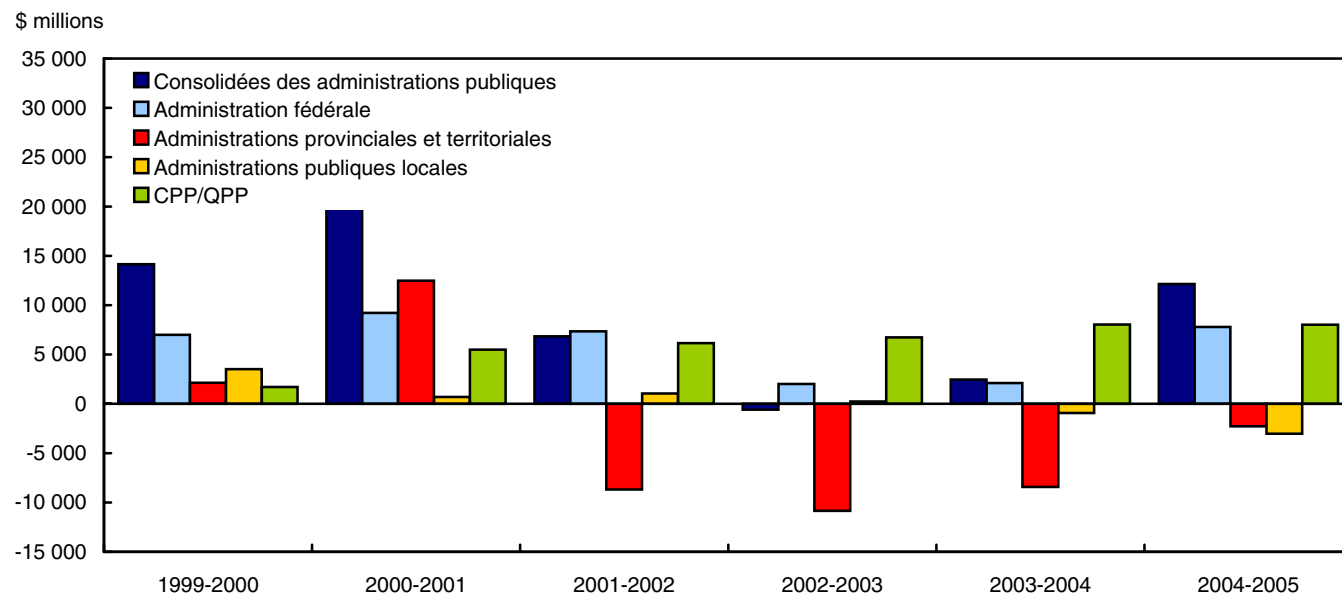
L'ensemble des administrations publiques, y compris les services publics liés à l'éducation et aux soins de santé, versaient un peu plus de 25 % du total des traitements et salaires en 1990. Ce pourcentage s'établissait à 22 % en 2004.

L'ensemble des traitements et salaires comptait pour près de 25 % des dépenses des administrations publiques en 1990. Ce pourcentage était virtuellement le même en 2004, alors que les traitements et salaires ont atteint près de 126 milliards de dollars.

La part des traitements et salaires dans les dépenses varie selon le palier de l'administration publique. En 2004, les proportions étaient de 10 %, 23 % et 43 % respectivement pour l'administration fédérale, les administrations provinciales et territoriales et les administrations locales. Quinze ans auparavant, les proportions étaient quasiment les mêmes, sauf pour les administrations locales, soit un peu plus de 51 %. Les écarts entre la proportion des traitements et salaires dans les dépenses trouvent partiellement leur contre-partie dans celle des transferts entre les paliers de l'administration publique dans les dépenses. L'Administration fédérale redistribue une plus grande partie de ces recettes aux autres paliers que les administrations provinciales et territoriales ou locales. Il en va de même pour les administrations provinciales et territoriales par rapport aux administrations locales.

Graphique 2

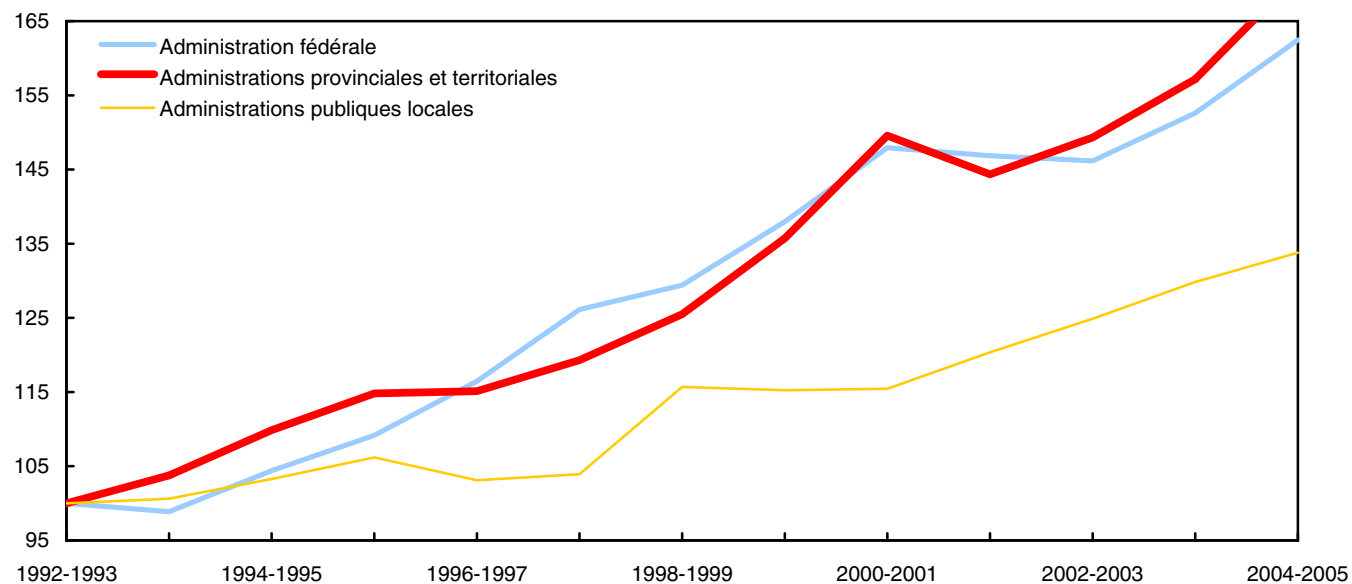
Surplus (+) / déficit (-) public selon le palier d'administration publique



Graphique 3

Tendances des recettes, selon le palier d'administration publique

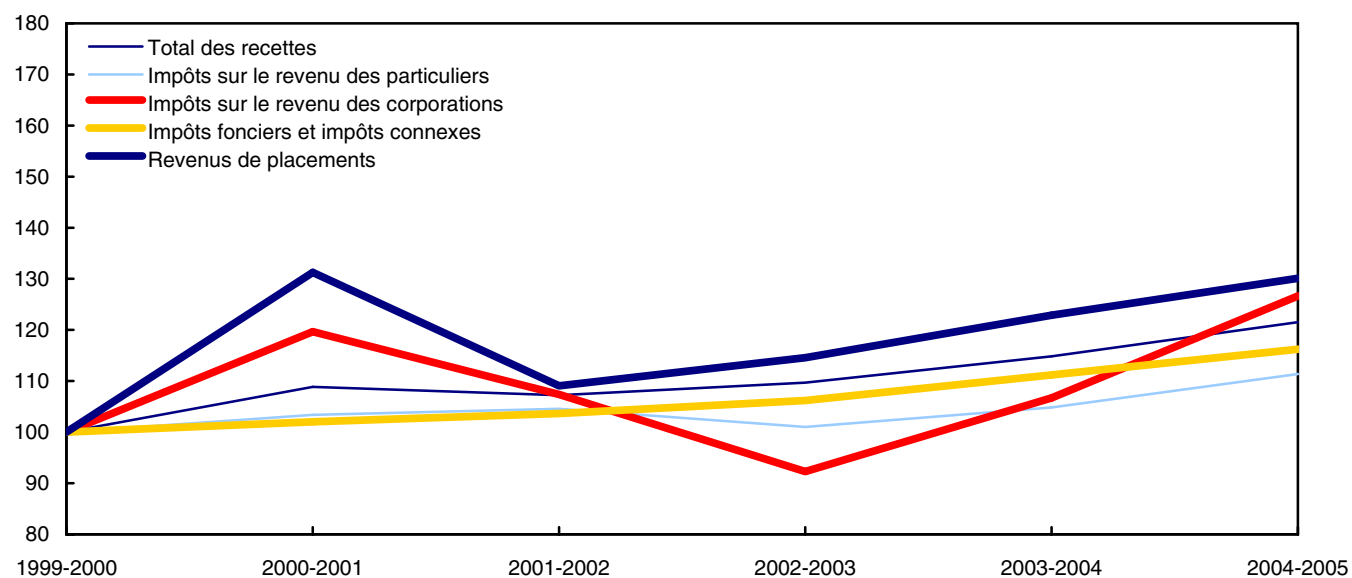
Indice : 1992-1993=100



Graphique 4

Recettes consolidées des administrations publiques

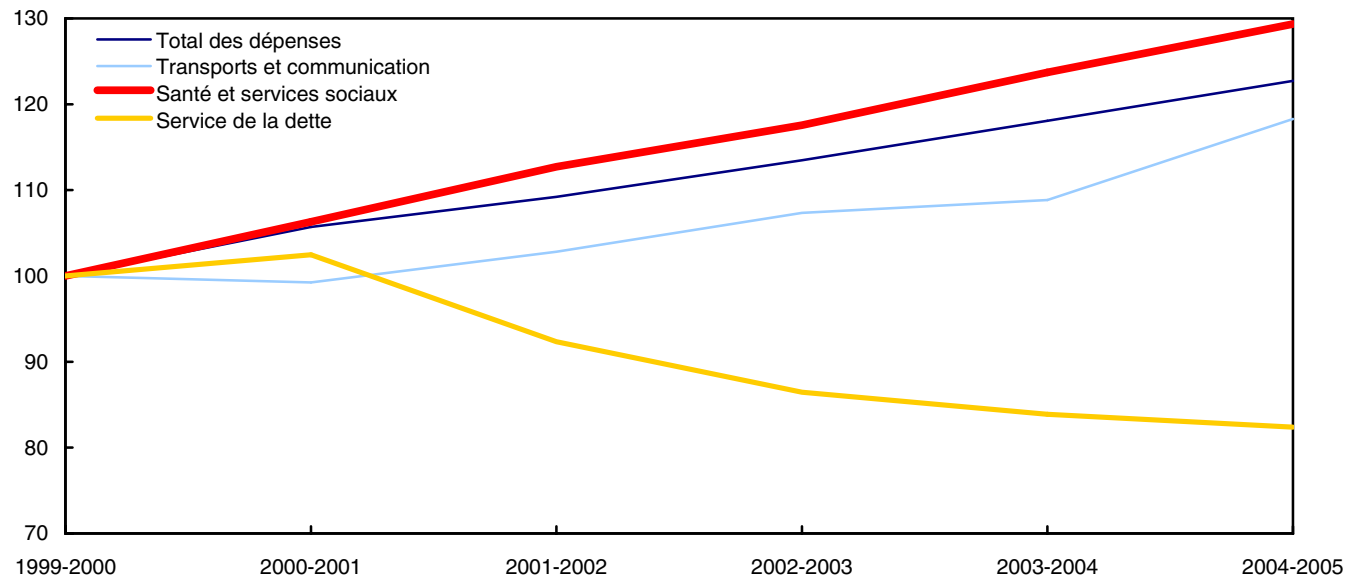
Indice : 1999-2000=100



Graphique 5

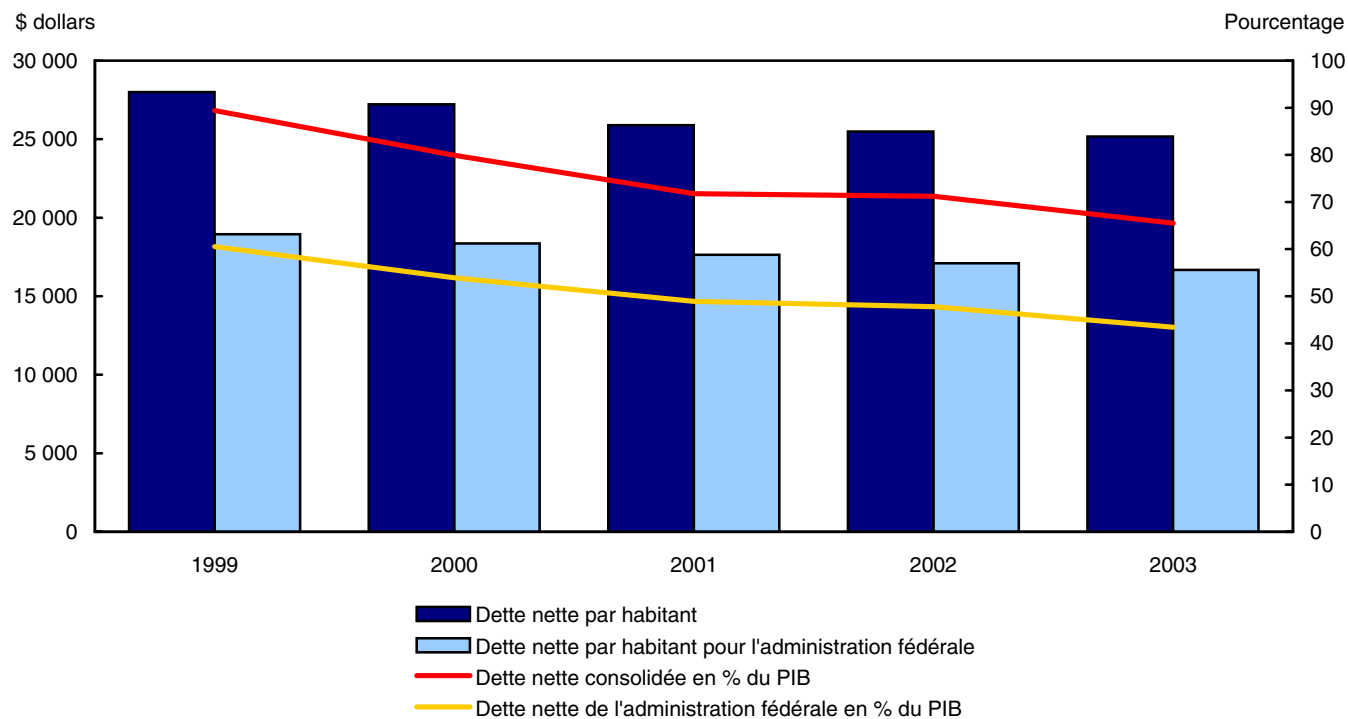
Dépenses consolidées des administrations publiques

Indice : 1999-2000=100



Graphique 6

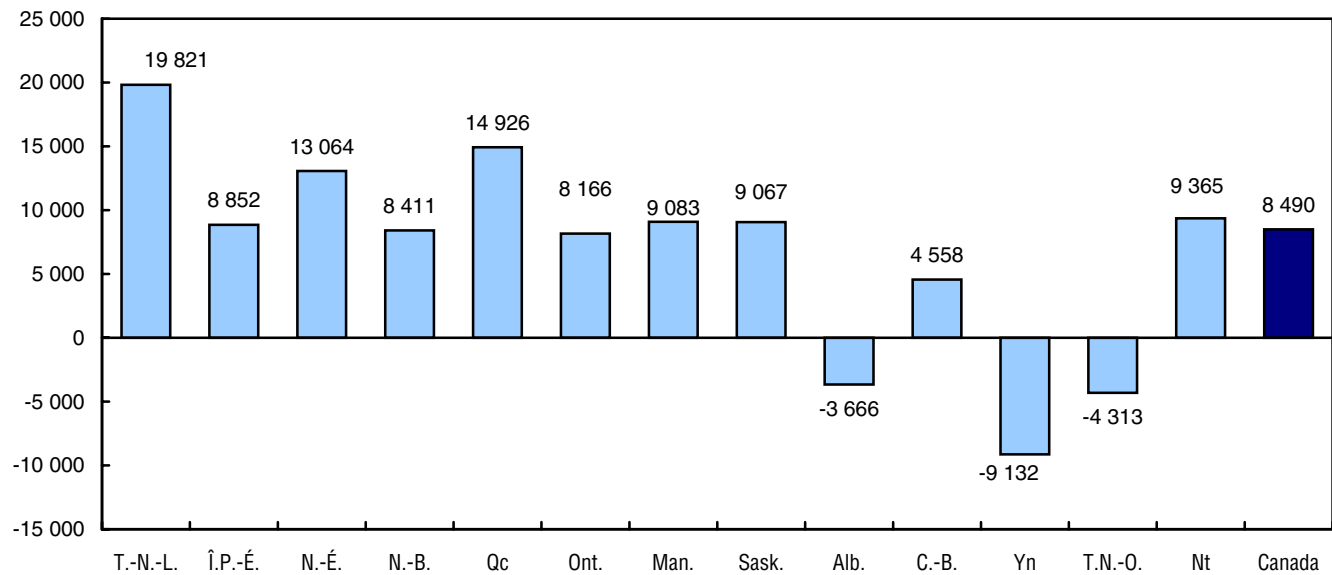
Administration publique, dette nette par habitant et % de PIB, au 31 mars



Graphique 7

Nette dette par habitant des administrations publiques provinciales et territoriales et administrations publiques locales consolidées (31 mars 2003)

\$ dollars

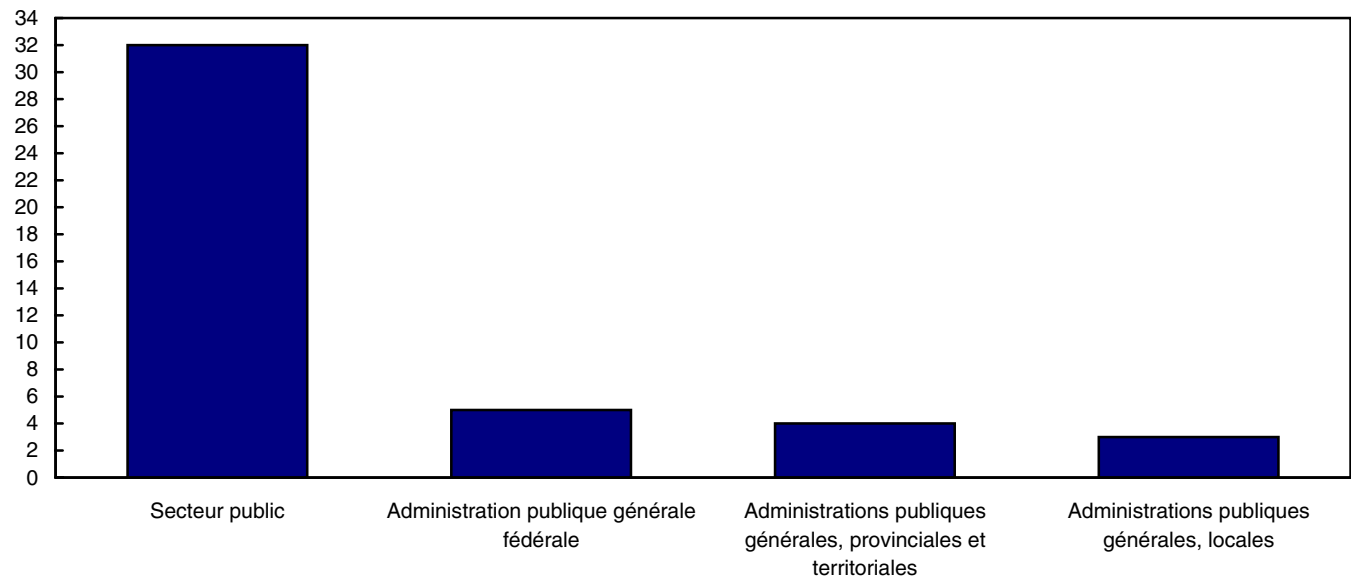


1. Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Graphique 8

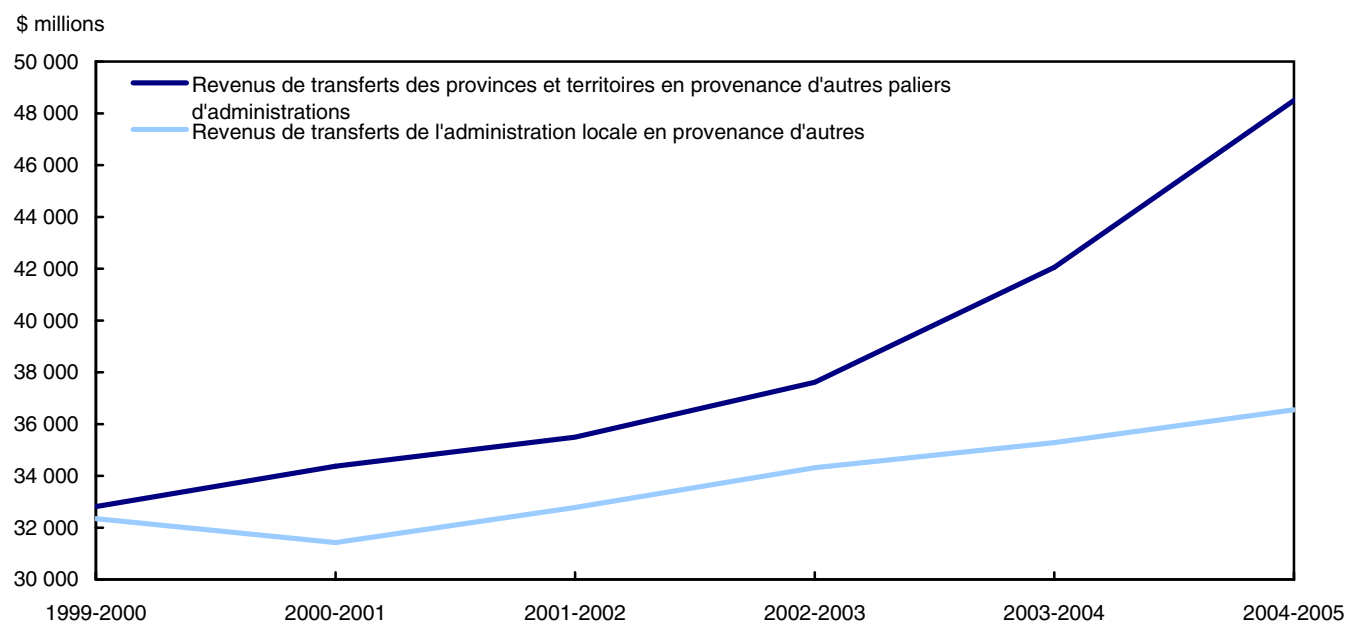
Variation des salaires et traitements par niveau de gouvernement, 2004 vs 1999

\$ billions



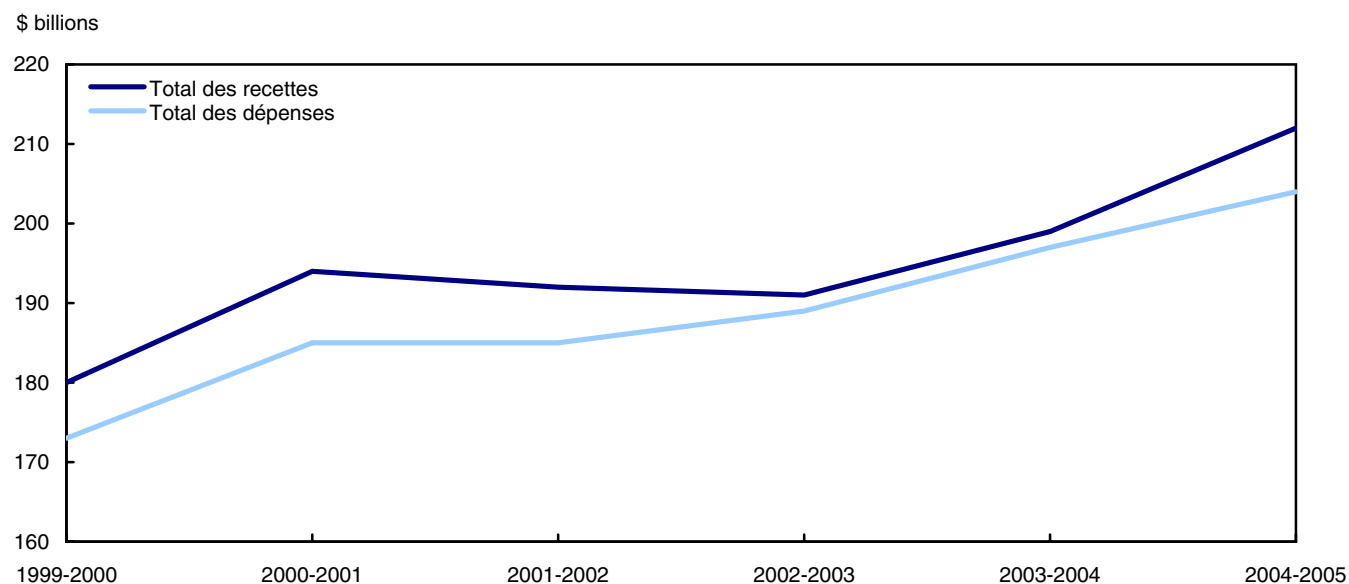
Graphique 9

Revenus de transferts en provenance d'autres paliers d'administrations publiques



Graphique 10

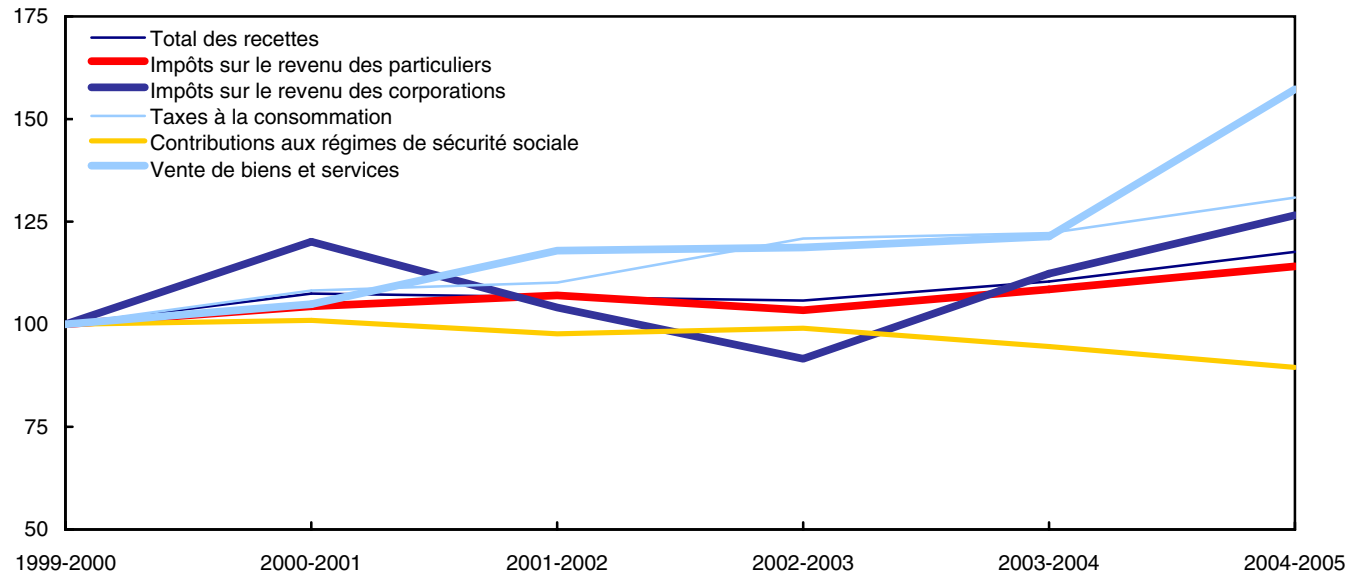
Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale



Graphique 11

Recettes de l'administration publique générale fédérale par source

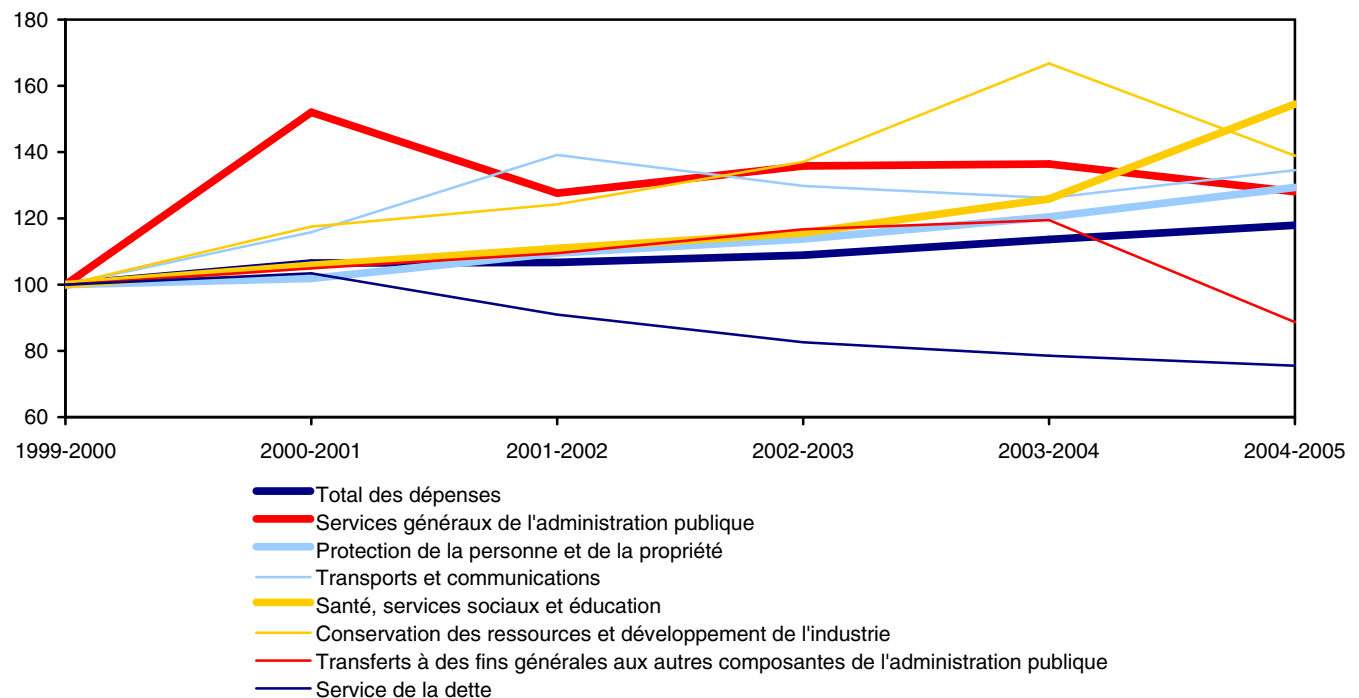
Indice : 1999-2000=100



Graphique 12

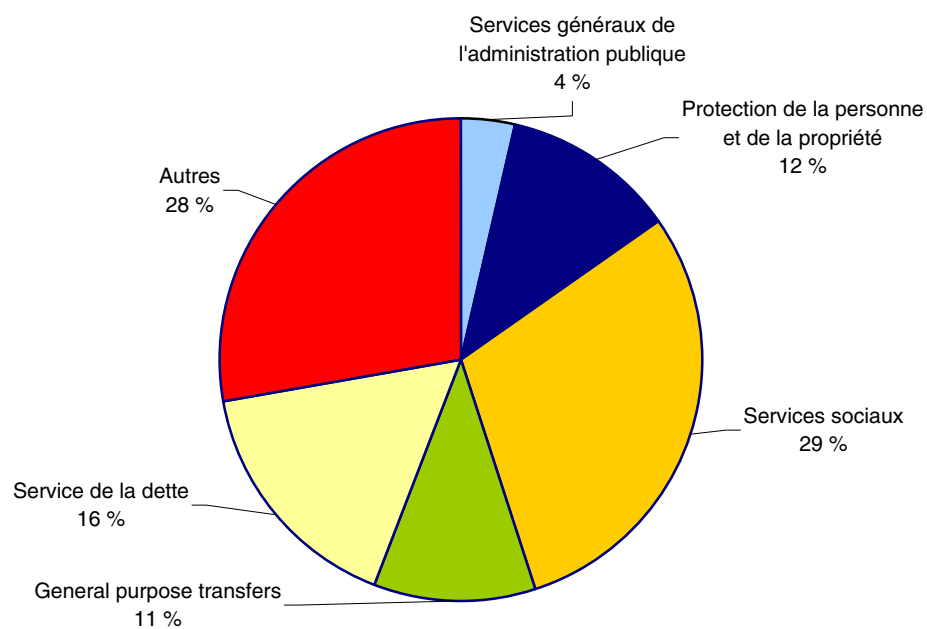
Dépenses de l'administration publique générale fédérale par fonction

Indice: 1999-2000=100



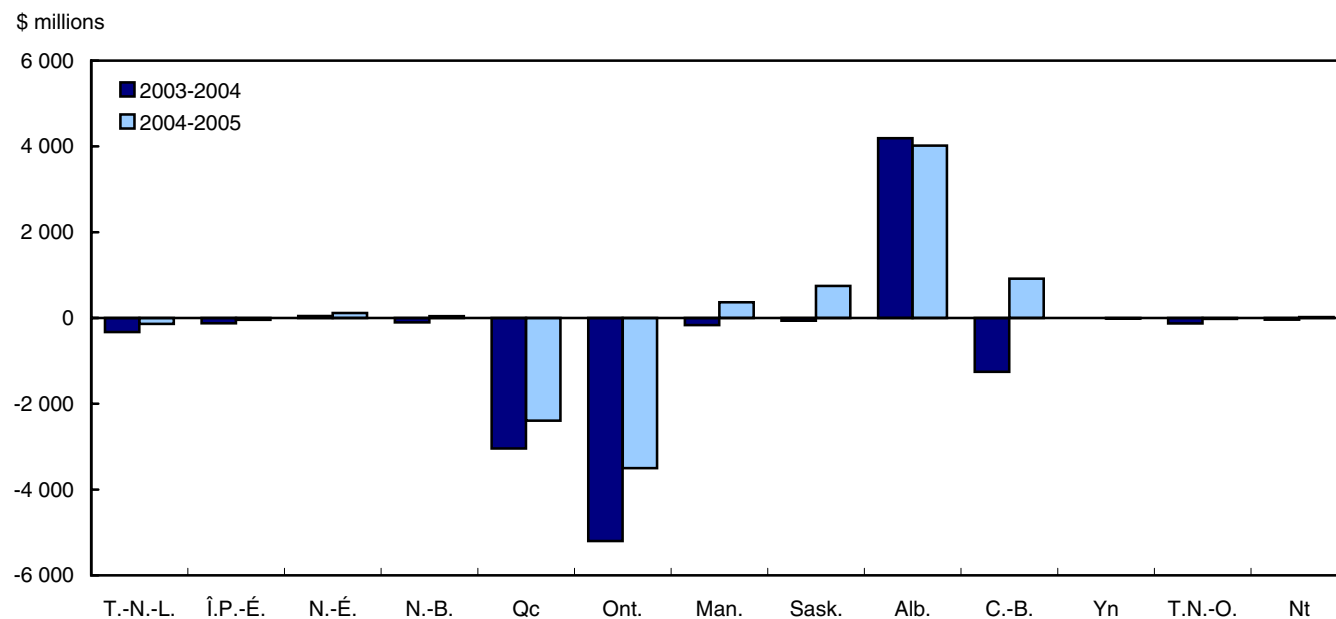
Graphique 13

Dépenses de l'administration publique générale fédérale par fonction - 2004-2005



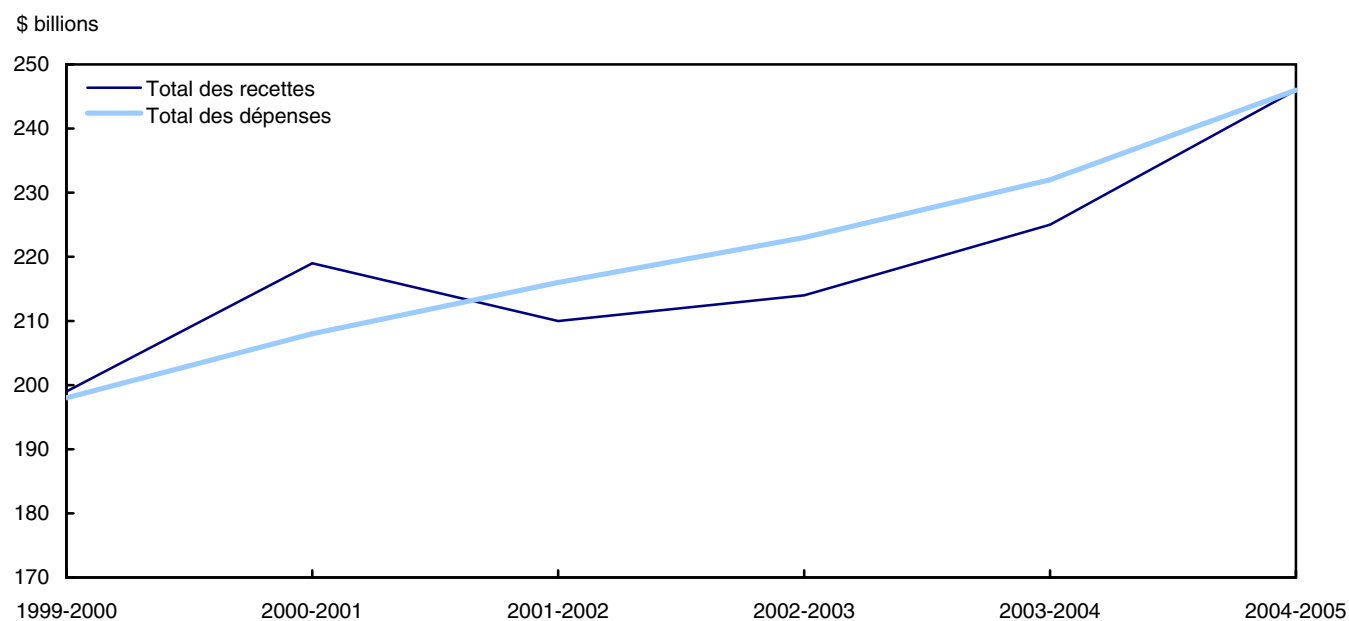
Graphique 14

Surplus (+) / déficit (-) des administrations publiques générales provinciales et territoriales



Graphique 15

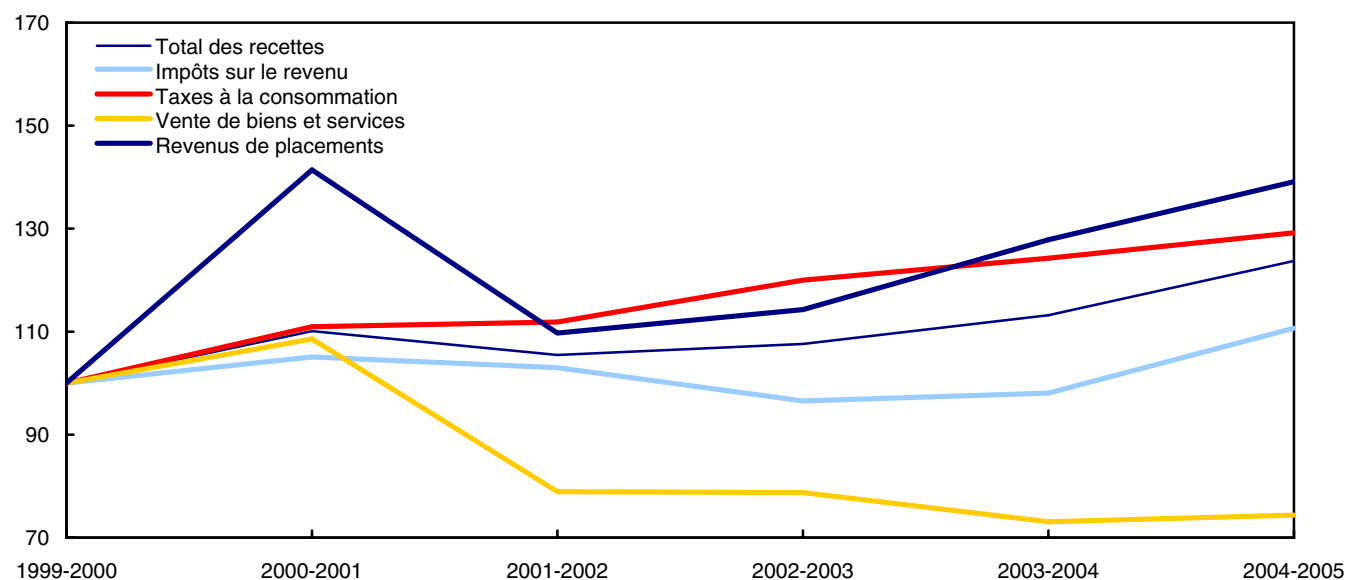
Recettes et dépenses de l'administrations publiques générales provinciales et territoriales



Graphique 16

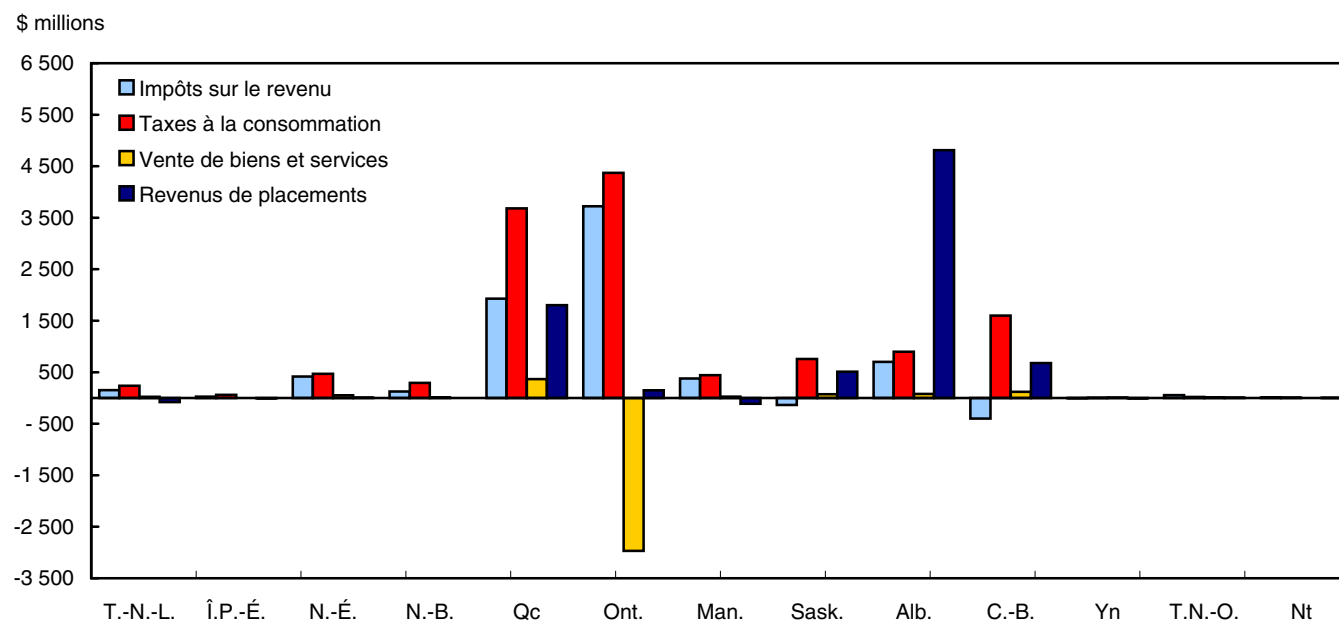
Croissance de certaines recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales par source

Indice : 1999-2000=100



Graphique 17

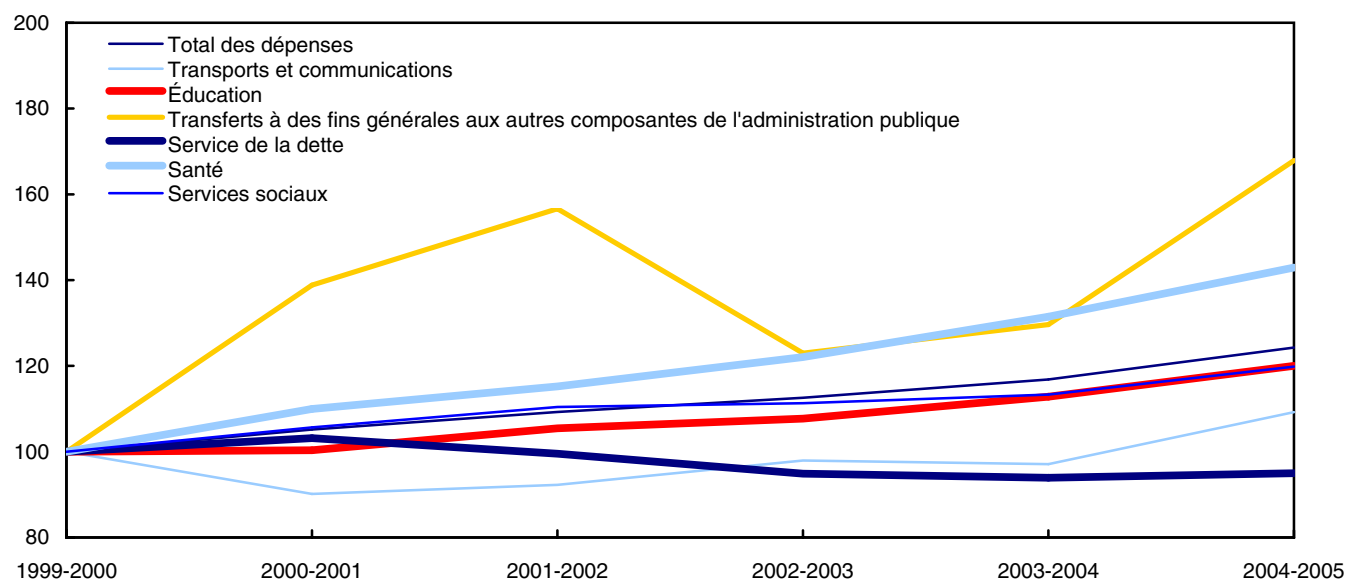
Croissance de recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales par source (1999-2000 à 2004-2005)



Graphique 18

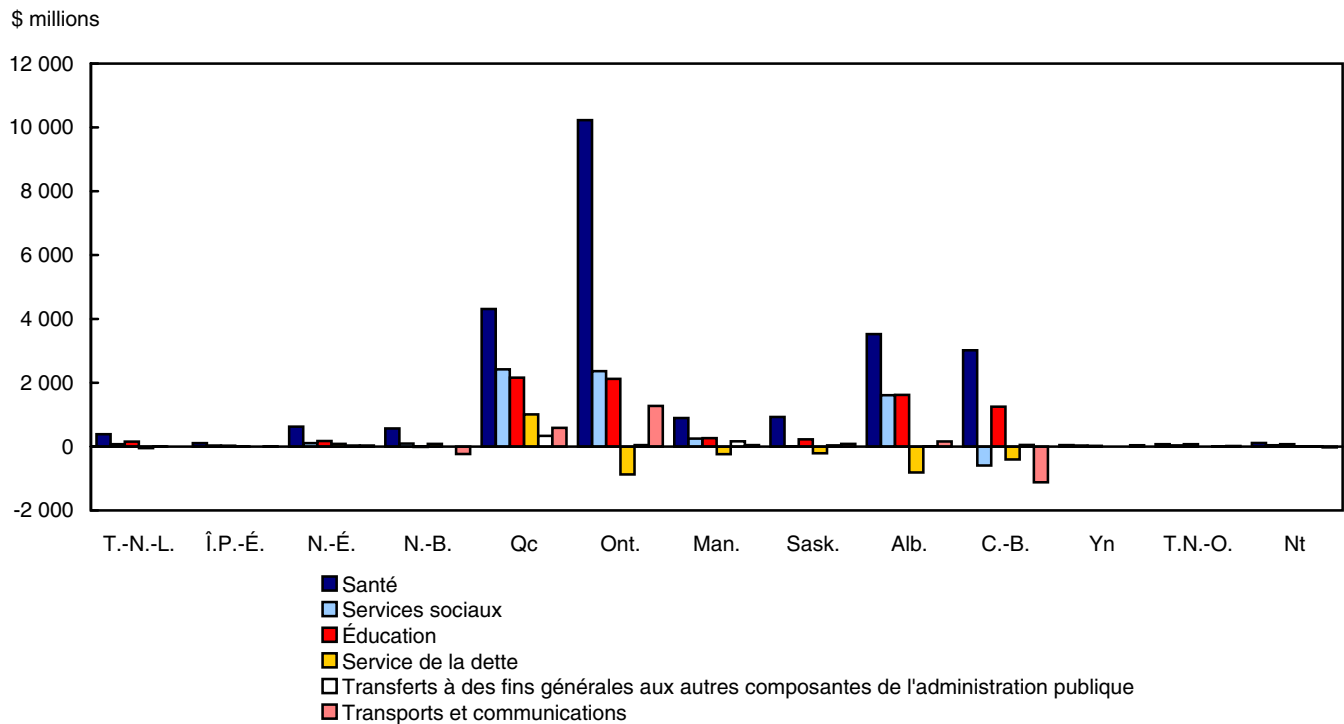
Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales

Indice : 1999-2000=100



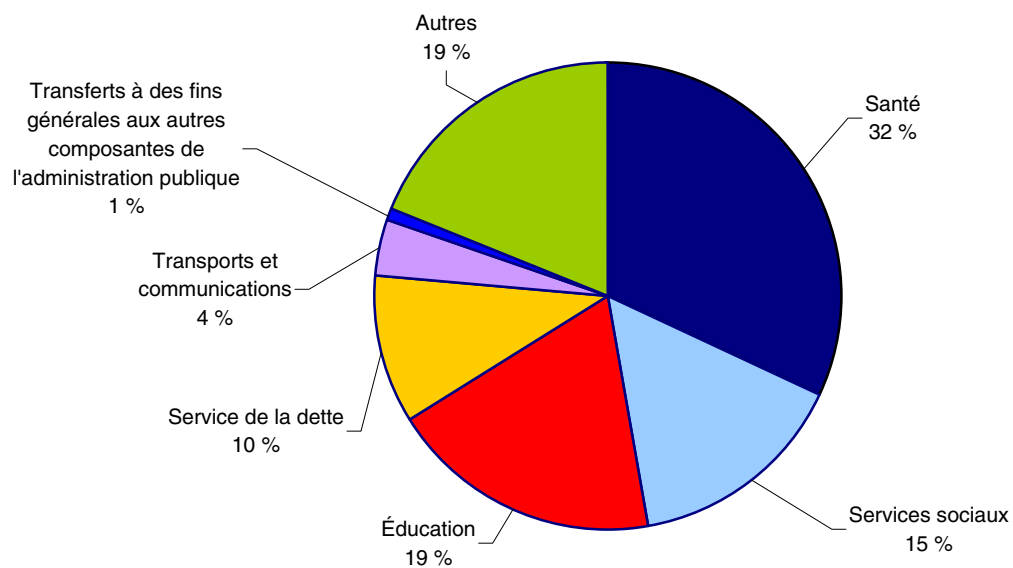
Graphique 19

Croissance de dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales par fonction (1999-2000 à 2004-2005)



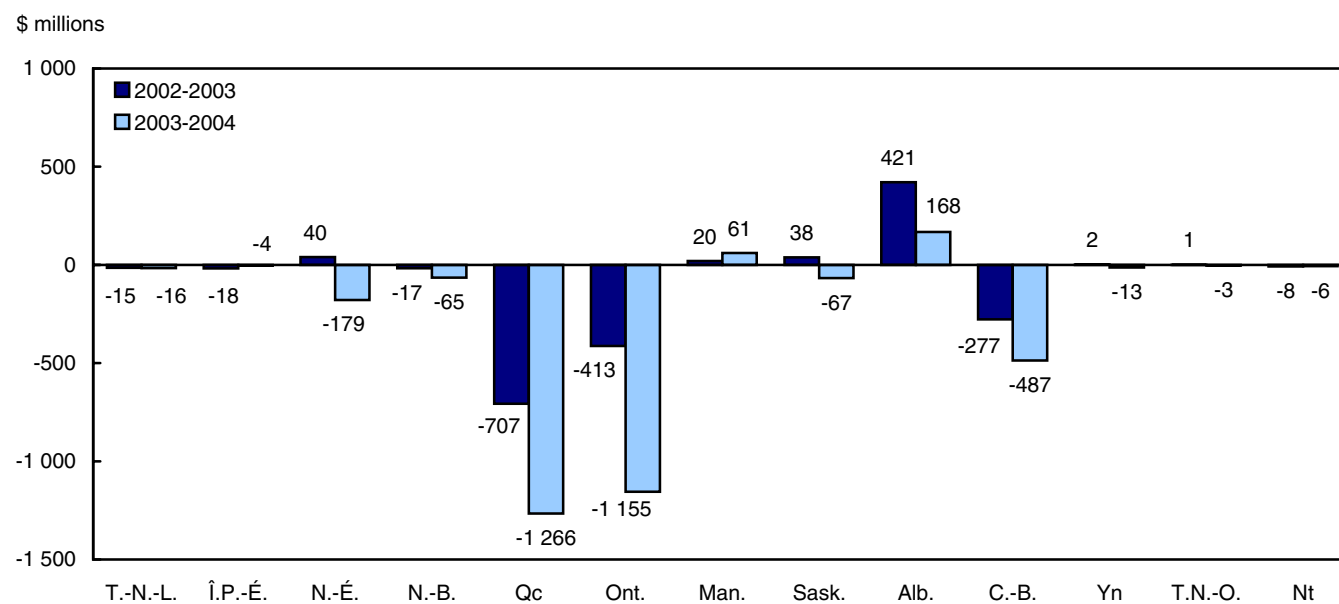
Graphique 20

Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales par fonction - 2004-2005



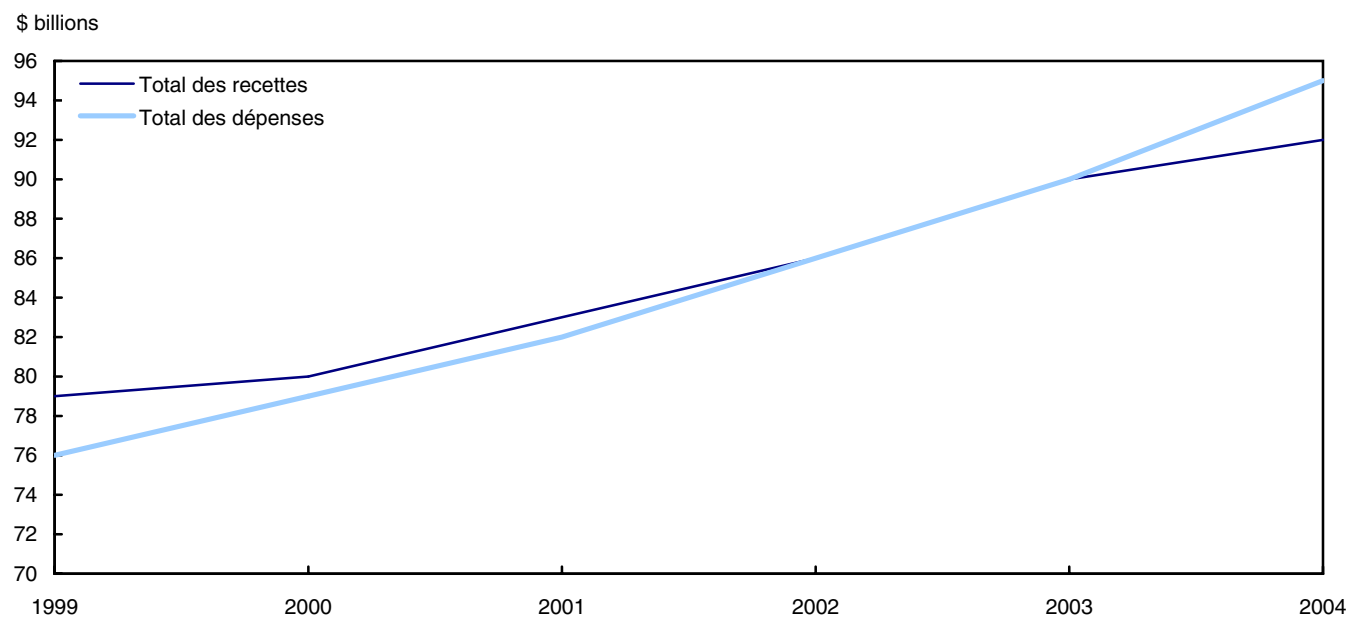
Graphique 21

Surplus (+) / déficit (-) des administrations publiques locales



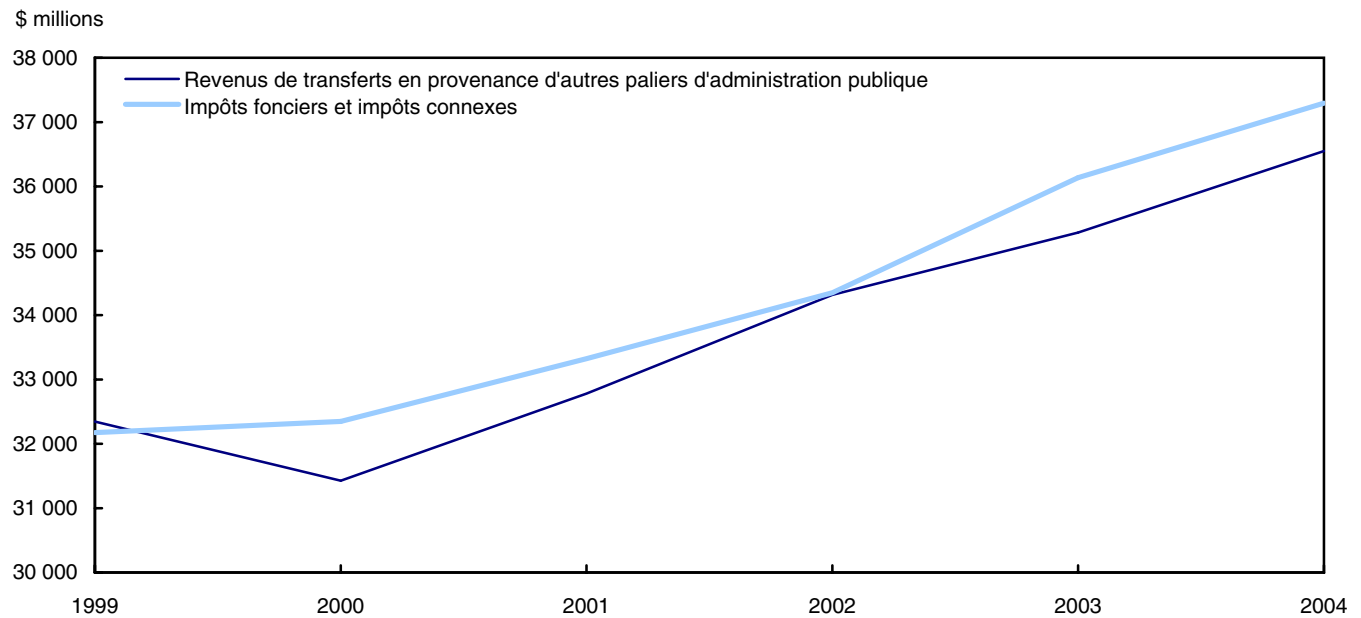
Graphique 22

Recettes et dépenses de l'administrations publiques locales



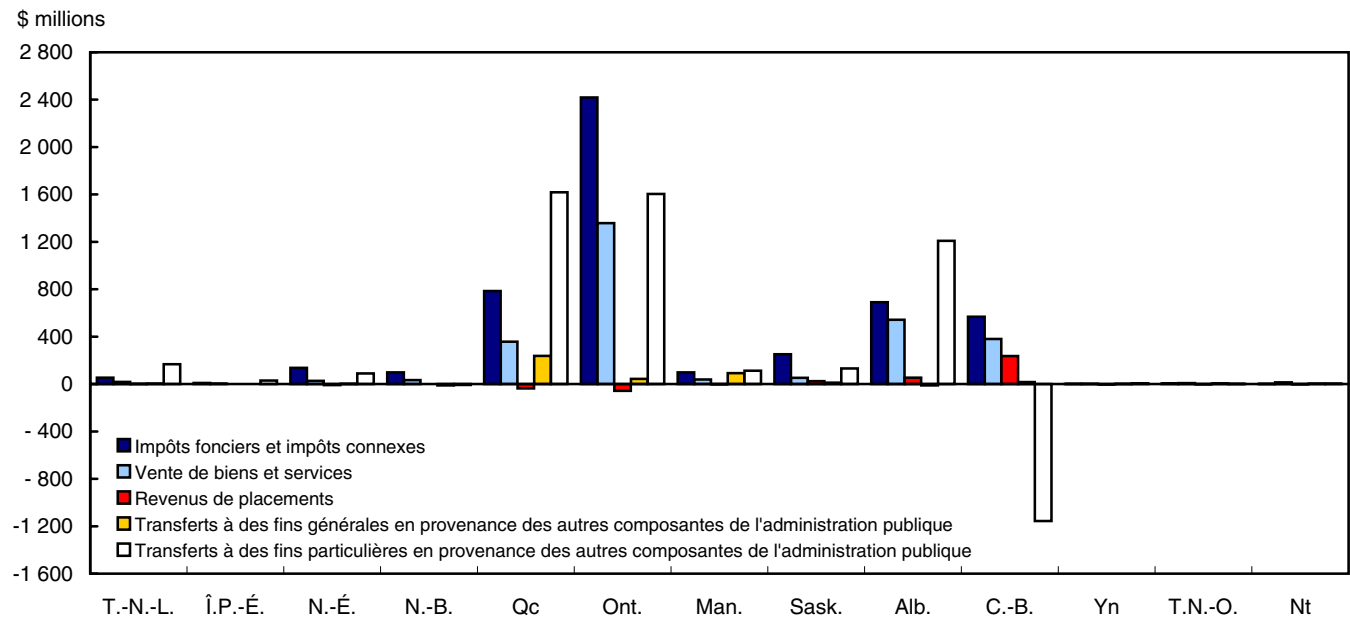
Graphique 23

Administrations publiques locales : Revenus de transferts vs. Impôts fonciers et impôts connexes



Graphique 24

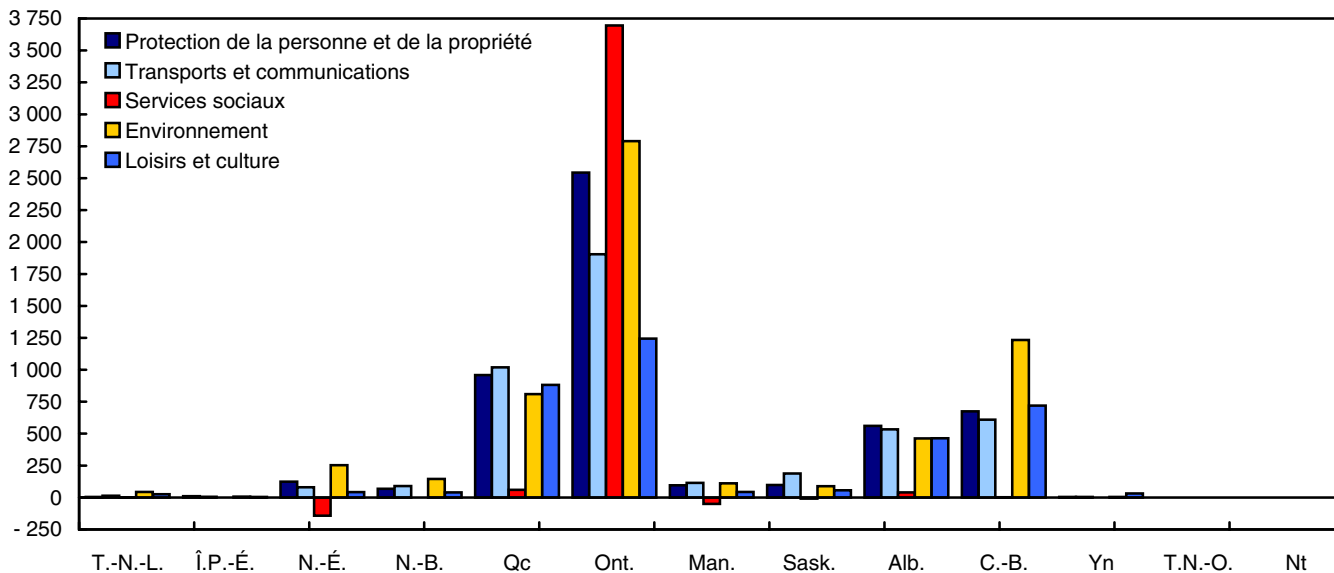
Croissance de certaines recettes des administrations publiques locales par source (1999 à 2004)



Graphique 25

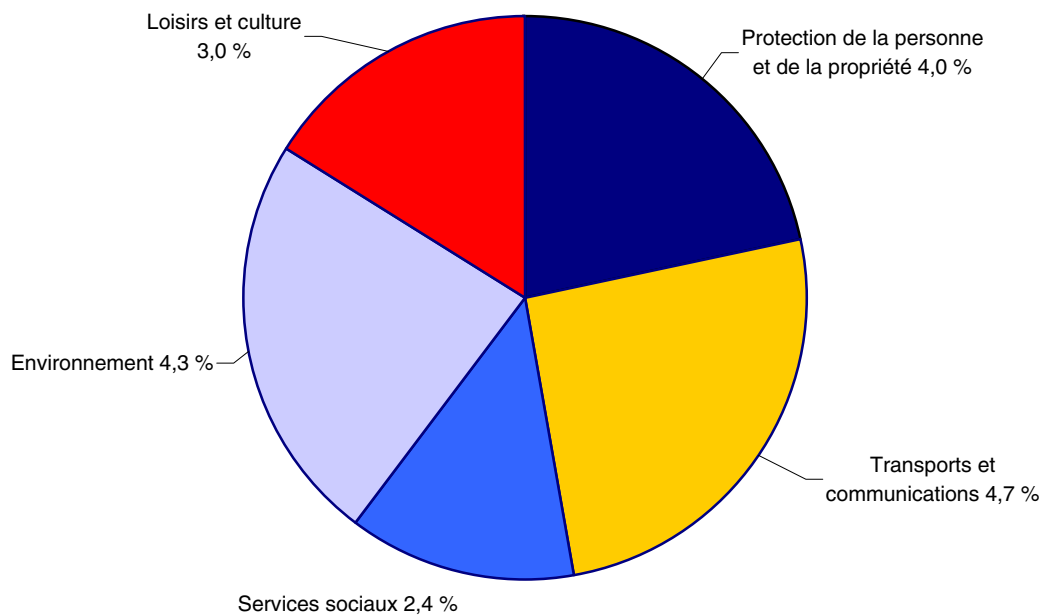
Croissance de dépenses des administrations publiques locales (1999 à 2004)

\$ millions



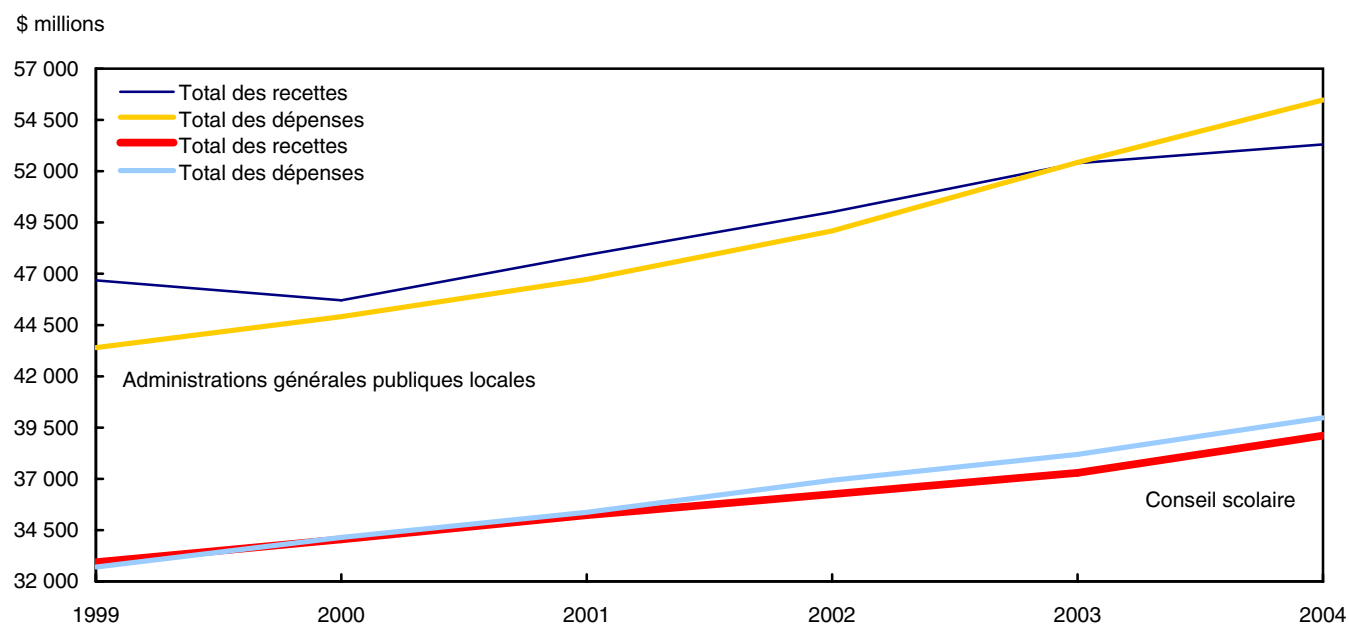
Graphique 26

Dépenses des administrations publiques générales locales par fonction - 2003-2004



Graphique 27

Surplus (+) / déficit (-) des administrations publiques générales locales vs. commissions scolaires



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

12-589-X	Guide du secteur public du Canada
63-202-X	Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada
68-213-S	Statistiques sur le secteur public : Supplément
68F0023X	Système de gestion financière (SGF)

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

183-0002	Emploi, salaires et traitements dans le secteur public
183-0003	Emploi, salaires et traitements dans l'administration fédérale, pour les régions métropolitaines pour le mois de septembre
183-0004	Ministère de la défense nationale, les membres des forces armées Canadiennes, salaires et traitements
183-0005	Total du bénéfice net des régions des alcools et recettes des administrations provinciales et territoriales, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0006	Volume et valeur des ventes des boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0015	Ventes de boissons alcoolisées des régions des alcools, les producteurs de vins et les brasseries, selon la valeur et le volume, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0016	Importations et exportations de boissons alcoolisées, selon la valeur et le volume pour les pays sélectionnés, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0017	Bénéfice net des régions des alcools provinciales et territoriales et recettes des administrations provenant directement du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0018	Rapprochement entre le bénéfice net des régions des alcools et les recettes provenant directement du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0019	Volume en litres d'alcool absolu des ventes de boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0020	Provisions provinciales et territoriales des ventes au détail de boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars

183-0021	Emploi du secteur public fédéral, rapprochement des univers statistiques du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de la Commission de la fonction publique du Canada et de Statistique Canada, au 31 décembre
385-0001	Recettes et dépenses consolidées de l'administration fédérale, des administrations provinciales, territoriales et des administrations locales, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0002	Recettes et dépenses de l'administration fédérale générale, des administrations provinciales et territoriales générales, l'année financière se terminant le 31 mars
385-0003	Recettes et dépenses des administrations locales, l'année se terminant le 31 décembre
385-0004	Recettes et dépenses d'administration locale générale, l'année se terminant le 31 décembre
385-0005	Recettes et dépenses, des régimes de retraite non-provisionnés fédéral, provinciaux et territoriaux, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0006	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0007	Recettes et dépenses des universités et collèges, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0008	Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0009	Recettes et dépenses des commissions scolaires, l'année se terminant le 31 décembre
385-0010	Dette de l'administration fédérale, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0011	Les finances des entreprises publiques fédérales, revenus et dépenses, l'année se terminant le 31 décembre
385-0012	Les finances des entreprises publiques fédérales, des bénéfices non-répartis, l'année se terminant le 31 décembre
385-0013	Les finances des entreprises fédérales, actif, passif et valeur nette, revenus et dépenses, l'année se terminant le 31 décembre
385-0014	Bilan de l'administration fédérale et des administrations provinciales, territoriales et locales
385-0015	Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales, territoriales et locales, selon l'industrie
385-0016	Actif, passif et avoir net des entreprises provinciales et territoriales, selon l'industrie, l'année se terminant le 1 janvier
385-0017	Dette nette et consolidée des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales
385-0018	Bilan des régimes de retraite non-provisionnés fédéral, provinciaux et territoriaux, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0019	Bilan du Régime de pensions du Canada et Québec (RPC et RRQ), pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0021	Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le Système de gestion financière (SGF) et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la Statistique de l'Éducation (CSE), pour l'année financière se terminant le 31 mars

385-0022	Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0023	Rapprochement des recettes et dépenses de l'administration publique fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0024	Recettes et dépenses d'administration locale générale, comptes courant et capital, l'année se terminant le 31 décembre
385-0025	Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), au 31 mars
385-0026	Dette garantie par les administrations provinciales et territoriales
385-0027	Transferts de capital de l'administration provinciale et territoriales générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1702	Actif et passif des administrations locales
1709	Actif et passif du gouvernement fédéral
1713	Emploi et rémunération du gouvernement fédéral
1715	Finances publiques fédérales - estimations et données réelles
1720	Recettes et dépenses des administrations provinciales - estimations et données réelles
1723	Actif, passif, provenance et utilisation des fonds des gouvernements provinciaux
1725	Finances des entreprises publiques provinciales
1726	Contrôle et vente des boissons alcoolisées au Canada
1728	Enquête sur l'emploi et rémunération des administrations publiques provinciales et territoriales
1730	Finances des entreprises publiques fédérales
1731	Recettes et dépenses des administrations locales - Système de la gestion financière - chiffres réels
1732	Recettes et dépenses des administrations locales - Système de gestion financière - Chiffres provisoires
1735	Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Actif et passif consolidés des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales*
- *Actif et passif de l'administration fédérale générale*
- *Actif et passif des administrations provinciales et territoriales générales*
- *Actif et passif des administrations provinciales et territoriales, par province et territoire*
- *Actif et passif des administrations locales*
- *Actif et passif des administrations locales, par province et territoire*
- *Consolidation des administrations générales provinciales, territoriales et locales par province et territoire*
- *Consolidation des administrations générales provinciales, territoriales et locales, actif et passif*
- *Dette de l'administration fédérale*
- *Emploi, salaires et traitements dans le secteur public*
- *Emploi, salaires et traitements dans l'administration fédérale, par régions métropolitaines de recensement*
- *Recettes et dépenses de l'administration fédérale générale*
- *Recettes et dépenses des administrations provinciales et territoriales générales*
- *Recettes et dépenses des administrations provinciales et territoriales générales, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés fédéraux*
- *Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés provinciaux*
- *Rapprochement des recettes et dépenses de l'administration publique fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière de Statistique Canada*
- *Recettes des universités et des collèges, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des universités et collèges*
- *Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux*
- *Recettes et dépenses des universités et des collèges, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux, par province et territoire*
- *Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière de Statistique Canada*
- *Personnel militaire et rémunération*
- *Recettes et dépenses des commissions et conseils scolaires*

- *Recettes et dépenses des commissions et conseils scolaires, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des administrations locales générales*
- *Recettes et dépenses des administrations locales générales, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des administrations locales*
- *Recettes et dépenses des administrations locales, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales*
- *Recettes et dépenses des administrations consolidées*
- *Recettes et dépenses de l'administration fédérale*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations provinciales et locales*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations provinciales et territoriales*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations provinciales et territoriales, par province et territoire*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1

Tableaux sommaires — Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - distribution selon les composantes du secteur public

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	nombre moyen d'employés					
Emploi dans le secteur public						
Secteur public	3 037 477	3 002 690	2 957 835	2 851 331	2 789 402	2 778 970
Gouvernement	2 711 896	2 679 068	2 648 900	2 578 503	2 530 976	2 518 067
Administration publique générale fédérale	404 734	394 106	371 053	356 099	337 713	330 981
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	371 084	360 370	358 416	335 063	338 857	334 203
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	744 367	739 279	737 226	707 571	692 242	695 118
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	281 720	276 153	274 800	272 623	270 740	270 238
Administrations publiques générales, locales	368 906	366 132	366 470	358 942	350 426	341 046
Commissions scolaires locale	541 085	543 029	540 935	548 205	540 999	546 481
Entreprises publiques	325 581	323 622	308 935	272 828	258 426	260 903
Entreprises publiques, fédérales	136 429	143 784	135 763	101 340	92 311	91 359
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	138 910	130 280	126 371	124 542	119 690	122 758
Entreprises publiques, locales	50 243	49 557	46 802	46 945	46 425	46 786
	millions de dollars					
Secteur public salaires et traitements						
Secteur public	108 344	107 499	106 450	102 525	101 356	103 039
Gouvernement	94 891	94 204	93 458	91 285	90 308	91 825
Administration publique générale fédérale	16 730	16 481	15 703	14 821	14 471	14 474
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	14 998	15 187	15 315	13 623	13 645	13 701
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	20 439	19 911	19 673	20 267	20 137	21 131
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	9 411	9 359	9 376	9 462	9 304	9 566
Administrations publiques générales, locales	12 420	12 432	12 534	12 559	12 313	12 045
Commissions scolaires locale	20 891	20 834	20 856	20 553	20 437	20 909
Entreprises publiques	13 453	13 295	12 992	11 240	11 048	11 214
Entreprises publiques, fédérales	4 984	5 244	5 103	3 475	3 425	3 472
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	6 267	5 911	5 813	5 694	5 596	5 640
Entreprises publiques, locales	2 203	2 140	2 077	2 071	2 027	2 102

Tableau 1-1 – suite

Tableaux sommaires — Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - distribution selon les composantes du secteur public

	1999	2000	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
	nombre moyen d'employés					
Emploi dans le secteur public						
Secteur public	2 769 871	2 785 752	2 813 516	2 846 995	2 912 929	2 949 305
Gouvernement	2 508 044	2 519 648	2 547 176	2 583 094	2 641 253	2 669 288
Administration publique générale fédérale	328 154	335 317	351 331	359 477	366 428	366 654
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	336 158	338 309	340 291	336 594	349 531	348 066
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	689 762	691 144	696 321	714 988	738 525	744 570
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	269 145	273 136	277 030	284 685	294 441	301 556
Administrations publiques générales, locales	341 485	340 927	341 564	344 502	360 980	365 329
Commissions scolaires locale	543 340	540 815	540 639	542 848	531 348	543 112
Entreprises publiques	261 827	266 104	266 340	263 901	271 676	280 018
Entreprises publiques, fédérales	89 990	89 743	89 131	88 429	89 471	90 834
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	124 422	128 156	128 047	125 185	130 624	136 124
Entreprises publiques, locales	47 414	48 206	49 162	50 287	51 582	53 060
	millions de dollars					
Secteur public salaires et traitements						
Secteur public	107 969	115 496	120 116	126 145	133 401	139 506
Gouvernement	96 374	103 421	107 578	113 737	120 353	125 771
Administration publique générale fédérale	16 013	19 181	18 689	20 421	21 010	21 476
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	14 156	14 827	15 517	16 103	17 584	17 925
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	22 407	24 125	26 054	27 420	29 525	31 623
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	10 053	10 642	11 375	12 231	12 617	13 373
Administrations publiques générales, locales	12 125	12 455	13 028	13 831	14 819	15 405
Commissions scolaires locale	21 620	22 190	22 916	23 729	24 798	25 969
Entreprises publiques	11 594	12 075	12 538	12 409	13 048	13 735
Entreprises publiques, fédérales	3 465	3 647	3 682	3 721	3 853	4 009
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	5 956	6 173	6 511	6 240	6 633	7 037
Entreprises publiques, locales	2 173	2 254	2 345	2 448	2 562	2 689

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-2

Tableaux sommaires — Emploi et salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, 2004^p

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	nombre moyen d'employés						
Emploi dans le secteur public							
Secteur public ²	56 214	17 132	104 722	78 937	706 980	1 053 746	150 609
Gouvernement	52 711	16 596	97 046	72 066	651 124	933 460	132 547
Administration publique générale fédérale	6 970	3 532	23 396	13 526	74 331	151 793	16 012
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	10 100	3 338	11 082	27 560	88 721	96 392	19 774
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	16 685	4 248	27 738	21 554	228 722	208 521	40 187
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	5 127	1 804	7 636	3 347	61 497	103 650	14 035
Administrations publiques générales, locales	4 253	740	11 068	6 078	70 956	157 374	16 653
Commissions scolaires locale	9 576	2 935	16 127	. ³	126 898	215 730	25 886
Entreprises publiques	3 503	536	7 676	6 871	55 856	120 286	18 061
Entreprises publiques, fédérales	1 346	248	4 912	2 151	18 181	36 773	7 881
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	2 157	289	2 277	4 300	30 062	46 015	8 393
Entreprises publiques, locales	.	.	487	420	7 614	37 499	1 787
	millions de dollars						
Secteur public salaires et traitements							
Secteur public	2 435,2	707,1	4 723,4	3 409,2	32 650,5	53 843,1	5 857,4
Gouvernement	2 283,8	689,0	4 333,3	3 121,9	29 642,6	47 626,4	4 993,1
Administration publique générale fédérale	367,2	184,0	1 305,8	709,1	4 257,2	9 249,8	847,3
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	389,7	157,3	465,8	1 189,5	4 646,2	5 401,0	814,8
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	758,8	158,9	1 138,1	820,9	8 973,8	9 945,7	1 369,2
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	244,2	57,4	468,3	198,6	3 276,4	4 671,5	431,1
Administrations publiques générales, locales	100,9	16,6	263,3	203,8	3 095,9	7 100,9	464,7
Commissions scolaires locale	422,9	114,8	692,0	. ³	5 393,0	11 257,4	1 066,1
Entreprises publiques	151,4	18,1	390,2	287,3	3 007,9	6 216,7	864,2
Entreprises publiques, fédérales	54,7	9,9	310,1	65,9	763,5	1 683,9	358,9
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	96,7	8,2	65,7	207,6	1 854,1	2 607,0	432,6
Entreprises publiques, locales	.	.	14,4	13,8	390,3	1 925,8	72,8

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-2 – suite

Tableaux sommaires — Emploi et salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, 2004²

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada	Total
	nombre moyen d'employés							
Emploi dans le secteur public								
Secteur public ²	129 194	264 718	364 139	5 126	8 107	6 218	3 139	2 949 305
Gouvernement	112 654	249 314	329 177	5 126	8 107	6 218	3 139	2 669 288
Administration publique générale fédérale	9 041	26 365	36 473	594	1 172	308	3 139	366 654
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	14 401	29 684	34 941	3 766	4 230	4 076	.	348 066
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	39 459	68 722	87 256	317	1 164	..	.	744 570
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	10 913	31 596	61 951	.	.	.	.	301 556
Administrations publiques générales, locales	18 140	39 206	37 487	449	1 093	1 834	.	365 329
Commissions scolaires locale	20 701	53 742	71 069	. ³	449	. ³	.	543 112
Entreprises publiques	16 540	15 404	34 962	..	.	.	..	280 018
Entreprises publiques, fédérales	3 166	7 746	8 264	..	..	..	..	90 834
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	12 927	3 072	26 539	.	.	.	.	136 124
Entreprises publiques, locales	447	4 586	158	.	.	.	.	53 060
	millions de dollars							
Secteur public salaires et traitements								
Secteur public	4 959,0	13 118,6	16 277,1	311,6	548,8	343,6	291,1	139 505,8
Gouvernement	4 277,7	12 484,4	14 823,8	311,6	548,8	343,6	291,1	125 771,1
Administration publique générale fédérale	494,1	1 432,3	2 164,8	45,1	92,4	35,6	291,1	21 475,9
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	719,4	1 406,7	1 967,8	232,0	282,9	252,4	.	17 925,4
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	1 205,0	3 363,5	3 765,7	16,2	107,5	..	.	31 623,3
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	496,6	1 555,6	1 973,1	.	.	.	.	13 372,8
Administrations publiques générales, locales	472,2	1 811,6	1 765,4	18,3	35,7	55,6	.	15 405,2
Commissions scolaires locale	890,5	2 914,7	3 187,0	. ³	30,2	. ³	.	25 968,5
Entreprises publiques	681,3	634,2	1 453,3	..	.	.	..	13 734,7
Entreprises publiques, fédérales	73,3	313,0	368,7	..	..	..	..	4 008,7
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	590,4	78,4	1 077,6	.	.	.	.	7 036,9
Entreprises publiques, locales	17,6	242,9	7,0	.	.	.	.	2 689,1

1. Les données sur l'emploi ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

2. Les chiffres peuvent ne pas être égaux au total à cause de l'arrondissement.

3. Inclus dans les données de l'administration publique générale provinciale.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-3

Tableaux sommaires — Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
nombre moyen d'employés							
Emploi dans le secteur public							
1993	60 363	15 468	117 460	84 442	773 524	1 071 681	143 927
1994	58 989	15 711	114 492	82 202	785 985	1 051 084	141 403
1995	57 933	15 522	110 747	81 720	771 116	1 031 274	139 846
1996	55 861	16 134	108 106	78 956	734 071	978 767	134 836
1997	55 376	16 268	106 463	77 842	722 899	955 312	128 406
1998	55 655	15 267	105 308	77 922	713 065	949 401	129 346
1999	52 372	15 234	104 628	78 531	699 409	947 246	133 703
2000	52 624	15 753	103 556	78 082	692 810	961 091	134 969
2001 r	53 250	16 020	102 800	78 969	694 431	975 210	139 277
2002 r	55 221	16 023	103 812	79 418	700 700	986 457	143 138
2003 r	56 751	16 641	106 934	81 746	710 054	1 015 843	147 073
2004 p	56 214	17 132	104 722	78 937	706 980	1 053 746	150 609
Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants⁴							
1993	104	117	127	113	108	100	129
1994	103	118	124	110	109	97	126
1995	102	115	119	109	107	94	124
1996	100	119	116	105	101	88	119
1997	100	120	114	103	99	85	113
1998	103	112	113	104	98	84	114
1999	98	112	112	105	96	82	117
2000	100	115	111	104	94	82	118
2001 r	102	117	110	105	94	82	121
2002 r	106	117	111	106	94	82	124
2003 r	109	121	114	109	95	83	127
2004 p	109	124	112	105	94	85	129
pourcentage							
Taux de variation de l'emploi dans le secteur public par 1 000 habitants par rapport l'année précédente⁴							
1994	-1,3	0,6	-2,8	-2,8	1,1	-3,1	-2,2
1995	-0,6	-1,9	-3,4	-0,7	-2,3	-3,1	-1,6
1996	-2,3	2,9	-2,7	-3,6	-5,2	-6,2	-4,0
1997	0,7	0,6	-1,6	-1,4	-1,9	-3,7	-4,9
1998	2,6	-6,0	-1,0	0,4	-1,6	-1,8	0,6
1999	-4,7	-0,6	-0,9	0,8	-2,3	-1,4	2,9
2000	1,5	3,3	-1,0	-0,6	-1,4	-0,1	0,5
2001 r	2,4	1,6	-0,6	1,2	-0,3	-0,3	2,8
2002 r	4,2	-0,2	0,8	0,5	0,2	-0,6	2,4
2003 r	3,0	3,6	2,8	2,9	0,7	1,7	2,2
2004 p	-0,7	2,5	-2,2	-3,5	-1,1	2,6	1,6

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-3 – suite

Tableaux sommaires — Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires ² du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur ³ du Canada	Total
	nombre moyen d'employés							
Emploi dans le secteur public								
1993	118 045	288 729	338 506	4 449	11 325		9 000	3 037 477
1994	115 481	274 526	339 647	4 312	11 505		6 790	3 002 690
1995	112 882	267 970	346 477	4 349	11 390		6 080	2 957 835
1996	114 496	258 225	352 601	4 475	11 196		3 126	2 851 331
1997	111 188	248 206	348 078	4 760	10 838		3 032	2 789 402
1998	112 844	252 128	348 697	4 904	10 773		2 935	2 778 970
1999	115 097	253 872	350 328	4 740	7 056	4 246	2 878	2 769 871
2000	116 488	256 242	354 675	4 824	7 144	3 831	3 020	2 785 752
2001 r	116 642	255 710	360 242	4 933	7 384	5 105	3 031	2 813 516
2002 r	118 733	259 749	362 099	4 892	7 682	5 606	3 053	2 846 995
2003 r	125 590	264 161	365 747	5 016	8 139	5 769	3 145	2 912 929
2004 p	129 194	264 718	364 139	5 126	8 107	6 218	3 139	2 949 305
Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants⁴								
1993	117	108	95	147	179	...	...	106
1994	114	102	92	145	177	...	...	104
1995	111	98	92	143	172	...	...	101
1996	112	93	91	143	166	...	...	96
1997	109	88	88	150	161	...	...	93
1998	111	87	88	157	160	...	...	92
1999	113	86	87	154	174	158	...	91
2000	116	85	88	159	176	139	...	91
2001 r	117	84	88	164	181	182	...	91
2002 r	119	83	88	162	185	195	...	91
2003 r	126	84	88	164	193	198	...	92
2004 p	130	83	87	164	189	210	...	92
	pourcentage							
Taux de variation de l'emploi dans le secteur public par 1 000 habitants par rapport l'année précédente⁴								
1994	-2,4	-6,1	-2,6	-0,9	-0,9	...	...	-2,2
1995	-2,7	-3,6	-0,7	-1,6	-3,1	...	...	-2,5
1996	0,9	-5,0	-0,8	-0,2	-3,2	...	...	-4,6
1997	-2,8	-5,7	-3,1	5,0	-3,3	...	...	-3,1
1998	1,5	-0,9	-0,7	5,2	-0,1	...	...	-1,2
1999	2,3	-1,1	-0,2	-2,2	8,2	...	...	-1,1
2000	1,9	-0,8	0,5	3,0	1,6	-12,0	...	-0,4
2001 r	0,9	-1,9	0,6	3,2	2,5	30,3	...	-0,1
2002 r	2,2	-0,4	-0,4	-0,8	2,4	7,5	...	0,1
2003 r	5,9	0,3	0,1	1,1	4,1	1,5	...	1,4
2004 p	2,8	-1,1	-1,5	0,1	-1,8	6,0	...	0,3

1. Les données sur l'emploi ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

2. Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

3. Les données sont pour l'administration publique fédérale.

4. Voir le tableau 6-4 pour les données sur la population.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-4

Tableaux sommaires — Salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Salaires et traitements dans le secteur public							
1993	2 068,2	489,6	3 763,2	2 794,9	26 517,5	41 305,8	4 701,8
1994	2 034,4	487,9	3 668,1	2 785,3	26 699,1	40 565,9	4 646,1
1995	2 006,9	480,5	3 508,0	2 791,7	26 468,0	40 181,0	4 579,3
1996	1 907,0	499,4	3 407,5	2 599,0	25 387,9	38 610,1	4 337,5
1997	1 874,8	505,9	3 477,8	2 611,4	24 755,6	37 896,2	4 104,3
1998	1 906,3	516,1	3 550,9	2 664,8	24 913,6	38 474,4	4 200,2
1999	1 959,2	540,7	3 837,3	2 833,1	26 239,9	40 276,5	4 419,8
2000	2 098,1	601,2	4 050,4	2 990,4	27 805,5	43 464,5	4 795,6
2001 r	2 164,3	609,5	4 148,4	3 060,4	29 054,8	44 826,1	5 007,7
2002 r	2 318,2	655,3	4 344,4	3 199,8	30 387,0	47 194,0	5 324,2
2003 r	2 419,8	682,9	4 531,9	3 295,5	31 817,4	50 997,3	5 549,1
2004 p	2 435,2	707,1	4 723,4	3 409,2	32 650,5	53 843,1	5 857,4
pourcentage							
Secteur public salaires et traitements par rapport à l'année précédente							
1994	-1,6	-0,3	-2,5	-0,3	0,7	-1,8	-1,2
1995	-1,4	-1,5	-4,4	0,2	-0,9	-0,9	-1,4
1996	-5,0	3,9	-2,9	-6,9	-4,1	-3,9	-5,3
1997	-1,7	1,3	2,1	0,5	-2,5	-1,8	-5,4
1998	1,7	2,0	2,1	2,0	0,6	1,5	2,3
1999	2,8	4,8	8,1	6,3	5,3	4,7	5,2
2000	7,1	11,2	5,6	5,6	6,0	7,9	8,5
2001 r	3,2	1,4	2,4	2,3	4,5	3,1	4,4
2002 r	7,1	7,5	4,7	4,6	4,6	5,3	6,3
2003 r	4,4	4,2	4,3	3,0	4,7	8,1	4,2
2004 p	0,6	3,5	4,2	3,4	2,6	5,6	5,6

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-4 – suite

Tableaux sommaires — Salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires ² du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur ³ du Canada	Total
millions de dollars								
Salaires et traitements dans le secteur public								
1993	3 542,3	9 551,8	12 262,6	236,8	585,9		489,2	108 343,9
1994	3 496,8	9 180,6	12 687,8	232,8	604,1		373,8	107 499,5
1995	3 539,5	8 635,0	13 052,7	238,5	602,6		334,3	106 450,3
1996	3 512,0	8 236,0	12 988,4	242,5	572,3		195,0	102 525,3
1997	3 554,2	8 413,0	13 142,7	235,6	552,5		195,8	101 355,9
1998	3 663,3	8 824,4	13 291,2	234,4	554,9		206,2	103 039,1
1999	3 740,2	9 364,3	13 583,6	258,7	431,1	222,0	224,7	107 968,7
2000	4 026,4	10 115,7	14 312,4	273,5	442,8	238,4	240,9	115 496,0
2001 ^r	4 277,8	10 805,8	14 847,5	279,4	461,8	272,7	267,1	120 116,4
2002 ^r	4 479,2	11 491,1	15 347,1	293,9	503,1	301,7	276,0	126 145,3
2003 ^r	4 675,2	12 156,7	15 809,3	296,5	530,5	324,2	284,3	133 400,9
2004 ^p	4 959,0	13 118,6	16 277,1	311,6	548,8	343,6	291,1	139 505,8
pourcentage								
Secteur public salaires et traitements par rapport à l'année précédente								
1994	-1,3	-3,9	3,5	-1,7	3,1	...	-23,6	-0,8
1995	1,2	-5,9	2,9	2,5	-0,3	...	-10,6	-1,0
1996	-0,8	-4,6	-0,5	1,7	-5,0	...	-41,7	-3,7
1997	1,2	2,1	1,2	-2,8	-3,5	...	0,4	-1,1
1998	3,1	4,9	1,1	-0,5	0,4	...	5,3	1,7
1999	2,1	6,1	2,2	10,4	-22,3	...	9,0	4,8
2000	7,7	8,0	5,4	5,7	2,7	7,4	7,2	7,0
2001 ^r	6,2	6,8	3,7	2,1	4,3	14,4	10,9	4,0
2002 ^r	4,7	6,3	3,4	5,2	8,9	10,6	3,3	5,0
2003 ^r	4,4	5,8	3,0	0,9	5,4	7,5	3,0	5,8
2004 ^p	6,1	7,9	3,0	5,1	3,4	6,0	2,4	4,6

1. Les données sur l'emploi ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

2. Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

3. Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-5

Tableaux sommaires — Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2004-2005^p

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	dollars						
Services généraux de l'administration publique	338,6	500,9	235,6	220,9	400,0	207,3	354,6
Protection de la personne et de la propriété	477,9	384,8	523,4	496,4	562,4	636,9	530,2
Transports et communication	787,4	747,8	438,1	750,5	635,1	542,1	564,3
Santé	3 128,4	2 911,2	2 961,2	2 915,7	2 725,8	2 937,4	2 876,8
Soins hospitaliers	1 205,3	1 219,7	1 063,8	1 157,8	1 042,0	990,5	958,9
Soins médicaux	1 364,0	827,6	1 206,7	1 171,1	1 179,8	1 315,9	1 195,9
Soins préventifs	25,2	14,5	73,6	12,0	110,0	92,9	18,8
Autres services de santé	532,0	842,1	617,2	576,2	394,0	538,0	703,2
Services sociaux	1 184,0	863,9	977,5	946,2	2 319,7	1 329,6	1 291,4
Assistance sociale	477,9	544,5	410,4	320,7	639,6	546,7	550,6
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	154,8	123,4	117,3	149,0	244,0	233,1	127,9
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	..	..	8,5	..	711,5	3,8	1,7
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	..	..	..	..	86,0	0,5	..
Autres services sociaux	551,4	196,0	441,3	477,7	638,6	545,5	612,0
Éducation	2 681,5	2 301,4	2 344,0	1 920,3	2 327,1	2 204,9	2 213,7
Éducation élémentaire et secondaire	1 671,6	1 299,5	1 117,1	1 061,9	1 255,6	1 314,0	1 320,4
Éducation postsecondaire	917,0	842,1	1 136,3	731,9	879,6	820,3	791,0
Services particuliers de recyclage	46,4	101,6	40,5	111,8	186,2	58,2	75,9
Autre éducation	46,4	65,3	50,1	13,3	5,7	12,5	26,4
Conservation des ressources et développement de l'industrie	313,4	805,8	269,7	328,7	465,3	218,0	345,2
Environnement	280,5	326,7	395,5	315,4	281,7	399,0	237,8
Loisirs et culture	245,7	188,8	174,8	189,0	324,7	250,2	225,9
Travail, emploi et immigration	19,3	36,3	18,1	61,2	85,3	8,3	26,4
Logement	96,7	43,6	113,0	91,8	85,6	120,3	75,0
Affaires extérieurs et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	52,2	50,8	57,6	77,2	86,6	43,8	117,6
Établissements de recherche	..	..	1,1	..	63,4	7,0	0,9
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	32,9	14,5	0,0	0,0	80,9	0,3	0,0
Service de la dette	1 081,5	827,6	1 304,7	1 333,4	956,9	791,5	1 232,6
Autres dépenses	0,0	0,0	2,1	1,3	0,0	79,7	2,6
Total des dépenses	10 716,3	10 004,1	9 815,2	9 650,7	11 400,8	9 776,2	10 094,9
Population au 1^{er} Octobre 2004	516 875	137 744	938 134	751 449	7 560 592	12 439 755	1 173 164

Tableau 1-5 – suite

Tableaux sommaires — Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2004-2005^p

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Total du Canada
	dollars						
Services généraux de l'administration publique	316,2	321,5	262,5	2 663,1	2 422,8	4 793,4	294,4
Protection de la personne et de la propriété	632,4	528,5	600,3	2 342,2	2 189,9	2 362,9	594,6
Transports et communication	765,9	769,7	531,1	3 978,6	2 702,4	2 194,2	607,7
Santé	3 081,7	3 171,1	2 915,1	3 946,5	6 895,7	7 358,9	2 921,3
Soins hospitaliers	1 236,7	1 095,0	1 065,4	1 636,3	3 168,3	2 970,6	1 044,5
Soins médicaux	1 103,2	1 088,8	1 231,6	1 860,9	1 840,4	1 519,0	1 231,4
Soins préventifs	18,1	87,2	171,0	224,6	302,9	810,2	98,7
Autres services de santé	723,8	900,1	446,8	256,7	1 607,5	2 025,4	546,7
Services sociaux	1 145,4	1 304,8	1 068,4	3 112,3	3 354,7	4 118,3	1 502,5
Assistance sociale	292,1	449,8	324,0	738,0	862,0	2 059,1	513,4
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	185,7	152,5	228,0	673,8	838,7	0,0	215,5
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	100,4	..	..	..	0,0	..	172,8
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	..	..	..	..	..	..	20,5
Autres services sociaux	568,2	702,5	516,4	1 732,6	1 654,0	2 059,1	580,4
Éducation	2 572,8	2 771,4	2 077,0	4 331,5	5 987,2	7 122,6	2 301,6
Éducation élémentaire et secondaire	1 364,2	1 539,1	1 111,9	2 951,8	3 517,8	4 860,9	1 299,8
Éducation postsecondaire	1 075,1	1 083,5	903,8	1 058,8	1 467,7	1 519,0	888,1
Services particuliers de recyclage	121,5	134,8	38,0	64,2	396,0	405,1	97,5
Autre éducation	12,0	14,0	23,3	224,6	629,0	371,3	16,2
Conservation des ressources et développement de l'industrie	886,4	691,6	371,5	2 310,1	2 422,8	2 059,1	384,3
Environnement	318,2	323,1	419,0	641,7	629,0	2 059,1	355,7
Loisirs et culture	291,1	388,1	340,6	1 764,7	978,5	1 046,4	293,2
Travail, emploi et immigration	14,1	29,9	15,2	0,0	209,7	236,3	32,6
Logement	142,5	68,5	45,1	449,2	1 677,3	4 523,4	100,9
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	48,2	63,2	56,1	513,4	745,5	1 147,7	64,0
Établissements de recherche	8,0	31,1	2,4	..	..	..	21,3
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	22,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	20,5
Service de la dette	890,4	343,6	677,9	128,3	326,2	945,2	821,4
Autres dépenses	1,0	98,7	6,9	32,1	69,9	33,8	42,1
Total des dépenses	11 138,4	10 904,8	9 388,9	26 213,6	30 634,8	39 967,6	10 358,1
Population au 1^{er} Octobre 2004	996 194	3 212 813	4 209 856	31 167	42 925	29 624	32 040 292

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-6

Tableaux sommaires — Recettes, dépenses et surplus (+) / déficit (-) totaux de l'administration publique générale fédérale, exercices financiers

Exercice financier	Total des recettes	Total des dépenses	Surplus (+) / déficit (-)	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses de programmes en pourcentage des recettes
millions de dollars						pourcentage
Canada						
1994-1995	136 648	173 383	-36 736	131 456	41 927	96,2
1995-1996	142 553	175 765	-33 211	129 073	46 692	90,5
1996-1997	152 541	166 041	-13 499	121 125	44 916	79,4
1997-1998	165 179	160 672	4 507	117 229	43 443	71,0
1998-1999	169 379	166 593	2 786	122 626	43 967	72,4
1999-2000	180 336	173 337	6 999	129 197	44 140	71,6
2000-2001	193 825	184 612	9 213	138 962	45 650	71,7
2001-2002 ^r	192 288	184 941	7 348	144 802	40 139	75,3
2002-2003 ^r	190 772	188 757	2 015	152 293	36 464	79,8
2003-2004 ^r	199 106	196 995	2 111	162 322	34 673	81,5
2004-2005 ^p	212 173	204 382	7 791	171 058	33 324	80,6
dollars						
Par habitant ¹						
1994-1995	4 697	5 959	-1 263	4 518	1 441	...
1995-1996	4 849	5 979	-1 130	4 391	1 588	...
1996-1997	5 135	5 589	-454	4 077	1 512	...
1997-1998	5 507	5 356	150	3 908	1 448	...
1998-1999	5 602	5 510	92	4 056	1 454	...
1999-2000	5 914	5 684	230	4 237	1 447	...
2000-2001	6 296	5 996	299	4 514	1 483	...
2001-2002 ^r	6 176	5 940	236	4 651	1 289	...
2002-2003 ^r	6 063	5 999	64	4 840	1 159	...
2003-2004 ^r	6 272	6 205	66	5 113	1 092	...
2004-2005 ^p	6 622	6 379	243	5 339	1 040	...
pourcentage						
Taux de variation par habitant par rapport à l'année précédente						
1995-1996	3,3	0,3	10,5	-2,8	10,2	...
1996-1997	5,9	-6,5	59,8	-7,1	-4,8	...
1997-1998	7,2	-4,2	133,1	-4,1	-4,2	...
1998-1999	1,7	2,9	-38,7	3,8	0,4	...
1999-2000	5,6	3,2	149,1	4,5	-0,5	...
2000-2001	6,5	5,5	30,4	6,5	2,4	...
2001-2002 ^r	-1,9	-0,9	-21,1	3,0	-13,1	...
2002-2003 ^r	-1,8	1,0	-72,9	4,1	-10,1	...
2003-2004 ^r	3,4	3,4	3,8	5,6	-5,8	...
2004-2005 ^p	5,6	2,8	265,7	4,4	-4,8	...

1. Voir le tableau 6-3 pour les données sur la population.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-7

Tableaux sommaires — Dette nette, dette nette par habitant et dette nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars

Année	Total de l'actif financier	Total du passif	Dette nette
millions de dollars			
Dette nette			
1994	44 385	557 604	-513 219
1995	45 192	595 877	-550 685
1996	56 221	634 939	-578 718
1997	62 722	651 124	-588 402
1998	64 144	645 725	-581 581
1999	73 921	648 389	-574 468
2000	86 479	648 212	-561 733
2001	99 600	644 900	-545 300
2002	105 836	640 526	-534 690
2003	103 146	629 638	-526 492
2004	105 182	628 830	-523 648
dollars			
Dette nette par habitant ¹			
1994	...	...	-17 755
1995	...	...	-18 852
1996	...	...	-19 607
1997	...	...	-19 732
1998	...	...	-19 333
1999	...	...	-18 949
2000	...	...	-18 359
2001	...	...	-17 640
2002	...	...	-17 101
2003	...	...	-16 678
2004	...	...	-16 437
pourcentage			
Dette nette en pourcentage du PIB ²			
1994	...	...	-68,4
1995	...	...	-68,7
1996	...	...	-70,6
1997	...	...	-67,8
1998	...	...	-64,1
1999	...	...	-60,5
2000	...	...	-53,9
2001	...	...	-48,9
2002	...	...	-47,8
2003	...	...	-43,4
2004	...	...	-41,8

1. Voir le tableau 6-2 pour les données sur la population.

2. Voir le tableau 7 pour le PIB.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-8

Tableaux sommaires — Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercice financier 2004-2005^p

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Recettes de sources propres	2 678	692	4 793	3 925	53 756	67 984	6 790
Impôts sur le revenu	860	205	1 830	1 174	21 277	29 178	2 367
Taxes à la consommation	1 084	286	1 820	1 300	14 324	23 022	2 142
Impôts fonciers et impôts connexes	8	58	85	384	2 020	2 563	382
Autres impôts ¹	219	29	169	130	6 693	6 267	515
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	..	11	..	753	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	162	26	175	132	2 119	2 800	155
Vente de biens et services	143	53	320	161	2 005	1 841	190
Revenus de placements	194	35	378	633	4 344	2 191	1 014
Autres recettes de sources propres	8	1	6	12	221	121	24
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	1 508	404	1 726	2 039	7 211	4 487	2 049
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	484	36	614	250	3 473	7 776	959
Total des recettes	4 670	1 132	7 134	6 214	64 439	80 247	9 797
Services généraux de l'administration publique	97	60	63	105	1 484	1 289	183
Protection de la personne et de la propriété	222	37	283	214	2 377	3 649	383
Transports et communications	340	91	251	383	2 586	3 207	319
Santé	1 452	348	2 471	1 933	18 834	31 294	3 112
Services sociaux	606	117	839	706	11 786	13 963	1 461
Éducation	1 114	225	1 358	1 239	12 931	15 696	1 639
Conservation des ressources et développement de l'industrie	161	110	243	232	3 256	2 353	371
Environnement	76	37	39	53	524	518	53
Loisirs et culture	73	16	67	53	971	598	113
Travail, emploi et immigration	10	5	17	46	646	103	31
Logement	48	6	106	67	395	681	83
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	22	6	39	40	449	325	128
Établissements de recherche	..	..	1	..	479	87	1
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	44	5	55	104	892	55	264
Service de la dette	543	112	1 187	995	9 223	8 950	1 288
Autres dépenses	..	..	..	..	..	980	..
Total des dépenses	4 808	1 173	7 018	6 171	66 833	83 747	9 430
Surplus (+) / déficit (-)	-138	-41	115	43	-2 393	-3 500	368

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-8 – suite

Tableaux sommaires — Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercice financier 2004-2005^a

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Recettes de sources propres	7 022	26 532	25 888	124	288	97	200 568
Impôts sur le revenu	1 693	7 053	6 615	42	135	37	72 467
Taxes à la consommation	1 983	3 180	7 603	23	55	14	56 836
Impôts fonciers et impôts connexes	368	1 233	2 367	2	14	2	9 488
Autres impôts ¹	550	1 070	667	8	9	2	16 327
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	921	1 458	..	..	..	3 143
Contributions aux régimes de sécurité sociale	174	925	1 057	6	22	0	7 753
Vente de biens et services	383	466	770	19	23	33	6 405
Revenus de placements	1 846	11 646	5 259	24	29	9	27 602
Autres recettes de sources propres	24	38	92	0	1	..	547
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	909	1 274	2 569	496	716	788	26 174
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	1 033	1 901	2 605	103	142	231	19 607
Total des recettes	8 964	29 706	31 061	724	1 145	1 116	246 349
Services généraux de l'administration publique	141	391	529	72	85	124	4 622
Protection de la personne et de la propriété	413	767	1 376	65	88	67	9 941
Transports et communications	343	1 376	1 230	111	94	36	10 367
Santé	2 665	8 642	11 324	118	239	217	82 648
Services sociaux	1 108	4 098	4 129	98	129	119	39 158
Éducation	1 298	6 283	6 633	124	236	204	48 978
Conservation des ressources et développement de l'industrie	850	2 101	1 499	71	104	62	11 414
Environnement	115	207	221	11	4	15	1 873
Loisirs et culture	121	372	311	24	12	17	2 747
Travail, emploi et immigration	14	96	64	0	9	7	1 048
Logement	141	139	151	14	68	139	2 038
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	39	39	110	16	33	35	1 279
Établissements de recherche	8	100	10	..	..	..	684
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	94	68	78	12	49	25	1 746
Service de la dette	865	697	2 479	3	13	27	26 384
Autres dépenses	..	314	0	..	..	..	1 294
Total des dépenses	8 215	25 688	30 144	739	1 165	1 094	246 224
Surplus (+) / déficit (-)	749	4 018	918	-15	-20	22	125

1. La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.
2. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le premier avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé à la fonction santé.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-9

Tableaux sommaires — Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Surplus (+) / déficit (-)							
1994-1995	-20	9	-142	-160	-6 348	-9 048	129
1995-1996	30	-3	-156	-56	-3 791	-7 278	281
1996-1997	-14	-41	106	57	-3 792	-4 831	90
1997-1998	383	-28	142	23	-2 534	-3 464	127
1998-1999	101	5	49	121	410	-4 505	110
1999-2000	-118	29	-61	-337	-1 142	1 164	-2
2000-2001	-126	-35	180	17	1 063	25	293
2001-2002 ^r	-328	-57	217	84	-3 269	-37	43
2002-2003 ^r	-243	-76	-9	-26	-4 509	-3 400	122
2003-2004 ^r	-327	-124	45	-102	-3 044	-5 199	-164
2004-2005 ^p	-138	-41	115	43	-2 393	-3 500	368
dollars							
Surplus (+) / déficit (-) par habitant ²							
1994-1995	-35	67	-153	-213	-882	-833	115
1995-1996	53	-22	-168	-75	-524	-662	249
1996-1997	-25	-301	114	76	-522	-434	79
1997-1998	699	-206	152	31	-348	-307	112
1998-1999	188	37	53	161	56	-395	97
1999-2000	-222	213	-65	-449	-156	101	-2
2000-2001	-239	-257	193	23	144	2	255
2001-2002 ^r	-629	-416	233	112	-441	-3	37
2002-2003 ^r	-468	-554	-10	-35	-604	-280	105
2003-2004 ^r	-630	-902	48	-136	-405	-423	-141
2004-2005 ^p	-267	-298	123	57	-317	-281	314

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-9 – suite

Tableaux sommaires — Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires ¹ du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Surplus (+) / déficit (-)							
1994-1995	120	857	-68	27	-14	..	-14 658
1995-1996	78	1 149	50	24	-14	..	-9 686
1996-1997	356	2 530	-360	2	4	..	-5 893
1997-1998	289	2 764	-101	6	46	..	-2 344
1998-1999	256	1 134	-9 634	60	-24	..	-11 914
1999-2000	126	2 620	-1 317	5	-55	27	939
2000-2001	1 126	7 923	153	43	103	75	10 839
2001-2002 ^r	-528	-426	-2 249	-17	73	-17	-6 510
2002-2003 ^r	-586	2 757	-2 719	-19	-93	-10	-8 809
2003-2004 ^r	-65	4 191	-1 256	0	-126	-40	-6 210
2004-2005 ^p	749	4 018	918	-15	-20	22	125
dollars							
Surplus (+) / déficit (-) par habitant²							
1994-1995	119	316	-18	912	-214	...	-504
1995-1996	77	419	13	777	-210	...	-329
1996-1997	349	907	-92	63	59	...	-198
1997-1998	284	971	-25	190	682	...	-78
1998-1999	251	389	-2 414	1 944	-358	...	-394
1999-2000	124	883	-327	163	-1 355	1 000	31
2000-2001	1 119	2 625	38	1 420	2 537	2 709	352
2001-2002 ^r	-529	-139	-550	-566	1 774	-604	-209
2002-2003 ^r	-589	881	-659	-628	-2 232	-346	-280
2003-2004 ^r	-65	1 322	-302	0	-2 974	-1 373	-196
2004-2005 ^p	752	1 251	218	-481	-466	743	4

1. Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

2. Voir le tableau 6-3 pour les données sur la population.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-10

Tableaux sommaires — Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars

Année	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Dette nette							
1994	-7 401	-921	-8 381	-5 711	-68 112	-77 052	-9 266
1995	-7 910	-1 078	-9 419	-5 937	-77 005	-86 045	-9 281
1996	-7 888	-1 045	-8 917	-5 743	-80 312	-97 016	-8 918
1997	-7 780	-1 021	-8 627	-5 570	-84 976	-104 163	-8 571
1998	-7 651	-1 045	-8 616	-5 694	-87 587	-108 137	-8 622
1999	-8 150	-1 003	-9 158	-5 546	-91 148	-108 761	-9 112
2000	-8 389	-1 034	-10 158	-6 393	-90 161	-107 409	-9 050
2001	-8 702	-1 021	-11 051	-6 151	-88 122	-103 140	-9 277
2002	-9 082	-1 082	-11 286	-5 998	-91 717	-103 510	-9 969
2003	-9 511	-1 150	-11 888	-5 921	-95 330	-102 611	-10 217
dollars							
Dette nette par habitant ²							
1994	-12 856	-6 925	-9 049	-7 620	-9 481	-7 151	-8 267
1995	-13 899	-8 035	-10 153	-7 908	-10 680	-7 889	-8 233
1996	-14 042	-7 723	-9 588	-7 638	-11 096	-8 789	-7 878
1997	-14 063	-7 510	-9 257	-7 402	-11 692	-9 317	-7 546
1998	-14 101	-7 704	-9 244	-7 581	-12 014	-9 550	-7 588
1999	-15 246	-7 373	-9 824	-7 394	-12 460	-9 495	-7 989
2000	-15 839	-7 586	-10 872	-8 518	-12 271	-9 241	-7 898
2001	-16 628	-7 479	-11 845	-8 204	-11 934	-8 720	-8 069
2002	-17 472	-7 907	-12 087	-8 001	-12 340	-8 599	-8 642
2003	-18 340	-8 386	-12 707	-7 886	-12 749	-8 406	-8 814
pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1995	-8,1	-16,0	-12,2	-3,8	-12,6	-10,3	0,4
1996	-1,0	3,9	5,6	3,4	-3,9	-11,4	4,3
1997	-0,1	2,8	3,5	3,1	-5,4	-6,0	4,2
1998	-0,3	-2,6	0,1	-2,4	-2,8	-2,5	-0,6
1999	-8,1	4,3	-6,3	2,5	-3,7	0,6	-5,3
2000	-3,9	-2,9	-10,7	-15,2	1,5	2,7	1,1
2001	-5,0	1,4	-9,0	3,7	2,7	5,6	-2,2
2002	-5,1	-5,7	-2,0	2,5	-3,4	1,4	-7,1
2003	-5,0	-6,1	-5,1	1,4	-3,3	2,2	-2,0

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-10 – suite

Tableaux sommaires — Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires ¹ du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Dette nette							
1994	-10 974	-9 346	-5 464	105	77	..	-202 446
1995	-11 083	-8 513	-7 980	151	59	..	-224 041
1996	-11 046	-7 084	-8 166	186	53	..	-235 896
1997	-9 776	-4 022	-7 510	191	79	..	-241 746
1998	-9 890	-1 603	-6 556	198	-20	..	-245 223
1999	-10 017	-391	-15 162	238	-61	..	-258 271
2000	-10 037	2 504	-16 123	231	136	-283	-256 166
2001	-9 147	9 983	-15 448	278	227	-242	-241 813
2002	-9 632	9 118	-16 554	272	283	-274	-249 431
2003	-9 877	10 575	-20 119	262	184	-278	-255 881
dollars							
Dette nette par habitant²							
1994	-10 882	-3 472	-1 499	3 536	1 192	...	-7 004
1995	-10 944	-3 124	-2 127	5 008	890	...	-7 670
1996	-10 853	-2 564	-2 121	5 973	791	...	-7 992
1997	-9 605	-1 430	-1 910	6 034	1 170	...	-8 107
1998	-9 722	-557	-1 648	6 323	-298	...	-8 152
1999	-9 860	-133	-3 788	7 779	-904	...	-8 519
2000	-9 944	838	-3 997	7 605	3 360	-10 393	-8 372
2001	-9 130	3 282	-3 799	9 232	5 586	-8 664	-7 822
2002	-9 662	2 941	-4 032	9 039	6 862	-9 705	-7 978
2003	-9 931	3 361	-4 860	8 607	4 385	-9 572	-8 106
pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1995	-0,6	10,0	-42,0	41,6	-25,3	...	-9,5
1996	0,8	17,9	0,3	19,3	-11,1	...	-4,2
1997	11,5	44,2	9,9	1,0	47,9	...	-1,4
1998	-1,2	61,0	13,7	4,8	-125,4	...	-0,6
1999	-1,4	76,1	-129,9	23,0	-203,7	...	-4,5
2000	-0,8	729,4	-5,5	-2,2	471,5	...	1,7
2001	8,2	291,8	5,0	21,4	66,2	16,6	6,6
2002	-5,8	-10,4	-6,1	-2,1	22,9	-12,0	-2,0
2003	-2,8	14,3	-20,5	-4,8	-36,1	1,4	-1,6

1. Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

2. Voir le tableau 6-2 pour les données sur la population.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-11

Tableaux sommaires — Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2004^a

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
milliers de dollars							
Recettes de sources propres	338 619	59 350	1 006 453	618 259	9 245 934	20 290 560	1 126 979
Impôts fonciers et impôts connexes	242 634	43 867	800 847	416 230	7 038 422	12 797 500	624 756
Taxes à la consommation	0	..	1 295	..	..	..	19 899
Autres impôts	4 906	355	5 239	4 169	36 113	320 381	15 387
Ventes de biens et services	81 870	13 596	168 746	189 002	1 747 774	6 008 845	340 592
Revenus de placements	6 390	483	23 523	5 693	190 238	814 963	104 802
Autres recettes de sources propres	2 819	1 049	6 803	3 165	233 387	348 871	21 543
Transferts à des fins générales	24 852	2 022	33 762	66 973	319 251	724 822	193 620
Transferts à des fins particulières	59 301	2 024	76 820	32 135	995 668	4 611 452	128 363
Total des recettes	422 772	63 396	1 117 035	717 367	10 560 853	25 626 834	1 448 962
Services généraux de l'administration publique	79 387	10 430	166 479	62 149	1 568 968	1 307 107	233 694
Protection de la personne et de la propriété	26 038	15 709	219 044	161 950	1 949 929	4 297 433	246 951
Transports et communications	104 457	14 553	169 361	184 928	2 562 315	4 424 475	360 307
Santé	276	152	1 056	1 286	14 641	1 151 779	35 313
Services sociaux	1 025	3	40 083	..	90 741	5 398 545	4 697
Éducation	x	..	167 825	166	8 540	12 042	51
Conservation des ressources et développement de l'industrie	3 722	925	11 545	15 360	292 550	410 008	36 460
Environnement	111 570	11 118	349 194	214 837	1 900 644	4 447 487	243 325
Loisirs et culture	57 435	11 232	114 029	90 658	1 547 400	2 550 693	158 461
Logement	2 005	3	136	2 068	355 802	1 556 582	4 982
Planification et aménagement des régions	4 668	1 392	16 579	18 989	317 530	297 607	19 967
Service de la dette	38 450	1 015	31 602	29 437	823 444	510 407	80 924
Autres dépenses	x	0	2 906	979	1	14 330	3 080
Total des dépenses	429 567	66 532	1 289 839	782 807	11 432 505	26 378 495	1 428 212
Surplus (+) / déficit (-)	-6 795	-3 136	-172 804	-65 440	-871 652	-751 661	20 750

Tableau 1-11 – suite

Tableaux sommaires — Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2004^p

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
milliers de dollars							
Recettes de sources propres	1 099 382	5 397 638	5 485 421	35 347	64 840	61 133	44 829 915
Impôts fonciers et impôts connexes	643 468	2 722 258	3 010 989	22 879	27 495	7 168	28 398 513
Taxes à la consommation	64 247	..	10 730	..	..	..	96 171
Autres impôts	7 644	117 017	160 333	639	1 500	447	674 130
Ventes de biens et services	296 624	1 888 522	1 659 449	10 437	33 482	51 835	12 490 774
Revenus de placements	74 821	560 664	608 803	1 192	1 505	1 243	2 394 320
Autres recettes de sources propres	12 578	109 177	35 117	200	858	440	776 007
Transferts à des fins générales	63 061	35 863	62 989	9 061	18 247	21 344	1 575 867
Transferts à des fins particulières	53 955	591 434	230 112	24 287	27 948	66 543	6 900 042
Total des recettes	1 216 398	6 024 935	5 778 522	68 695	111 035	149 020	53 305 824
Services généraux de l'administration publique	174 350	641 827	594 976	10 961	19 719	18 981	4 889 028
Protection de la personne et de la propriété	223 960	941 243	1 167 500	8 370	6 636	4 554	9 269 317
Transports et communications	433 394	1 471 482	1 006 790	13 524	21 858	28 828	10 796 272
Santé	5 808	109 638	55 296	207	1 147	2 250	1 378 849
Services sociaux	6 047	100 506	8 607	..	773	3 996	5 655 023
Éducation	1 298	14 933	765	0	0	..	205 790
Conservation des ressources et développement de l'industrie	33 572	166 668	69 626	721	1 611	758	1 043 526
Environnement	229 996	841 008	1 623 484	9 079	24 441	45 643	10 051 826
Loisirs et culture	181 466	892 386	1 138 265	36 746	30 589	15 706	6 825 066
Logement	1 105	81 149	38 676	36	3 612	26 092	2 072 248
Planification et aménagement des régions	21 337	164 788	151 905	1 062	2 871	6 619	1 025 314
Service de la dette	14 978	327 834	343 096	587	1 230	729	2 203 733
Autres dépenses	1 235	2 251	29 141	511	113	659	55 570
Total des dépenses	1 328 546	5 755 713	6 228 127	81 804	114 600	154 815	55 471 562
Surplus (+) / déficit (-)	-112 148	269 222	-449 605	-13 109	-3 565	-5 795	-2 165 738

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-12

Tableaux sommaires — Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Surplus (+) / déficit (-)							
1994	-2,0	3,7	-58,6	4,1	-363,8	-80,0	79,4
1995	12,8	2,9	-19,0	-13,7	-384,9	-33,3	-61,5
1996	30,2	7,2	-16,1	-31,9	-340,5	-31,0	12,4
1997	17,3	5,6	-76,3	-29,0	-156,7	-177,6	64,2
1998	43,3	4,9	-40,8	-27,5	338,6	1 470,9	92,8
1999	37,6	0,7	6,8	-16,2	274,3	865,2	61,3
2000	-9,1	-4,4	45,1	-39,2	602,0	-421,0	146,4
2001 r	-25,2	-1,0	5,1	-24,6	-46,4	609,3	114,5
2002 r	47,2	-4,4	-19,9	-36,8	139,2	537,6	18,4
2003 r	-6,0	-14,3	44,9	-16,6	-225,8	-34,4	-3,0
2004 p	-6,8	-3,1	-172,8	-65,4	-871,7	-751,7	20,8
dollars							
Surplus (+) / déficit (-) par habitant ²							
1994	-3	28	-63	5	-51	-7	71
1995	23	22	-20	-18	-53	-3	-54
1996	54	53	-17	-42	-47	-3	11
1997	32	41	-82	-39	-22	-16	56
1998	81	36	-44	-37	46	129	82
1999	71	5	7	-22	37	75	54
2000	-17	-32	48	-52	82	-36	128
2001 r	-48	-7	5	-33	-6	51	99
2002 r	91	-32	-21	-49	19	44	16
2003 r	-12	-104	48	-22	-30	-3	-3
2004 p	-13	-23	-184	-87	-115	-60	18

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-12 – suite

Tableaux sommaires — Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires ¹ du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Surplus (+) / déficit (-)							
1994	-18,3	184,2	-290,1	-4,1	4,5	..	-541,0
1995	-111,4	566,4	-243,5	-5,2	1,8	..	-288,5
1996	-30,9	457,9	-248,8	-2,2	2,6	..	-191,3
1997	-45,2	423,1	-197,7	-0,2	-2,8	..	-175,3
1998	-30,6	563,7	-344,0	3,4	7,0	..	2 081,7
1999	-24,4	487,1	1 588,6	7,7	-5,1	1,1	3 284,8
2000	-38,8	578,0	-65,7	-4,3	9,7	-2,9	795,8
2001 ^r	8,1	568,9	-23,7	-1,0	10,1	-4,2	1 189,9
2002 ^r	113,4	553,2	-413,1	-6,5	-6,7	-4,9	916,7
2003 ^r	-3,6	477,6	-247,2	2,1	-0,4	-8,0	-34,6
2004 ^p	-112,1	269,2	-449,6	-13,1	-3,6	-5,8	-2 165,7
dollars							
Surplus (+) / déficit (-) par habitant²							
1994	-18	68	-78	-138	69	...	-19
1995	-110	206	-64	-169	27	...	-10
1996	-30	164	-64	-71	39	...	-6
1997	-44	149	-50	-6	-42	...	-6
1998	-30	193	-86	109	104	...	69
1999	-24	164	395	252	-125	42	108
2000	-39	192	-16	-142	239	-103	26
2001 ^r	8	185	-6	-34	246	-149	38
2002 ^r	114	177	-100	-216	-160	-171	29
2003 ^r	-4	151	-59	69	-9	-273	-1
2004 ^p	-113	84	-107	-421	-83	-196	-68

1. Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

2. Voir le tableau 6-3 pour les données sur la population.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 1-13

Tableaux sommaires — Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre

Année	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Dette nette							
1993	-676	-126	-202	-326	-14 593	-1 782	-820
1994	-680	-126	-220	-329	-14 643	-1 619	-788
1995	-648	-34	-205	-332	-14 577	-1 444	-818
1996	-675	-38	-275	-356	-14 936	-1 531	-828
1997	-681	-37	-366	-373	-15 187	-1 251	-765
1998	-731	-33	-417	-380	-14 568	-141	-671
1999	-731	-43	-360	-357	-15 075	65	-471
2000	-726	-47	-326	-328	-14 763	-378	-558
2001	-729	-45	-357	-355	-15 719	1 995	-437
2002	-768	-64	-334	-394	-16 276	2 925	-312
dollars							
Dette nette par habitant ²							
1993	-1 164	-958	-219	-436	-2 045	-168	-736
1994	-1 178	-949	-238	-439	-2 040	-151	-704
1995	-1 136	-254	-221	-442	-2 023	-133	-727
1996	-1 197	-281	-296	-474	-2 065	-139	-733
1997	-1 226	-272	-393	-496	-2 091	-112	-674
1998	-1 339	-243	-447	-505	-1 999	-12	-591
1999	-1 362	-316	-386	-476	-2 062	6	-414
2000	-1 365	-344	-349	-437	-2 011	-33	-488
2001	-1 388	-330	-382	-474	-2 132	169	-380
2002	-1 473	-468	-358	-526	-2 193	244	-271
pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1994	-1,2	0,9	-8,5	-0,7	0,2	10,1	4,3
1995	3,6	73,3	7,0	-0,7	0,8	11,9	-3,3
1996	-5,4	-10,9	-33,8	-7,1	-2,1	-4,7	-0,7
1997	-2,4	3,2	-32,7	-4,7	-1,3	19,3	8,0
1998	-9,2	10,8	-13,9	-1,9	4,4	88,9	12,3
1999	-1,7	-30,2	13,6	5,8	-3,1	145,6	30,0
2000	-0,2	-8,9	9,7	8,2	2,5	-673,6	-17,9
2001	-1,7	4,2	-9,6	-8,4	-6,0	619,0	22,0
2002	-6,2	-41,8	6,5	-11,0	-2,9	44,0	28,8

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-13 – suite

Tableaux sommaires — Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires ¹ du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Dette nette							
1993	451	-2 566	-2 791	13	-29	..	-23 457
1994	496	-2 297	-2 649	21	-22	..	-22 856
1995	506	-2 114	-2 721	19	-11	..	-22 379
1996	561	-648	-2 248	20	-16	..	-20 970
1997	636	-277	-2 217	18	-14	..	-20 514
1998	719	36	252	21	-8	..	-15 921
1999	707	-383	1 851	27	-25	7	-14 788
2000	730	668	2 443	21	-9	13	-13 260
2001	734	1 194	1 074	16	-3	10	-12 622
2002	859	961	1 248	16	-3	6	-12 136
dollars							
Dette nette par habitant ²							
1993	449	-968	-792	434	-462	...	-822
1994	492	-856	-731	707	-342	...	-793
1995	500	-778	-729	636	-167	...	-768
1996	552	-235	-588	646	-240	...	-712
1997	624	-99	-566	569	-208	...	-689
1998	707	13	63	667	-119	...	-530
1999	695	-131	463	878	-615	263	-489
2000	722	225	607	689	-221	479	-434
2001	731	394	265	531	-74	360	-409
2002	861	311	305	531	-73	213	-389
pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1994	9,5	11,6	7,7	63,2	25,9	...	3,6
1995	1,6	9,1	0,2	-10,1	51,2	...	3,1
1996	10,4	69,8	19,5	1,6	-43,3	...	7,3
1997	13,1	58,0	3,6	-11,9	13,1	...	3,2
1998	13,1	112,7	111,2	17,1	42,9	...	23,1
1999	-1,6	-1 139,5	630,3	31,8	-417,5	...	7,8
2000	3,8	271,6	31,0	-21,6	64,0	81,8	11,1
2001	1,3	75,6	-56,3	-22,9	66,7	-24,9	5,7
2002	17,7	-21,0	15,0	-0,1	1,1	-40,9	4,9

1. Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

2. Voir le tableau 6-1 pour les données sur la population.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 2-1

Emploi — Emploi, moyenne annuelle¹

	2000	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
	nombre moyen d'employés				
Secteur public	2 785 752	2 813 516	2 846 995	2 912 929	2 949 305
Gouvernement	2 519 648	2 547 176	2 583 094	2 641 253	2 669 288
Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales	2 184 330	2 195 845	2 223 617	2 274 825	2 302 634
Administration publique générale fédérale ²	335 317	351 331	359 477	366 428	366 654
Militaire	83 283	81 637	82 217	83 766	84 059
Administrations publiques provinciales et territoriales	1 302 589	1 313 642	1 336 267	1 382 496	1 394 192
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	338 309	340 291	336 594	349 531	348 066
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	273 136	277 030	284 685	294 441	301 556
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	691 144	696 321	714 988	738 525	744 570
Administrations publiques locales	881 741	882 203	887 350	892 328	908 441
Administrations publiques générales, locales	340 927	341 564	344 502	360 980	365 329
Commissions scolaires locale	540 815	540 639	542 848	531 348	543 112
Entreprises publiques, fédérales	89 743	89 131	88 429	89 471	90 834
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	128 156	128 047	125 185	130 624	136 124
Entreprises publiques, locales	48 206	49 162	50 287	51 582	53 060

1. Les données sur l'emploi ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

2. L'administration générale fédérale comprend les réservistes et les membres des forces armées canadiennes à temps plein.

Source : Statistique Canada, *Système de gestion financière*

Tableau 2-2

Emploi — Salaires et traitements, total annuel

	2000	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
	millions de dollars				
Secteur public	115 496,0	120 116,4	126 145,3	133 400,9	139 505,8
Gouvernement	103 421,2	107 578,0	113 736,7	120 352,8	125 771,1
Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales	84 240,0	88 889,2	93 315,6	99 343,2	104 295,2
Administration publique générale fédérale ¹	19 181,2	18 688,8	20 421,1	21 009,6	21 475,9
Militaire	3 507,8	3 832,9	3 949,2	4 072,6	4 150,3
Administrations publiques provinciales et territoriales	49 594,4	52 945,3	55 755,0	59 726,1	62 921,5
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	14 827,4	15 516,7	16 103,3	17 584,2	17 925,4
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	10 641,5	11 375,0	12 231,4	12 617,3	13 372,8
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	24 125,5	26 053,6	27 420,2	29 524,6	31 623,3
Administrations publiques locales	34 645,6	35 943,9	37 560,7	39 617,0	41 373,7
Administrations publiques générales, locales	12 455,4	13 028,1	13 831,2	14 819,2	15 405,2
Commissions scolaires locale	22 190,3	22 915,8	23 729,4	24 797,9	25 968,5
Entreprises publiques, fédérales	3 647,3	3 681,5	3 720,8	3 853,2	4 008,7
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	6 173,4	6 511,3	6 239,8	6 632,7	7 036,9
Entreprises publiques, locales	2 254,0	2 345,5	2 447,9	2 562,2	2 689,1

1. L'administration générale fédérale comprend les réservistes et les membres des forces armées canadiennes à temps plein.

Source : Statistique Canada, *Système de gestion financière*

Tableau 3-1

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	446 959	437 288	445 293	464 369	492 591
Impôts sur le revenu	191 144	188 011	177 939	188 056	205 135
Impôts sur le revenu des particuliers	143 116	144 746	139 851	145 118	154 181
Impôts sur le revenu des corporations ²	43 262	38 819	33 366	38 570	45 788
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	454	297	345	211	358
Impôts directs des non résidents	4 312	4 150	4 377	4 156	4 808
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	87 870	88 987	96 431	98 777	104 057
Taxes générales de vente	55 523	56 076	60 198	62 018	66 102
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	6 203	7 201	8 801	9 305	9 900
Taxes sur les divertissements	598	592	591	531	575
Taxes sur les carburants	11 745	11 743	12 337	12 732	12 602
Droits de douane	2 807	3 018	3 189	2 804	3 034
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 475	3 144	3 334	3 657	3 827
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	6 315	5 926	6 095	5 848	6 082
Autres taxes à la consommation	1 205	1 288	1 885	1 881	1 936
Impôts fonciers et impôts connexes	41 063	41 730	42 742	44 765	46 784
Impôts fonciers	33 345	34 423	35 475	37 906	39 418
Impôts sur le capital	4 172	3 744	3 457	3 385	3 863
Autres impôts fonciers et impôts connexes	3 547	3 563	3 810	3 475	3 503
Autres impôts ³	15 157	14 940	16 056	16 919	17 688
Impôts sur la masse salariale	8 013	7 733	8 290	8 624	8 912
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ³	2 737	2 768	2 911	3 044	3 131
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	706	639	604	622	643
Impôts divers	3 701	3 801	4 251	4 628	5 002
Primes d'assurance-maladie	2 178	2 282	3 000	3 128	3 143
Contributions aux régimes de sécurité sociale	30 087	29 723	31 014	31 129	30 539
Vente de biens et services ³	34 689	34 913	37 555	38 717	41 554
Revenus de placements	37 749	31 258	32 463	35 073	37 129
Autres recettes de sources propres	7 020	5 443	8 093	7 805	6 561
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	0	0	0	0	0
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	0	0	0	0	0
Total des recettes	446 959	437 288	445 293	464 369	492 591

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-1 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales

	2000/2001	2001/2002 ^r	2002/2003 ^r	2003/2004 ^r	2004/2005 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	15 968	15 765	16 408	16 958	16 681
Protection de la personne et de la propriété	32 978	35 218	37 318	39 220	41 958
Transports et communication	17 979	18 628	19 448	19 718	21 429
Santé	70 465	76 935	82 530	89 290	96 158
Soins hospitaliers	23 596	25 957	27 884	30 588	33 547
Soins médicaux	29 884	32 404	34 753	37 220	39 521
Soins préventifs	2 726	3 537	3 540	3 835	4 356
Autres services de santé	14 259	15 037	16 353	17 647	18 734
Services sociaux	110 145	114 753	117 194	120 959	124 134
Assistance sociale	65 005	67 990	70 215	72 498	73 541
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 832	6 275	6 501	6 520	6 958
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	21 093	20 814	20 115	20 877	20 917
Prestations aux anciens combattants	2 128	2 264	2 501	2 604	2 677
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	482	520	581	609	656
Autres services sociaux	15 605	16 890	17 281	17 851	19 386
Éducation	63 522	66 559	70 159	72 684	76 500
Éducation élémentaire et secondaire	35 751	37 006	38 622	40 042	42 267
Éducation postsecondaire	23 567	25 248	27 085	27 830	29 427
Services particuliers de recyclage	3 342	3 628	3 655	3 872	3 817
Autre éducation	862	677	796	939	990
Conservation des ressources et développement de l'industrie	15 713	16 329	18 983	20 223	19 436
Environnement	9 222	9 853	10 388	11 520	13 268
Loisirs et culture	10 871	11 347	11 966	13 117	13 457
Travail, emploi et immigration	2 882	3 019	3 353	3 468	3 366
Logement	3 723	3 420	3 784	3 784	3 857
Affaires extérieures et aide internationale	4 477	4 562	5 169	4 628	5 087
Planification et aménagement des régions	1 847	2 099	2 125	2 349	2 523
Établissements de recherche	1 419	1 767	1 888	1 942	2 044
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	0	0	0	0	0
Service de la dette	61 490	55 335	51 661	49 906	48 841
Autres dépenses	1 857	1 979	1 510	1 848	1 377
Total des dépenses	424 557	437 568	453 884	471 615	490 116
Surplus (+) / déficit (-)	22 401	-280	-8 591	-7 246	2 475

1. Le Régime des pensions du Canada (RPC) et le Régime des rentes du Québec (RRQ) ne sont pas inclus.

2. Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

3. Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

Nota : Les données des administrations fédérale, provinciales et territoriales sont en date du 31 mars et celles des administrations locales sont en date du 31 décembre.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-2

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales - Total du Canada

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
millions de dollars					
Recettes					
Recettes de sources propres	250 502	242 457	250 383	260 807	277 632
Impôts sur le revenu	68 826	67 451	63 220	64 235	72 467
Impôts sur le revenu des particuliers	53 933	53 311	51 486	52 415	56 693
Impôts sur le revenu des corporations	14 439	13 843	11 390	11 609	15 416
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	454	297	345	211	358
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	48 907	49 312	52 902	54 776	56 932
Taxes générales de vente	27 722	28 212	29 630	30 841	32 089
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 955	3 463	4 682	5 069	5 342
Taxes sur les divertissements	583	578	576	516	550
Taxes sur les carburants	6 937	6 985	7 464	7 651	7 787
Droits de douane	.	.	.	.	.
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 475	3 144	3 334	3 657	3 827
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	6 315	5 926	6 095	5 848	6 082
Autres taxes à la consommation	920	1 005	1 120	1 192	1 255
Impôts fonciers et impôts connexes	41 063	41 730	42 742	44 765	46 784
Impôts fonciers	33 345	34 423	35 475	37 906	39 418
Impôts sur le capital	4 172	3 744	3 457	3 385	3 863
Autres impôts fonciers et impôts connexes	3 547	3 563	3 810	3 475	3 503
Autres impôts ¹	14 572	14 422	15 560	16 332	17 002
Impôts sur la masse salariale	8 013	7 733	8 290	8 624	8 912
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ¹	2 737	2 768	2 911	3 044	3 131
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	610	634	602	620	641
Impôts divers	3 213	3 287	3 758	4 044	4 318
Primes d'assurance-maladie	2 178	2 282	3 000	3 128	3 143
Contributions aux régimes de sécurité sociale	7 496	7 770	8 290	9 083	9 437
Vente de biens et services ¹	31 524	31 109	33 650	34 719	36 369
Revenus de placements	30 689	24 306	25 031	28 274	30 535
Autres recettes de sources propres	5 246	4 077	5 989	5 495	4 965
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	26 640	27 829	28 899	32 140	26 162
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	7 635	7 764	9 278	10 310	22 766
Total des recettes	284 778	278 053	288 561	303 258	326 562

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-2 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales - Total du Canada

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	7 317	8 504	8 670	9 195	9 432
Protection de la personne et de la propriété	15 204	16 155	17 321	18 123	19 051
Transports et communication	16 209	16 424	17 465	17 770	19 470
Santé	68 429	74 319	79 787	86 353	93 598
Soins hospitaliers	23 555	25 883	27 821	30 537	33 466
Soins médicaux	29 561	32 118	34 342	36 795	39 454
Soins préventifs	2 318	2 600	2 760	3 020	3 163
Autres services de santé	12 995	13 718	14 863	16 002	17 516
Services sociaux	42 168	44 094	44 906	46 001	48 141
Assistance sociale	16 020	15 739	15 798	15 796	16 450
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 718	6 191	6 451	6 471	6 904
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	4 497	4 948	5 067	5 525	5 535
Prestations aux anciens combattants	.	.	.	.	.
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	482	520	581	609	656
Autres services sociaux	15 450	16 696	17 010	17 600	18 597
Éducation	60 227	63 660	67 370	69 670	73 743
Éducation élémentaire et secondaire	35 134	36 435	38 036	39 399	41 645
Éducation postsecondaire	22 099	24 077	26 140	26 768	28 456
Services particuliers de recyclage	2 535	2 700	2 748	3 017	3 125
Autre éducation	458	448	445	487	519
Conservation des ressources et développement de l'industrie	9 768	10 648	12 569	11 822	12 312
Environnement	7 761	8 233	8 688	9 743	11 397
Loisirs et culture	7 561	7 903	8 348	9 093	9 393
Travail, emploi et immigration	827	893	919	984	1 046
Logement	3 148	2 820	3 057	3 114	3 234
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	1 504	1 706	1 727	1 877	2 051
Établissements de recherche	281	439	575	661	684
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	580	671	291	324	658
Service de la dette	28 876	27 432	26 034	26 110	26 317
Autres dépenses	1 731	1 782	1 440	1 776	1 350
Total des dépenses	271 590	285 681	299 167	312 615	331 877
Surplus (+) / déficit (-)	13 188	-7 628	-10 606	-9 357	-5 316

1. Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

Source : Statistique Canada, *Système de gestion financière*

Tableau 3-3

Recettes et dépenses — Administration publique fédérale, au 31 mars

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	196 731	195 272	194 403	202 863	216 045
Impôts sur le revenu	122 318	120 560	114 719	123 821	132 668
Impôts sur le revenu des particuliers	89 183	91 435	88 365	92 704	97 488
Impôts sur le revenu des corporations ¹	28 823	24 976	21 977	26 961	30 372
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	..	..	..	..	..
Impôts directs des non résidents	4 312	4 150	4 377	4 156	4 808
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	38 963	39 675	43 529	44 001	47 126
Taxes générales de vente	27 801	27 864	30 568	31 177	34 013
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	3 247	3 738	4 118	4 236	4 558
Taxes sur les divertissements	15	14	15	14	24
Taxes sur les carburants	4 807	4 758	4 873	5 081	4 815
Droits de douane	2 807	3 018	3 189	2 804	3 034
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	..	..	..	..	..
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	..	..	..	..	..
Autres taxes à la consommation	285	284	765	689	681
Impôts fonciers et impôts connexes	..	..	..	..	..
Impôts fonciers	..	..	..	..	..
Impôts sur le capital	..	..	..	..	..
Autres impôts fonciers et impôts connexes	..	..	..	..	..
Autres impôts	585	518	496	586	687
Impôts sur la masse salariale	..	..	..	..	..
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	..	..	..	..	..
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	97	5	2	2	3
Impôts divers	488	514	494	584	684
Primes d'assurance-maladie	..	..	..	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	22 591	21 954	22 724	22 046	21 102
Vente de biens et services	4 472	5 028	5 062	5 177	6 705
Revenus de placements	7 060	6 952	7 432	6 799	6 594
Autres recettes de sources propres	741	584	441	432	1 163
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	555	591	524	601	590
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	17	18	22	84	84
Total des recettes	197 303	195 881	194 949	203 548	216 718

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-3 – suite

Recettes et dépenses — Administration publique fédérale, au 31 mars

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	8 905	7 474	7 955	7 992	7 501
Protection de la personne et de la propriété	18 789	20 204	20 988	22 218	23 861
Transports et communication	1 992	2 393	2 232	2 170	2 314
Santé ²	3 630	3 292	3 506	6 807	22 377
Soins hospitaliers	1 070 ³	76	65	1 578	4 358
Soins médicaux	373	335	508	686	737
Soins préventifs	467	997	805	829	1 201
Autres services de santé	1 720	1 884	2 128	3 715	16 081
Services sociaux ²	68 127	70 824	72 442	75 106	76 134
Assistance sociale	49 115	52 391	54 532	56 816	57 197
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	114	84	50	49	54
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	16 596	15 866	15 048	15 351	15 383
Prestations aux anciens combattants	2 130	2 267	2 503	2 607	2 679
Autres services sociaux	172	217	308	283	821
Éducation ²	5 104	4 976	4 986	5 181	4 938
Éducation élémentaire et secondaire	914	953	962	1 054	1 047
Éducation postsecondaire	1 758	1 476	1 429	1 523	1 432
Services particuliers de recyclage	1 699	1 823	1 839	1 794	1 630
Autre éducation	733	724	755	810	829
Conservation des ressources et développement de l'industrie	6 791	7 178	7 919	9 638	8 027
Environnement	1 554	1 635	1 726	1 800	1 929
Loisirs et culture	3 372	3 467	3 638	4 055	4 093
Travail, emploi et immigration	2 409	2 487	2 813	2 893	2 739
Logement	1 885	1 910	1 979	2 092	2 045
Affaires extérieures et aide internationale	4 488	4 575	5 187	4 645	5 103
Planification et aménagement des régions	389	451	465	523	523
Établissements de recherche	1 901	2 418	2 457	2 815	2 803
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ²	26 015	27 148	28 940	29 631	21 988
Service de la dette	32 614	27 903	25 628	23 796	22 524
Autres dépenses	126	199	71	74	28
Total des dépenses	188 090	188 533	192 934	201 436	208 927
Surplus (+) / déficit (-)	9 213	7 348	2 015	2 111	7 791

1. Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

2. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le 1er avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé à la fonction santé.

3. Le paiement de 1 milliard de dollars à la fiducie du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS) pour l'achat et l'installation d'équipements médicaux est codé à la fonction « soins hospitaliers ».

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-4

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	193 253	191 679	190 226	198 421	211 499
Impôts sur le revenu	122 318	120 560	114 719	123 821	132 668
Impôts sur le revenu des particuliers	89 183	91 435	88 365	92 704	97 488
Impôts sur le revenu des corporations ¹	28 823	24 976	21 977	26 961	30 372
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	..	..	..	..	..
Impôts directs des non résidents	4 312	4 150	4 377	4 156	4 808
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	38 963	39 675	43 529	44 001	47 126
Taxes générales de vente	27 801	27 864	30 568	31 177	34 013
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	3 247	3 738	4 118	4 236	4 558
Taxes d'accise sur la quantité d'alcool	..	..	..	..	..
Autres taxes sur les boissons alcooliques	1 089	1 273	1 208	1 199	1 086
Taxes sur le tabac	2 158	2 465	2 910	3 037	3 472
Taxes sur les divertissements	15	14	15	14	24
Taxes sur les paris aux hippodromes	15	14	15	14	24
Autres taxes sur les divertissements	..	..	..	..	..
Taxes sur les carburants	4 807	4 758	4 873	5 081	4 815
Droits de douane	2 807	3 018	3 189	2 804	3 034
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard ²	..	..	..	..	..
Autres taxes à la consommation	285	284	765	689	681
Taxes de transport aérien ³	0	0	446	406	389
Divers taxes à la consommation	285	284	320	282	292
Autres impôts	585	518	496	586	687
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	97	5	2	2	3
Impôts divers	488	514	494	584	684
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	..	..	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	19 116	18 496	18 753	17 906	16 942
Cotisations à l'assurance-emploi	19 029	18 414	18 661	17 809	16 847
Autres contributions aux régimes de sécurité sociale	87	82	92	96	95
Vente de biens et services	4 472	5 028	5 062	5 177	6 705
Revenus de placements	7 057	6 817	7 225	6 498	6 208
Redevances perçues sur les ressources naturelles	226	415	259	334	438
Redevances pétrolières et d'exploitation du gaz	125	127	104	183	249
Redevances forestières	..	..	..	..	..
Redevances minières	0	6	25	62	84
Redevances d'utilisation de l'eau	..	..	..	..	..
Autres redevances perçues sur les ressources naturelles	100	283	130	90	104
Profits commerciaux remis	2 289	2 109	2 017	1 989	1 860
Intérêts	3 928	3 783	4 349	3 591	3 338
Intérêts reçus des entreprises publiques propres	3 013	3 092	3 762	2 854	2 635
Autres intérêts	915	691	586	736	703
Autres revenus de placements	614	511	601	585	573
Autres recettes de sources propres	741	584	441	432	1 163
Autres amendes et pénalités	57	28	49	58	122
Transferts de nature capitale de sources propres	..	..	..	..	..
Autres dons	11	10	13	12	12
Diverses recettes de sources propres	673	546	379	362	1 029
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	555	591	524	601	590
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	17	18	22	84	84
Total des recettes	193 825	192 288	190 772	199 106	212 173

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-4 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	8 905	7 474	7 955	7 992	7 501
Organismes exécutifs et organismes législatifs	678	619	686	732	803
Administration générale	5 146	5 650	6 118	6 114	5 649
Autres services généraux	3 081	1 205	1 151	1 146	1 048
Protection de la personne et de la propriété	18 789	20 204	20 988	22 218	23 861
Défense nationale	11 968	12 576	12 993	13 466	14 057
Cours de justice	318	448	444	461	500
Services correctionnels et de réadaptation	1 683	1 985	1 951	1 930	1 967
Services de police	2 607	2 782	3 010	3 205	3 468
Services de réglementation	799	799	1 139	1 131	1 038
Autres services de protection de la personne et de la propriété	1 414	1 614	1 452	2 025	2 831
Transports et communications	1 992	2 393	2 232	2 170	2 314
Transport aérien	382	574	434	376	225
Transport routier	216	313	344	330	500
Transport par chemin de fer	301	403	307	335	348
Transport maritime	420	464	384	431	475
Télécommunications	192	234	223	181	264
Autres services de transports et de communication	482	405	540	518	501
Santé ⁴	3 630	3 292	3 506	6 807	22 377
Soins hospitaliers	1 070 ⁵	76	65	1 578	4 358
Soins médicaux	373	335	508	686	737
Soins préventifs	467	997	805	829	1 201
Autres services de santé	1 720	1 884	2 128	3 715	16 081
Services sociaux ⁴	51 613	54 996	57 429	59 788	60 789
Assistance sociale	49 115	52 391	54 532	56 816	57 197
Préservation du revenu	10 578	13 236	14 067	14 643	13 806
Autre assistance sociale	38 537	39 155	40 465	42 173	43 392
Sécurité sociale	24 417	25 554	26 547	27 961	28 949
Allocations familiales	6 914	7 682	7 996	8 272	8 904
Autres formes d'assistance sociale	7 207	5 918	5 922	5 940	5 539
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	114	84	50	49	54
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	82	37	35	34	38
Prestations aux anciens combattants	2 130	2 267	2 503	2 607	2 679
Autres services sociaux	172	217	308	283	821
Éducation ⁴	5 104	4 976	4 986	5 181	4 938
Éducation élémentaire et secondaire	914	953	962	1 054	1 047
Éducation postsecondaire	1 758	1 476	1 429	1 523	1 432
Services particuliers de recyclage	1 699	1 823	1 839	1 794	1 630
Autre éducation	733	724	755	810	829
Conservation des ressources et développement de l'industrie	6 791	7 178	7 919	9 638	8 027
Agriculture	2 709	2 733	3 434	5 035	3 443
Chasse et pêche	685	631	640	583	602
Pétrole et gaz	107	138	180	264	432
Forêts	26	121	27	49	180
Mines	0	0	0	0	0
Énergie hydraulique	0	0	2	4	2
Tourisme	78	102	128	121	123
Commerce et industrie	2 170	2 309	2 322	2 493	2 226
Autres services concernant la conservation des ressources et le développement industrie	1 017	1 144	1 186	1 089	1 019
Environnement	1 554	1 635	1 726	1 800	1 929
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	644	609	656	629	662
Contrôle de la pollution	315	419	427	471	628
Autres services concernant l'environnement	595	606	643	699	639
Loisirs et culture	3 372	3 467	3 638	4 055	4 093
Loisirs	326	365	360	406	390
Culture	969	980	1 085	1 224	1 247

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-4 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Bibliothèques	68	77	81	78	80
Galeries d'art et musées	161	177	205	284	256
Autres services de loisirs et de culture	740	726	800	862	912
Radiodiffusion et télévision	1 334	1 393	1 455	1 668	1 667
Autres loisirs et culture	742	729	737	757	788
Travail, emploi et immigration	2 409	2 487	2 813	2 893	2 739
Travail et emploi	1 479	1 523	1 756	1 788	1 658
Immigration	905	939	1 057	1 105	1 081
Autres services concernant le travail, emploi et immigration	24	25	0	0	0
Logement	1 885	1 910	1 979	2 092	2 045
Affaires extérieures et aide internationale	4 488	4 575	5 187	4 645	5 103
Planification et aménagement des régions	389	451	465	523	523
Établissements de recherche	1 901	2 418	2 457	2 815	2 803
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ⁴	26 015	27 148	28 940	29 631	21 988
Transferts à des fins générales aux administrations provinciales et territoriales	26 015	27 148	28 940	29 615	21 915
Subventions statutaires	30	31	31	32	32
Péréquation	10 952	11 108	10 910	7 651	11 009
Transfert Canadien en matière de santé et de programmes sociale ^{4,6}	13 541	14 638	16 279	19 732	..
Accord de réciprocité fiscale	..	..	..	..	..
Autres transferts à des fins générales aux administrations provinciales et territoriales	1 492	1 372	1 721	2 201	2 624
Service de la dette	45 650	40 139	36 464	34 673	33 324
Autres intérêts	45 512	39 998	36 339	34 560	33 207
Autres fraise de la dette	138	141	125	113	117
Autres dépenses	126	199	71	74	28
Total des dépenses	184 612	184 941	188 757	196 995	204 382
Surplus (+) / déficit (-)	9 213	7 348	2 015	2 111	7 791

1. Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

2. Le produit des loteries fédérales/provinciales est classé comme "Divers taxes à la consommation" à partir de 1997-1998.

3. La taxe de transport aérien se termine en 1999-2000. Les droits pour la sécurité du transport aérien débutent en 2002-2003.

4. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le 1er avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé à la fonction santé.

5. Le paiement de 1 milliard de dollars à la fiducie du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS) pour l'achat et l'installation d'équipements médicaux est codé à la fonction « soins hospitaliers ».

6. Comprend le supplément de transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) pour soins de santé pour les exercices financières 1999-2000, 2000-2001 et 2003-2004.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-5

Recettes et dépenses — Régimes de retraite non provisionnés fédéraux

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	16 514 000	15 829 000	15 013 000	15 318 000	15 345 000
Contributions aux régimes de sécurité sociale	3 475 000	3 458 000	3 971 000	4 141 000	4 160 000
Contributions de l'employé aux régimes de retraite non-provisionnés	986 000	931 000	1 047 000	1 102 000	1 129 000
Contributions de l'employeur aux régimes de retraite non-provisionnés	2 488 000	2 527 000	2 923 000	3 039 000	3 031 000
Revenus de placements	13 039 000	12 371 000	11 043 000	11 177 000	11 185 000
Total des recettes	16 514 000	15 829 000	15 013 000	15 318 000	15 345 000
Dépenses					
Services sociaux	16 514 000	15 829 000	15 013 000	15 318 000	15 345 000
Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés	7 182 000	10 458 000	8 238 000	6 530 000	6 576 000
Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages	9 331 000	5 371 000	6 775 000	8 788 000	8 769 000
Total des dépenses ¹	16 514 000	15 829 000	15 013 000	15 318 000	15 345 000
Surplus (+) / déficit (-)	0	0	0	0	0

1. L'écart entre la variation de l'Avoir des régimes de retraite des ménages et la variation dans la dette nette est principalement dû à des réévaluation des obligations de l'administration publique envers les régimes de retraite suite à de nouvelles estimations actuarielles.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-6

Recettes et dépenses — Administrations publiques provinciales et territoriales - Total du Canada

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	203 757	194 330	200 111	208 200	224 002
Impôts sur le revenu	68 826	67 451	63 220	64 235	72 467
Impôts sur le revenu des particuliers	53 933	53 311	51 486	52 415	56 693
Impôts sur le revenu des corporations	14 439	13 843	11 390	11 609	15 416
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	454	297	345	211	358
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	48 824	49 221	52 805	54 679	56 836
Taxes générales de vente	27 653	28 136	29 550	30 760	32 010
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 955	3 463	4 682	5 069	5 342
Taxes sur les divertissements	579	573	571	511	545
Taxes sur les carburants	6 937	6 985	7 464	7 651	7 787
Droits de douane	.	.	.	.	.
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 475	3 144	3 334	3 657	3 827
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	6 315	5 926	6 095	5 848	6 082
Autres taxes à la consommation	909	994	1 108	1 181	1 243
Impôts fonciers et impôts connexes	8 716	8 408	8 396	8 628	9 488
Impôts fonciers	3 151	3 112	3 201	3 327	3 459
Impôts sur le capital	4 172	3 744	3 457	3 385	3 863
Autres impôts fonciers et impôts connexes	1 394	1 552	1 738	1 916	2 165
Autres impôts ¹	14 058	13 866	14 938	15 673	16 327
Impôts sur la masse salariale	8 013	7 733	8 290	8 624	8 912
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ¹	2 737	2 768	2 911	3 044	3 131
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	610	634	602	620	641
Impôts divers	2 699	2 731	3 136	3 385	3 643
Primes d'assurance-maladie	2 178	2 282	3 000	3 128	3 143
Contributions aux régimes de sécurité sociale	7 496	7 770	8 290	9 083	9 437
Vente de biens et services ¹	21 823	20 309	21 912	22 196	23 422
Revenus de placements	28 465	21 933	22 747	25 837	28 106
Autres recettes de sources propres	3 370	3 090	4 804	4 742	4 776
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	26 654	27 845	28 912	32 153	26 174
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	7 719	7 648	8 705	9 899	22 328
Total des recettes	238 130	229 823	237 728	250 252	272 504

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-6 – suite

Recettes et dépenses — Administrations publiques provinciales et territoriales - Total du Canada

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	3 573	4 141	4 368	4 410	4 622
Protection de la personne et de la propriété	8 167	8 681	9 233	9 546	9 939
Transports et communication	8 552	8 755	9 294	9 212	10 366
Santé	67 947	73 669	79 019	85 503	92 805
Soins hospitaliers	23 502	25 831	27 741	30 466	33 413
Soins médicaux	29 562	32 120	34 344	36 797	39 456
Soins préventifs	2 110	2 286	2 400	2 635	2 780
Autres services de santé	12 773	13 431	14 534	15 605	17 156
Services sociaux	39 647	41 804	42 353	43 332	45 523
Assistance sociale	14 347	14 252	13 962	13 949	14 666
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 719	6 191	6 452	6 471	6 904
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	4 497	4 948	5 067	5 525	5 535
Prestations aux anciens combattants	.	.	.	.	.
Autres services sociaux	14 602	15 892	16 292	16 777	17 762
Éducation	51 608	55 511	58 294	60 311	64 020
Éducation élémentaire et secondaire	26 737	28 563	29 275	30 412	32 325
Éducation postsecondaire	22 110	24 079	26 141	26 769	28 457
Services particuliers de recyclage	2 267	2 399	2 410	2 639	2 715
Autre éducation	495	471	468	491	524
Conservation des ressources et développement de l'industrie	8 922	9 797	11 681	10 839	11 402
Environnement	1 401	1 525	1 686	1 798	1 873
Loisirs et culture	2 235	2 245	2 432	2 597	2 747
Travail, emploi et immigration	891	899	922	986	1 048
Logement	2 662	2 085	1 790	1 976	2 038
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	1 013	1 067	1 089	1 211	1 279
Établissements de recherche	281	439	578	661	684
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	1 444	1 629	1 279	1 348	1 746
Service de la dette	25 919	24 597	23 255	23 183	23 401
Autres dépenses	1 382	1 662	1 296	1 764	1 295
Total des dépenses	225 645	238 505	248 570	258 677	274 788
Surplus (+) / déficit (-)	12 485	-8 682	-10 842	-8 425	-2 284

1. Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.
2. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le 1er avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé à la fonction santé.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-7

**Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales
- Total du Canada**

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
millions de dollars					
Recettes					
Recettes de sources propres	186 666	176 640	179 112	185 843	200 568
Impôts sur le revenu	68 826	67 451	63 220	64 235	72 467
Impôts sur le revenu des particuliers	53 933	53 311	51 486	52 415	56 693
Impôts sur le revenu des corporations	14 439	13 843	11 390	11 609	15 416
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	454	297	345	211	358
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	48 824	49 221	52 805	54 679	56 836
Taxes générales de vente	27 653	28 136	29 550	30 760	32 010
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 955	3 463	4 682	5 069	5 342
Taxes sur les divertissements	579	573	571	511	545
Taxes sur les carburants	6 937	6 985	7 464	7 651	7 787
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 475	3 144	3 334	3 657	3 827
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	6 315	5 926	6 095	5 848	6 082
Autres taxes à la consommation	909	994	1 108	1 181	1 243
Impôts fonciers et impôts connexes	8 716	8 408	8 396	8 628	9 488
Impôts fonciers	3 151	3 112	3 201	3 327	3 459
Impôts sur le capital	4 172	3 744	3 457	3 385	3 863
Autres impôts fonciers et impôts connexes	1 394	1 552	1 738	1 916	2 165
Autres impôts ¹	14 058	13 866	14 938	15 673	16 327
Impôts sur la masse salariale	8 013	7 733	8 290	8 624	8 912
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ¹	2 737	2 768	2 911	3 044	3 131
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	610	634	602	620	641
Impôts divers	2 699	2 731	3 136	3 385	3 643
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	2 178	2 282	3 000	3 128	3 143
Contributions aux régimes de sécurité sociale	6 127	6 267	6 740	7 295	7 753
Vente de biens et services ¹	9 352	6 797	6 782	6 295	6 405
Revenus de placements	28 058	21 771	22 674	25 365	27 602
Autres recettes de sources propres	527	578	558	544	547
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	26 654	27 845	28 912	32 153	26 174
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	5 900	5 479	6 206	7 335	19 607
Total des recettes	219 220	209 964	214 231	225 331	246 349

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-7 – suite

**Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales
- Total du Canada**

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	3 576	4 143	4 373	4 411	4 622
Protection de la personne et de la propriété	8 169	8 684	9 242	9 547	9 941
Transports et communications	8 555	8 757	9 296	9 213	10 367
Santé	63 584	66 628	70 570	76 017	82 648
Soins hospitaliers	21 316	22 048	23 521	25 304	27 895
Soins médicaux	28 758	30 373	31 917	34 320	36 802
Soins préventifs	2 256	2 399	2 559	2 652	2 800
Autres services de santé	11 254	11 808	12 572	13 740	15 151
Services sociaux	34 526	36 083	36 372	37 033	39 158
Assistance sociale	14 352	14 250	13 960	13 948	14 665
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 720	6 192	6 453	6 472	6 905
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	94	95	96	100	101
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	483	520	581	609	656
Autres services sociaux	13 877	15 026	15 283	15 903	16 830
Éducation	40 950	43 045	43 962	46 041	48 978
Éducation élémentaire et secondaire	26 745	28 570	29 283	30 417	32 330
Éducation postsecondaire	11 439	11 601	11 780	12 647	13 577
Services particuliers de recyclage	2 269	2 403	2 427	2 486	2 547
Autre éducation	496	472	471	491	524
Conservation des ressources et développement de l'industrie	8 955	9 833	11 727	10 850	11 414
Environnement	1 402	1 526	1 688	1 798	1 873
Loisirs et culture	2 241	2 249	2 435	2 597	2 747
Travail, emploi et immigration	892	905	925	986	1 048
Logement	2 663	2 087	1 792	1 976	2 038
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	1 016	1 069	1 091	1 212	1 279
Établissements de recherche	374	554	657	661	684
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	1 444	1 629	1 279	1 348	1 746
Service de la dette	28 659	27 651	26 351	26 087	26 384
Autres dépenses	1 375	1 632	1 278	1 763	1 294
Total des dépenses	208 382	216 474	223 039	231 540	246 224
Surplus (+) / déficit (-)	10 839	-6 510	-8 809	-6 210	125

1. Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.
2. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le 1er avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé à la fonction santé.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-8

Recettes et dépenses — Régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux - Total du Canada

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Contributions aux régimes de sécurité sociale	1 369	1 503	1 551	1 787	1 684
Revenus de placements	3 035	3 351	3 421	3 638	3 750
Total des recettes	4 404	4 854	4 972	5 426	5 434
Dépenses					
Services sociaux	4 404	4 854	4 972	5 426	5 434
Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés	2 585	2 739	2 933	3 175	3 300
Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages	1 819	2 115	2 039	2 250	2 134
Total des dépenses	4 404	4 854	4 972	5 426	5 434
Surplus (+) / déficit (-)	0	0	0	0	0

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-9

Recettes et dépenses — Universités et collèges - Total du Canada¹

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	9 630 461	10 339 207	11 202 579	11 549 461	12 278 124
Ventes de biens et de services	7 371 133	8 132 232	9 026 491	9 306 724	9 900 959
Frais de scolarité	4 144 097	4 486 787	5 085 897	5 242 551	5 580 936
Autres ventes de biens et de services	3 227 036	3 645 445	3 940 594	4 064 173	4 320 023
Revenus de placements	604 613	396 046	328 453	340 607	363 854
Autres recettes de sources propres	1 654 715	1 810 929	1 847 635	1 902 130	2 013 311
Transferts des autres administrations publiques	12 102 143	12 923 599	14 114 778	14 540 597	15 381 110
Transferts de l'administration publique fédérale	1 624 714	1 922 197	2 270 560	2 321 837	2 457 609
Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales	10 451 811	10 947 140	11 817 345	12 191 068	12 894 055
Transferts des administrations publiques locales	25 618	54 262	26 873	27 692	29 446
Total des recettes	21 732 604	23 262 806	25 317 357	26 090 058	27 659 234
Dépenses					
Éducation	20 813 797	22 989 436	25 091 972	25 878 352	27 429 017
Éducation postsecondaire	20 569 831	22 717 330	24 820 214	25 600 039	27 136 428
Administration	4 267 373	4 662 921	4 717 093	4 867 670	5 158 267
Éducation	10 447 939	11 372 063	12 485 313	12 877 842	13 640 208
Aide aux étudiants	603 597	718 845	818 445	842 165	894 281
Autres dépenses d'éducation postsecondaire	5 250 922	5 963 501	6 799 363	7 012 362	7 443 672
Service de la dette	464 682	464 815	498 369	511 200	534 382
Total des dépenses	21 278 479	23 454 251	25 590 341	26 389 552	27 963 399
Surplus (+) / déficit (-)	454 125	-191 445	-272 984	-299 493	-304 164

1. Les données du « Yukon College » sont exclues pour fins de confidentialité.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-10

Recettes et dépenses — Institutions des services de santé et services sociaux - Total du Canada¹

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	6 515 728	7 229 616	8 077 115	8 681 791	9 326 992
Ventes de biens et de services	5 844 815	6 183 935	6 753 376	7 269 187	7 829 752
Revenus de placements	149 000	120 573	122 103	130 718	139 974
Autres recettes de sources propres	521 913	925 108	1 201 636	1 281 886	1 357 266
Transferts des autres administrations publiques	42 134 833	42 665 380	45 291 564	48 699 055	52 319 019
Transferts de l'administration publique fédérale	710	1 404	857	926	1 040
Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales	41 967 493	42 473 497	45 089 844	48 484 354	52 084 869
Transferts des administrations publiques locales	166 630	190 479	200 863	213 775	233 110
Transferts des autres institutions des services de santé et services sociaux	0	0	0	0	0
Total des recettes	48 650 561	49 894 996	53 368 679	57 380 846	61 646 011
Dépenses					
Santé	42 317 743	46 014 432	48 913 400	52 618 297	56 548 737
Soins hospitaliers	22 217 139	24 184 359	25 695 341	27 646 543	29 657 228
Soins médicaux	9 455 699	10 452 910	11 272 160	12 086 190	13 025 955
Soins préventifs	846 830	927 298	953 514	1 040 978	1 117 104
Autres services santé	9 798 075	10 449 865	10 992 385	11 844 586	12 748 450
Services sociaux	4 960 509	5 668 929	6 003 696	6 448 316	6 963 242
Assistance sociale	54 500	57 131	57 916	59 846	60 244
Autres services sociaux	4 906 009	5 611 798	5 945 780	6 388 470	6 902 998
Logement	4 404	4 209	4 634	4 778	4 811
Service de la dette	175 851	187 847	205 220	223 289	232 136
Total des dépenses	47 458 507	51 875 417	55 126 950	59 294 680	63 748 926
Surplus (+) / déficit (-)	1 192 054	-1 980 420	-1 758 269	-1 913 834	-2 102 914

1. La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-11

Recettes et dépenses — Administrations publiques locales - Total du Canada

	2000	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	48 166,7	50 196,0	51 779,7	54 231,2	55 687,6
Taxes à la consommation	83,4	91,4	97,3	97,2	96,2
Taxes générales de vente	68,4	75,6	79,6	81,0	78,7
Autres taxes à la consommation	15,0	15,8	17,7	16,2	17,5
Impôts fonciers et impôts connexes	32 347,1	33 321,8	34 346,7	36 137,4	37 296,4
Impôts fonciers	30 194,0	31 311,0	32 274,6	34 579,1	35 958,9
Impôts fonciers généraux	26 843,9	27 995,1	28 859,3	30 923,8	32 222,6
Prélèvements sur terrains	979,6	1 096,5	1 212,4	1 497,3	1 511,6
Impôts fonciers particuliers	655,3	665,4	760,4	707,0	738,8
Compensations tenant lieu de taxes	1 715,2	1 554,0	1 442,5	1 451,0	1 485,9
Autres impôts fonciers généraux	.	.	.	.	.
Impôts sur le capital	.	.	.	.	.
Autres impôts fonciers et impôts connexes	2 153,1	2 010,8	2 072,1	1 558,3	1 337,5
Droits de cession immobilière	189,4	209,5	256,4	274,0	212,9
Taxes d'affaires	1 280,2	1 295,1	1 306,3	740,5	579,8
Impôts sur le patrimoine	.	.	.	.	.
Autres impôts fonciers et impôts connexes	683,5	506,2	509,4	543,7	544,7
Autres impôts	513,8	556,5	622,0	659,2	675,0
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	.	.	.	.	.
Impôts divers	513,8	556,5	622,0	659,2	675,0
Vente de biens et services	12 094,7	12 861,5	13 424,5	14 024,4	14 335,8
Revenus de placements	2 441,9	2 609,7	2 516,0	2 487,1	2 479,3
Autres recettes de sources propres	685,8	755,1	773,3	826,0	805,0
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	1 165,2	1 335,7	1 470,6	1 531,0	1 575,9
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	30 260,8	31 444,1	32 843,8	33 753,3	34 972,7
Total des recettes	79 592,7	82 975,7	86 094,1	89 515,6	92 236,1

Tableau 3-11 – suite

Recettes et dépenses — Administrations publiques locales - Total du Canada

	2000	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	3 836,9	4 359,6	4 378,8	4 860,6	4 889,0
Exécutif et législatif	287,8	303,5	435,5	476,0	490,2
Administration générale	3 186,5	3 755,1	3 555,9	3 979,4	3 893,3
Autres services généraux	362,6	301,0	387,4	405,2	505,6
Protection de la personne et de la propriété	7 194,1	7 707,3	8 257,2	8 741,4	9 269,3
Cours de justice, correction et réhabilitation	105,1	184,3	210,5	245,2	252,4
Police	4 255,0	4 593,2	4 860,4	5 140,5	5 448,8
Lutte contre les incendies	2 355,4	2 464,2	2 658,2	2 800,3	2 974,0
Services de réglementation	348,9	331,1	369,5	380,9	391,8
Autres services de protection de la personne et de la propriété	129,6	134,5	158,6	174,5	202,2
Transports et communications	8 918,1	9 094,3	9 519,8	10 217,4	10 796,3
Transport routier	7 179,8	7 329,5	7 720,8	8 243,3	8 624,4
Enlèvement de la neige	935,0	987,6	958,3	1 135,6	1 148,5
Stationnement	132,8	189,6	226,7	222,8	225,7
Autres transport routier	6 112,0	6 152,3	6 535,7	6 884,9	7 250,2
Transport en commun	1 635,8	1 559,8	1 567,1	1 720,2	1 774,6
Autres services de transport et de communications	102,6	205,0	232,0	253,9	397,3
Santé	914,9	1 142,8	1 296,8	1 414,0	1 378,8
Soins hospitaliers	60,3	70,7	86,3	77,4	60,2
Soins médicaux	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4
Soins préventifs	486,3	543,5	608,0	644,8	653,0
Autres services de santé	368,0	528,4	602,2	691,5	665,3
Services sociaux	5 532,1	5 187,9	5 377,1	5 619,2	5 655,0
Assistance sociale	3 747,8	3 398,2	3 466,6	3 540,4	3 519,8
Autres services sociaux	1 784,2	1 789,6	1 910,5	2 078,8	2 135,2
Éducation	33 442,1	34 679,1	36 262,7	37 440,2	39 238,8
Éducation élémentaire et secondaire	32 806,7	34 027,0	35 566,6	36 739,6	38 505,1
Autre éducation	635,4	652,1	696,1	700,6	733,7
Conservation des ressources et développement de l'industrie	940,1	970,9	1 015,7	1 115,4	1 043,5
Environnement	6 797,0	7 168,3	7 513,9	8 450,7	10 051,8
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	4 915,3	5 131,6	5 442,3	6 174,2	7 683,6
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	2 636,5	2 643,9	2 898,9	3 459,0	4 133,0
Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	2 278,8	2 487,8	2 543,4	2 715,3	3 550,6
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et de déchets	1 723,1	1 907,5	1 888,8	2 139,3	2 218,7
Autres services concernant l'environnement	158,7	129,2	182,8	137,2	149,6
Loisirs et culture	5 538,0	5 846,7	6 074,2	6 678,2	6 825,1
Loisirs	4 113,5	4 234,2	4 401,4	4 979,9	4 971,6
Culture	1 402,3	1 553,9	1 595,5	1 634,7	1 766,1
Autres services de loisirs et de culture	22,3	58,7	77,3	63,7	87,4
Logement	1 481,7	1 721,9	2 065,0	2 008,7	2 072,2
Planification et aménagement des régions	780,7	859,5	921,9	909,8	1 025,3
Service de la dette	3 174,8	3 072,0	3 010,5	2 976,8	2 966,7
Autres dépenses	339,0	113,0	163,1	15,6	55,6
Total des dépenses	78 889,4	81 923,2	85 856,7	90 448,1	95 267,6
Surplus (+) / déficit (-)	703,3	1 052,5	237,3	-932,5	-3 031,4

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-12

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - Total du Canada

	2000	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	38 470 120	40 344 645	41 779 037	43 811 769	44 829 915
Impôts fonciers et impôts connexes	24 347 710	25 216 004	26 120 156	27 582 322	28 398 513
Impôts fonciers généraux	19 040 027	20 087 669	20 834 503	22 579 668	23 545 221
Prélèvements sur terrains	979 554	1 096 545	1 212 431	1 497 259	1 511 609
Impôts fonciers particuliers	655 333	665 373	760 406	707 020	738 812
Compensations tenant lieu de taxes	1 624 327	1 469 708	1 356 536	1 361 164	1 391 969
Administration publique fédérale	392 621	398 364	417 259	384 179	389 872
Entreprises publiques fédérales	69 082	114 301	85 198	81 352	82 460
Administrations publiques provinciales et territoriales	639 107	624 671	566 296	612 420	632 571
Universités	15 099	19 514	19 500	25 519	25 838
Collèges	8 867	11 461	8 357	10 936	11 073
Hôpitaux	3 274	4 173	4 188	5 480	5 549
Entreprises publiques provinciales et territoriales	366 350	133 348	123 132	121 927	122 312
Entreprises publiques locales	129 927	163 876	132 606	119 351	122 294
Droits de cession immobilière	189 430	209 536	256 434	273 994	212 914
Taxes d'affaires	1 251 138	1 263 932	1 274 704	707 051	544 302
Autres impôts fonciers et impôts connexes	607 901	423 241	425 142	456 166	453 686
Taxes à la consommation	83 450	91 430	97 272	97 205	96 171
Taxes générales de vente	79 373	86 442	91 864	91 858	90 744
Taxes sur les divertissements	4 077	4 988	5 408	5 347	5 427
Autres impôts	513 055	555 742	621 229	658 379	674 130
Autres licences et permis	497 732	539 065	605 436	637 112	652 222
Autres impôts divers	15 323	16 677	15 793	21 267	21 908
Ventes de biens et services	10 503 975	11 217 092	11 754 455	12 269 271	12 490 774
À d'autres administrations publiques	21 823	23 330	24 327	26 769	27 710
À la collectivité	10 482 152	11 193 762	11 730 128	12 242 502	12 463 064
Eau	2 530 485	2 697 671	2 850 438	2 958 440	3 041 396
Locations	341 703	408 001	475 025	502 298	512 950
Concessions et franchises	77 101	86 904	88 856	101 089	103 680
Autres ventes de biens et services	7 532 863	8 001 186	8 315 809	8 680 675	8 805 038
Revenus de placements	2 363 079	2 535 109	2 438 988	2 406 211	2 394 320
Profits commerciaux remis	150 335	195 683	183 020	186 500	192 088
Intérêts reçus des entreprises publiques propres	251 864	256 639	256 780	249 703	246 646
Autres intérêts	315 106	286 544	294 125	298 265	298 768
Autres revenus de placements	1 645 774	1 796 243	1 705 063	1 671 743	1 656 818
Autres recettes de sources propres	658 851	729 268	746 937	798 381	776 007
Autres amendes et pénalités	514 140	588 193	613 174	641 570	650 983
Diverses recettes de sources propres	144 711	141 075	133 763	156 811	125 024
Transferts	7 237 360	7 569 634	8 230 418	8 583 609	8 475 909
Transferts à des fins générales	1 165 153	1 335 653	1 470 596	1 531 000	1 575 867
Administrations publiques provinciales et territoriales	1 165 153	1 335 653	1 470 596	1 531 000	1 575 867
Transferts à des fins particulières	6 072 207	6 233 981	6 759 822	7 052 609	6 900 042
Administration publique fédérale	207 188	331 767	779 792	627 102	672 264
Services généraux	22 037	13 575	18 307	27 749	38 023
Protection de la personne et de la propriété	11 283	8 737	11 860	16 822	16 817
Transports et communications	33 128	43 548	239 305	71 621	35 589
Santé	503	931	6 350	1 812	2 457
Services sociaux	9 772	40 298	64 082	52 921	54 716
Conservation des ressources et développement de l'industrie	13 721	18 404	22 659	15 066	16 232
Environnement	15 669	10 404	47 491	51 369	70 667
Loisirs et culture	24 550	19 569	27 328	38 169	72 807
Logement	55 990	160 455	334 045	342 604	350 956
Planification et aménagement des régions	5 295	3 508	3 406	5 129	1 353
Autres transferts à des fins particuliers, administration publique fédérale	15 240	12 338	4 959	3 840	12 647
Administrations publiques provinciales et territoriales	5 865 019	5 902 214	5 980 030	6 425 507	6 227 778
Services généraux	98 506	215 621	127 003	210 127	223 034
Protection de la personne et de la propriété	72 155	87 833	95 220	113 720	102 082
Transports et communications	872 512	785 505	896 124	936 717	662 152
Santé	322 242	459 796	480 185	548 484	538 305
Services sociaux	3 165 131	3 020 533	3 136 699	3 284 537	3 329 483
Conservation des ressources et développement de l'industrie	109 375	111 114	118 889	125 809	119 220
Environnement	446 710	440 194	474 805	508 731	489 857
Loisirs et culture	258 843	286 372	280 786	306 025	330 554
Logement	236 181	245 122	251 849	259 883	280 175
Planification et aménagement des régions	34 053	17 089	32 763	55 471	59 476
Service financiers (intérêts)	194 675	187 987	47 010	49 340	44 986
Autres transferts à des fins particuliers, administrations publiques provinciales et territoriales	54 636	45 048	38 697	26 663	48 454
Total des recettes	45 707 480	47 914 279	50 009 455	52 395 378	53 305 824

Tableau 3-12 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - Total du Canada

	2000	2001 [†]	2002 [†]	2003 [†]	2004 ^p
milliers de dollars					
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	3 836 904	4 359 578	4 378 843	4 860 607	4 889 028
Exécutifs et législatifs	287 787	303 479	435 536	476 016	490 204
Administration générale	3 186 493	3 755 144	3 555 948	3 979 405	3 893 273
Autres services généraux de l'administration publique	362 624	300 955	387 359	405 186	505 551
Protection de la personne et de la propriété	7 194 115	7 707 272	8 257 225	8 741 352	9 269 317
Cours de justice	105 117	184 268	210 493	245 163	252 426
Services de police	4 255 042	4 593 197	4 860 368	5 140 460	5 448 843
Lutte contre les incendies	2 355 386	2 464 224	2 658 239	2 800 296	2 974 047
Services de réglementation	348 940	331 123	369 496	380 944	391 781
Autres services de protection de la personne et de la propriété	129 630	134 460	158 629	174 489	202 220
Transports et communications	8 918 128	9 094 338	9 519 825	10 217 363	10 796 272
Transport routier	6 111 978	6 152 254	6 535 662	6 884 879	7 250 201
Enlèvement de la neige et de la glace	934 992	987 564	958 347	1 135 586	1 148 452
Stationnement	132 807	189 645	226 744	222 820	225 700
Transport en commun	1 635 786	1 559 840	1 567 061	1 720 153	1 774 581
Autres services de transports et de communications	102 565	205 035	232 011	253 925	397 338
Santé	914 879	1 142 819	1 296 776	1 413 986	1 378 849
Soins hospitaliers	60 333	70 746	86 305	77 365	60 189
Soins médicaux	193	238	300	354	361
Soins préventifs	486 322	543 468	607 987	644 810	653 007
Autres services de santé	368 031	528 367	602 184	691 457	665 292
Services sociaux	5 532 077	5 187 874	5 377 061	5 619 181	5 655 023
Assistance sociale	3 747 841	3 398 243	3 466 567	3 540 417	3 519 839
Autres services sociaux	1 784 236	1 789 631	1 910 494	2 078 764	2 135 184
Éducation	190 711	223 890	224 804	201 169	205 790
Conservation des ressources et développement de					
l'industrie	940 118	970 859	1 015 687	1 115 390	1 043 526
Agriculture	163 306	169 781	179 693	179 480	162 235
Tourisme	62 390	69 267	66 987	121 566	111 100
Commerce et industrie	352 541	373 281	360 300	375 998	264 656
Autres services de conservation des ressources et le développement de l'industrie	361 881	358 530	408 707	438 346	505 535
Environnement	6 797 043	7 168 290	7 513 900	8 450 676	10 051 826
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	2 636 476	2 643 861	2 898 862	3 458 976	4 133 006
Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	2 278 796	2 487 776	2 543 417	2 715 263	3 550 558
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	1 723 100	1 907 482	1 888 797	2 139 251	2 218 684
Autres services d'environnement	158 671	129 171	182 824	137 186	149 578
Loisirs et culture	5 538 033	5 846 720	6 074 203	6 678 249	6 825 066
Loisirs	4 113 521	4 234 182	4 401 408	4 979 906	4 971 563
Culture	1 402 252	1 553 872	1 595 487	1 634 683	1 766 121
Autres services de loisirs et de culture	22 260	58 666	77 308	63 660	87 382
Logement	1 481 658	1 721 882	2 065 003	2 008 735	2 072 248
Planification et aménagement des régions	780 654	859 517	921 910	909 819	1 025 314
Urbanisme et zonage	486 100	548 522	620 465	638 920	660 805
Aménagement des agglomérations urbaines et des régions	294 512	310 995	301 445	270 899	364 509
Autres services de planification et l'aménagement des régions	42	0	0	0	0
Service de la dette	2 448 319	2 328 317	2 284 383	2 197 835	2 203 733
Intérêts	2 373 028	2 268 900	2 223 132	2 147 114	2 146 805
Autres services de la dette	75 291	59 417	61 251	50 721	56 928
Autres dépenses	338 997	113 040	163 106	15 646	55 570
Total des dépenses	44 911 636	46 724 396	49 092 726	52 430 008	55 471 562
Surplus (+) / déficit (-)	795 844	1 189 883	916 729	-34 630	-2 165 738

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-13

Recettes et dépenses — Commissions/conseils scolaires - Total du Canada

	2000	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	9 696 626	9 851 322	10 000 645	10 419 449	10 857 642
Impôts fonciers et impôts connexes	7 999 391	8 105 789	8 226 500	8 555 070	8 897 855
Impôts fonciers généraux	7 803 833	7 907 445	8 024 751	8 344 175	8 677 350
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	90 908	84 244	85 950	89 847	93 943
Administration publique fédérale	36 802	32 480	33 120	34 728	36 421
Entreprises publiques fédérales	1 447	876	887	916	946
Administrations publiques provinciales et territoriales	47 941	44 850	45 741	47 709	49 774
Entreprises publiques provinciales et territoriales	3 367	3 758	3 835	3 981	4 133
Administrations publiques municipales	469	510	525	554	584
Entreprises publiques locales	882	1 770	1 842	1 959	2 085
Taxes d'affaires	29 054	31 123	31 557	33 472	35 503
Autres impôts fonciers et impôts connexes	75 596	82 977	84 242	87 576	91 059
Autres impôts	708	723	733	777	824
Licences et permis	708	723	733	777	824
Vente de biens et services	1 590 727	1 644 381	1 670 006	1 755 099	1 845 029
À d'autres administrations publiques	547 924	519 393	515 674	544 408	574 838
À la collectivité	1 042 803	1 124 988	1 154 332	1 210 691	1 270 191
Locations	58 919	66 368	68 152	71 352	74 728
Autre vente de biens et services	983 884	1 058 620	1 086 180	1 139 339	1 195 463
Revenus de placements	78 818	74 635	77 048	80 887	84 992
Autres intérêts	5 574	6 324	6 412	6 801	7 214
Autres revenus de placements	73 244	68 311	70 636	74 086	77 778
Autres recettes de sources propres	26 982	25 794	26 358	27 616	28 942
Recettes divers de sources propres	26 982	25 794	26 358	27 616	28 942
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	24 353 323	25 379 329	26 254 124	26 874 124	28 250 683
Administration publique fédérale	84 721	89 923	83 637	86 031	89 380
Éducation	84 721	89 923	83 637	86 031	89 380
Administrations publiques provinciales et territoriales	24 103 915	25 120 176	26 000 310	26 614 674	27 983 265
Éducation	23 723 258	24 701 947	25 569 099	26 159 445	27 502 623
Service de la dette (intérêts)	380 657	418 229	431 211	455 229	480 642
Administrations publiques municipales	164 687	169 230	170 177	173 419	178 038
Éducation	164 687	169 230	170 177	173 419	178 038
Total des recettes	34 049 949	35 230 651	36 254 769	37 293 573	39 108 325
Dépenses					
Éducation	33 416 048	34 624 407	36 208 081	37 412 460	39 211 001
Service de la dette	726 434	743 666	726 079	779 004	763 011
Intérêts	721 368	734 845	716 914	769 356	752 855
Autres frais de la dette	5 066	8 821	9 165	9 648	10 156
Total des dépenses	34 142 482	35 368 073	36 934 160	38 191 464	39 974 012
Surplus (+) / déficit (-)	-92 533	-137 422	-679 391	-897 891	-865 687

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-14

Recettes et dépenses — Régime de pensions du Canada

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	25 330	27 028	28 605	30 981	31 465
Contributions aux régimes de sécurité sociale	21 407	23 533	25 043	27 858	28 558
Revenus de placements	3 923	3 495	3 563	3 123	2 907
Revenus d'intérêts	3 923	3 495	3 563	3 123	2 907
Intérêts reçus de l'administration publique fédérale	735	535	508	524	341
Intérêts reçus des administrations publiques provinciales et territoriales	2 965	2 725	2 397	2 073	2 041
Autres revenus d'intérêt	223	235	658	525	525
Total des recettes	25 330	27 028	28 605	30 981	31 465
Dépenses					
Services sociaux	19 836	20 872	21 864	22 949	23 446
Assistance sociale	19 836	20 872	21 864	22 949	23 446
Total des dépenses	19 836	20 872	21 864	22 949	23 446
Surplus (+) / déficit (-)	5 494	6 156	6 742	8 032	8 019

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 3-15

Recettes et dépenses — Régime des rentes du Québec

	2000-2001	2001-2002 ^r	2002-2003 ^r	2003-2004 ^r	2004-2005 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	6 900	7 473	8 129	8 921	9 303
Contributions aux régimes de sécurité sociale	6 036	6 697	7 353	8 163	8 461
Vente de biens et services	0	0	1	2	2
Revenus de placements	864	776	775	756	840
Total des recettes	6 900	7 473	8 129	8 921	9 303
Dépenses					
Services sociaux	6 163	6 506	6 874	7 248	7 657
Assistance sociale	6 163	6 506	6 874	7 248	7 657
Total des dépenses	6 163	6 506	6 874	7 248	7 657
Surplus (+) / déficit (-)	737	967	1 255	1 673	1 646

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 4-1

Entreprises publiques gouvernementales — Revenus et dépenses fédérales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre¹

	1999	2000	2001	2002	2003
	milliers de dollars				
Revenus					
Vente de biens et services	11 784 326	12 562 135	10 830 751	13 497 939	13 115 931
Revenus de placements	7 236 275	9 853 395	9 485 643	8 748 409	8 443 084
Subventions	530 878	529 493	509 584	483 275	613 835
Autres revenus	1 001 770	205 428	90 067	376 104	995 846
Total des revenus	20 553 249	23 150 451	20 916 045	23 105 727	23 168 696
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	12 556 633	13 309 887	11 359 342	13 098 060	12 493 602
Service de la dette	2 713 257	3 028 530	2 675 710	2 150 384	1 942 532
Compensations tenant lieu de taxes	12 078	13 441	12 150	14 672	10 918
Provision pour amortissement et épuisement	370 437	372 693	321 369	423 386	373 753
Autres dépenses	815 974	1 197 985	1 571 413	1 129 377	1 172 704
Total des dépenses	16 468 379	17 922 536	15 939 984	16 815 879	15 993 509
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant provision pour impôt sur le revenu	4 084 870	5 227 915	4 976 061	6 289 848	7 175 187
Provision pour impôt sur le revenu	221 172	254 245	329 806	376 799	271 820
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	3 863 698	4 973 670	4 646 255	5 913 049	6 903 367

1. Comprend les autorités monétaires : Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Source : Statistique Canada, *Système de gestion financière*

Tableau 4-2

Entreprises publiques gouvernementales — Revenus et dépenses provinciales et territoriales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre - Total du Canada

	1998 ^r	1999 ^r	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^p
	milliers de dollars				
Revenus					
Vente de biens et services	59 453 777	65 669 098	74 575 628	77 255 614	78 226 169
Revenus de placements	3 572 927	4 937 977	5 804 092	4 139 607	4 064 567
Subventions	1 111 174	1 338 668	1 464 630	899 416	1 135 481
Autres revenus	509 957	490 256	1 059 594	348 344	595 035
Total des revenus	64 647 836	72 435 999	82 903 945	82 642 981	84 021 252
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	38 583 953	44 422 393	52 254 752	55 779 715	56 179 396
Service de la dette ¹	10 157 468	11 063 129	11 256 605	9 444 926	8 536 903
Compensations tenant lieu de taxes	12 591	15 302	15 281	16 161	16 128
Provision pour amortissement et épuisement	4 833 321	4 491 833	4 423 044	4 499 409	4 615 142
Autres dépenses	1 262 121	2 302 139	2 002 483	1 758 263	2 866 745
Total des dépenses	54 849 454	62 294 796	69 952 166	71 498 474	72 214 314
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant la provision pour impôt sur le revenu	9 798 382	10 141 203	12 951 779	11 144 507	11 806 938
Provision pour impôt sur le revenu	8 109	8 734	12 705	13 295	7 996
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	9 790 273	10 132 469	12 939 074	11 131 212	11 798 942

1. Ne comprend pas l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 4-3

Entreprises publiques gouvernementales — Bilan fédéral, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre¹

	1999	2000	2001	2002	2003
milliers de dollars					
Actif financier					
Encaisse et dépôts	10 741 815	10 655 834	11 908 116	8 658 863	6 779 108
Débiteurs	8 071 308	8 422 286	8 299 616	8 494 941	7 320 079
Revenus courus et frais payés d'avances	1 608 538	2 081 365	1 985 567	1 893 681	1 331 283
Avances	20 896 742	25 161 992	29 111 523	29 941 357	24 546 725
Titre	85 271 466	97 123 444	107 096 865	115 630 080	112 871 263
Autre actif financier	9 842 595	3 741 765	2 428 221	2 978 738	4 804 613
Total, actif financier	136 432 464	147 186 686	160 829 908	167 597 660	157 653 071
Stocks	1 762 934	1 840 287	1 276 534	1 132 874	1 491 856
Immobilisations nettes	5 673 976	5 634 194	6 998 560	7 225 870	7 033 992
Frais différés	202 741	271 541	251 440	280 341	257 355
Autre actif	269 977	198 108	159 974	216 025	320 977
Total, actif	144 342 092	155 130 816	169 516 416	176 452 771	166 757 251
Passif et avoir net					
Passif					
Découverts bancaires	0	5 109	332	18 483	252
Dépôts d'épargne	0	0	0	0	0
Créditeurs	4 361 946	5 670 073	3 618 469	4 595 502	5 328 754
Dépenses courues et crédits reportés	2 496 995	2 298 915	2 413 168	2 281 215	1 624 313
Avances	36 821 177	46 682 354	53 126 037	53 888 757	43 925 403
Obligations	29 883 179	30 703 875	33 522 022	36 500 105	35 566 168
Autres titres	15 308 450	15 919 537	17 694 265	17 000 295	15 028 228
Dépôts	2 397 458	2 064 864	2 634 378	2 203 012	1 410 512
Participation minoritaire	744 513	0	0	0	0
Autre passif	46 214 596	44 904 036	48 806 412	51 279 230	53 987 358
Total, passif	138 228 314	148 248 763	161 815 083	167 766 598	156 870 988
Avoir net					
Excédent	4 215 548	4 918 823	5 602 061	6 422 664	7 610 959
Excédent non affecté	593 772	1 001 139	1 490 879	1 783 945	2 206 580
Excédent affecté	368 197	680 506	961 355	1 428 124	2 279 565
Excédent d'apport	3 253 579	3 237 178	3 149 827	3 210 595	3 124 814
Capital actions	1 898 230	1 963 230	2 099 272	2 263 509	2 275 304
Total, avoir net	6 113 778	6 882 053	7 701 333	8 686 173	9 886 263
Total, passif et avoir net	144 342 092	155 130 816	169 516 416	176 452 771	166 757 251

1. Comprend les autorités monétaires : Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 4-4

Entreprises publiques gouvernementales — Bilan provincial et territorial, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre - Total du Canada

	1998 ^r	1999 ^r	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^p
	milliers de dollars				
Actif financier					
Encaisse, dépôts et débiteurs	7 499 369	10 134 816	12 165 803	10 289 860	10 081 024
Avances	8 599 140	27 767 343	26 996 471	9 691 433	11 702 963
Titres	29 763 416	30 461 258	34 292 628	51 988 240	51 057 554
Autre actif financier	2 274 525	3 484 115	3 002 374	3 284 756	2 105 833
Total, actif financier	48 136 450	71 847 532	76 457 276	75 254 289	74 947 374
Stocks	2 319 048	2 402 857	2 232 306	2 556 337	2 612 566
Immobilisations - nettes	120 365 794	105 157 478	106 639 476	108 470 307	110 153 189
Frais différés	10 258 285	7 955 428	9 419 226	12 323 220	10 925 682
Total actif	181 079 576	187 363 295	194 748 284	198 604 153	198 638 811
Passif et avoir net					
Passif					
Dépôts d'épargne	8 935 511	9 878 158	10 931 568	11 474 544	12 183 275
Créditeurs	5 568 998	10 937 009	11 673 514	8 616 892	8 878 787
Avances	36 386 048	63 714 042	68 845 856	41 726 559	43 987 717
Obligations	78 395 481	48 249 034	45 581 940	72 839 342	70 505 396
Autres titres	5 465 866	10 657 613	10 425 291	13 411 970	12 918 012
Autre passif	23 095 601	26 494 593	26 859 582	29 852 890	30 094 889
Total, passif	157 847 505	169 930 449	174 317 751	177 922 197	178 568 076
Total, avoir net	23 232 071	17 432 847	20 430 533	20 681 956	20 070 735
Total, passif et avoir net	181 079 575	187 363 296	194 748 285	198 604 153	198 638 811

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-1

Bilan — Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et administrations publiques locales¹, au 31 mars

	1999	2000	2001	2002	2003
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	28 166	32 520	37 653	35 104	36 751
Débiteurs	28 819	33 157	41 418	35 099	34 771
Avances	73 904	89 000	101 861	106 343	106 209
Titres	98 189	126 239	139 203	154 265	155 435
Autre actif financier	10 576	8 353	8 029	8 118	8 461
Total de l'actif financier	239 654	289 269	328 164	338 929	341 627
Passif					
Découverts bancaires	8 069	7 924	9 293	11 027	7 937
Créditeurs	68 379	70 988	73 398	75 572	68 430
Avances	16 701	16 784	16 346	13 999	12 512
Monnaie en circulation	3 428	3 601	3 763	3 914	4 122
Bons du trésor	96 831	104 090	92 280	96 843	107 902
Obligations d'épargne	39 038	36 775	37 244	35 860	35 021
Obligations	531 286	538 075	544 966	547 904	547 204
Autres titres	62 814	55 719	56 164	52 854	61 690
Dépôts	50 631	59 716	59 517	60 369	57 195
Dû aux régimes de pension	188 659	194 508	194 771	192 130	193 296
Autre passif	22 478	33 776	40 795	41 845	40 827
Total du passif	1 088 314	1 121 956	1 128 537	1 135 672	1 136 136
Avoir (dette nette)	-848 660	-832 687	-800 373	-796 743	-794 509
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	-27 993	-27 215	-25 891	-25 483	-25 168
Population au 1^{er} avril	30 317 125	30 597 172	30 912 657	31 265 843	31 568 029

1. Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-2

Bilan — Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales et territoriales et administrations publiques locales¹, au 31 mars

	1999	2000	2001	2002	2003
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	13 542	14 203	17 013	15 718	15 719
Débiteurs	26 869	29 841	38 352	30 891	34 706
Avances	30 001	38 225	40 318	42 452	43 858
Titres	119 798	144 749	156 678	169 996	167 938
Autre actif financier	8 725	6 571	6 332	6 372	6 659
Total de l'actif financier	198 935	233 589	258 693	265 429	268 880
Passif					
Découverts bancaires	3 787	4 020	4 692	5 181	2 989
Créditeurs	35 847	39 919	39 249	43 445	45 457
Avances	15 078	15 390	15 373	13 052	11 827
Monnaie en circulation	.	.	.	.	.
Bons du trésor	4 430	8 498	7 838	7 895	9 273
Obligations d'épargne	10 821	9 876	10 828	11 839	12 437
Obligations	237 784	243 551	249 667	254 468	259 619
Autres titres	46 461	44 417	43 594	48 444	54 566
Dépôts	40 626	48 677	47 890	48 138	43 951
Dû aux régimes de pension	66 252	66 162	65 586	65 209	67 588
Autre passif	12 041	24 033	29 049	29 811	29 190
Total du passif	473 127	504 543	513 766	527 482	536 897
Avoir (dette nette)	-274 192	-270 954	-255 073	-262 053	-268 017
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	-9 044	-8 856	-8 251	-8 381	-8 490
Population au 1^{er} avril	30 317 125	30 597 172	30 912 657	31 265 843	31 568 029

1. Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-3

Bilan — Bilan de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars

	2000	2001	2002	2003	2004
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	18 317	20 640	19 386	21 032	24 380
Débiteurs	5 089	4 169	6 654	5 019	6 943
Avances	50 787	61 555	63 893	62 352	58 184
Titres	10 504	11 539	14 157	12 941	13 973
Autre actif financier	1 782	1 697	1 746	1 802	1 702
Total de l'actif financier	86 479	99 600	105 836	103 146	105 182
Passif					
Découverts bancaires	3 904	4 601	5 846	4 948	4 123
Créditeurs	32 842	35 252	34 573	27 927	30 352
Avances	1 406	985	949	686	621
Monnaie en circulation	3 601	3 763	3 914	4 122	4 193
Bons du trésor	99 850	88 700	94 201	104 600	113 400
Obligations d'épargne	26 899	26 416	24 021	22 584	21 330
Obligations	319 280	320 055	318 071	307 058	295 605
Autres titres	11 302	12 570	7 765	7 124	7 720
Dépôts	11 039	11 627	12 231	13 244	13 492
Dû aux régimes de pension	128 346	129 185	126 921	125 708	127 560
Autre passif	9 743	11 746	12 034	11 637	10 434
Total du passif	648 212	644 900	640 526	629 638	628 830
Avoir (dette nette)	-561 733	-545 300	-534 690	-526 492	-523 648
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	-18 359	-17 640	-17 101	-16 678	-16 437
Population au 1^{er} avril	30 597 172	30 912 657	31 265 843	31 568 029	31 857 453

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-4

Bilan — Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars - Total du Canada

	1999	2000	2001	2002	2003
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	5 094	5 457	5 674	3 930	4 143
Débiteurs	21 243	24 075	28 763	22 642	24 411
Avances	28 330	36 195	38 485	39 911	41 282
Titres	142 850	166 423	178 636	188 960	184 940
Autre actif financier	2 948	2 181	2 556	2 925	3 311
Total de l'actif financier	200 465	234 331	254 114	258 368	258 087
Passif					
Découverts bancaires	3 255	3 504	4 153	4 689	2 594
Créditeurs	30 593	34 084	32 541	33 764	34 655
Avances	7 171	8 346	9 211	8 879	6 947
Monnaie en circulation	.	.	.	.	.
Bons du trésor	5 511	10 393	9 733	10 213	11 508
Obligations d'épargne	10 821	9 876	10 828	11 839	12 437
Obligations	236 665	243 632	249 389	255 768	257 763
Autres titres	48 248	44 657	43 834	46 954	55 510
Dépôts	40 676	48 718	47 931	48 282	44 097
Dû aux régimes de pension	66 252	66 162	65 586	65 209	67 588
Autre passif	9 544	21 125	22 721	22 202	20 869
Total du passif	458 736	490 497	495 927	507 799	513 968
Avoir (dette nette)	-258 271	-256 166	-241 813	-249 431	-255 881
Par tête (\$)	-8 519	-8 372	-7 822	-7 978	-8 106
Population au 1^{er} avril	30 317 125	30 597 172	30 912 657	31 265 843	31 568 029

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-5

Bilan — Administrations publiques locales, au 31 décembre¹

	1998	1999	2000	2001	2002
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	8 448	8 746	11 339	11 788	11 576
Débiteurs	8 116	7 985	11 808	9 966	12 079
Avances	2 088	2 485	2 288	2 617	2 655
Titres	13 262	16 134	15 850	19 392	22 262
Autre actif financier	5 834	4 432	3 818	3 590	3 494
Total de l'actif financier	37 748	39 782	45 103	47 353	52 066
Passif					
Créditeurs	8 276	8 570	9 466	11 890	12 981
Emprunts bancaires	2 075	2 142	3 066	2 420	1 750
Avances	4 708	5 358	3 552	3 828	3 209
Obligations	36 106	35 591	35 950	34 228	37 941
Autre passif	2 504	2 909	6 329	7 609	8 321
Total du passif	53 669	54 570	58 363	59 975	64 202
Avoir (dette nette)	-15 921	-14 788	-13 260	-12 622	-12 136
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	-526	-484	-430	-405	-385
Population au 1^{er} janvier	30 262 408	30 528 850	30 828 130	31 182 448	31 496 751

1. Comprend les hôpitaux municipaux. Ne comprend pas les commissions scolaires de Terre-Neuve jusqu'en 1998 et les offices municipales d'habitation du Québec.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-6

Bilan — Régimes de retraite non provisionné de l'administration publique fédérale - Régimes de retraite non provisionnés des employés¹, au 31 mars

	2000	2001	2002	2003	2004
	millions de dollars				
Actif					
Avances aux l'administrations publiques	128 346	129 185	126 921	125 708	127 560
Passif					
Rentes	128 346	129 185	126 921	125 708	127 560

1. L'écart entre la variation de l'Avoir des régimes de retraite des ménages et la variation dans la dette nette est principalement dû à des réévaluation des « obligations de l'administration publique envers les régimes de retraite » suite à de nouvelles estimations actuarielles.

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-7

Bilan — Régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux, au 31 mars - Total du Canada

	1999	2000	2001	2002	2003
	millions de dollars				
Actif					
Avances aux l'administrations publiques	42 961	44 737	46 557	48 676	50 744
Passif					
Rentes	42 961	44 737	46 557	48 676	50 744

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-8

Bilan — Régime de pensions du Canada, au 31 mars

	2000	2001	2002	2003	2004
	millions de dollars				
Actif financier					
Titres	30 299	29 591	28 276	26 573	25 533
Obligations de l'administration publique fédérale	3 426	3 403	3 386	3 369	3 352
Obligations des administrations publiques provinciales et territoriales	26 764	26 158	24 860	23 189	22 181
Obligations des entreprises publiques provinciales et territoriales	109	30	30	15	0
Placements à court terme dans les obligations du Canada	0	0	0	0	0
Dépôts à l'Office d'investissement du Régime Pensions Canada	2 032	8 042	14 717	17 453	32 894
Débiteurs	2 394	2 624	2 692	2 685	2 872
Compte du Régime de pensions du Canada	6 261	6 420	6 770	7 093	7 483
Total, actif financier	40 986	46 677	52 455	53 804	68 782
Total, passif	85	102	102	131	205
Excédent de l'actif financier sur le passif	40 901	46 575	52 353	53 673	68 577

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 5-9

Bilan — Régime des rentes du Québec, au 31 mars

	1999	2000	2001	2002	2003
	millions de dollars				
Actif financier					
Dépôts dans les institutions publiques	16 173	18 350	17 297	17 516	15 580
Débiteurs	40	30	158	79	19
Total, actif financier	16 213	18 380	17 455	17 595	15 599
Passif					
Découverts bancaires, créiteurs et avances	86	101	107	130	171
Total, passif	86	101	107	130	171
Excédent de l'actif financier sur le passif	16 127	18 279	17 348	17 465	15 428

Source : Statistique Canada, Système de gestion financière

Tableau 6-1

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires au 1^{er} janvier (personnes) 1,2,3

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Canada	28 833 496	29 141 062	29 447 457	29 752 456	30 030 113	30 262 408
Terre-Neuve-et-Labrador	577 118	570 594	563 752	555 545	545 873	536 610
Île-du-Prince-Édouard	132 724	134 045	135 118	135 950	135 954	136 010
Nouvelle-Écosse	925 954	927 480	929 852	932 438	932 631	932 219
Nouveau-Brunswick	749 544	750 850	751 631	752 375	751 999	750 146
Québec	7 177 114	7 205 010	7 233 634	7 262 954	7 286 036	7 310 286
Ontario	10 743 541	10 874 839	11 009 591	11 146 670	11 292 943	11 420 957
Manitoba	1 119 284	1 124 944	1 130 281	1 134 997	1 135 787	1 138 980
Saskatchewan	1 007 498	1 011 721	1 016 127	1 018 499	1 017 687	1 017 075
Alberta	2 683 454	2 715 730	2 753 412	2 799 682	2 859 603	2 926 555
Colombie-Britannique	3 623 310	3 730 148	3 826 314	3 914 446	3 972 781	3 995 605
Territoire du Yukon	29 685	29 890	30 964	31 627	31 503	30 739
Territoires du Nord-Ouest 4	40 278	41 112	41 494	41 538	41 234	40 650
Nunavut 5	23 992	24 699	25 287	25 735	26 082	26 576
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Canada	30 528 850	30 828 130	31 182 448	31 496 751	31 788 635	32 078 819
Terre-Neuve-et-Labrador	531 859	525 380	521 229	518 979	518 809	516 986
Île-du-Prince-Édouard	136 458	136 393	136 847	137 090	137 620	137 734
Nouvelle-Écosse	934 661	933 527	933 609	935 343	937 220	937 538
Nouveau-Brunswick	750 794	749 715	749 286	750 779	750 741	751 257
Québec	7 340 337	7 374 065	7 421 309	7 466 263	7 516 950	7 568 640
Ontario	11 578 845	11 774 286	11 986 887	12 167 355	12 312 421	12 449 502
Manitoba	1 144 479	1 148 525	1 152 079	1 157 840	1 164 962	1 174 645
Saskatchewan	1 011 343	1 003 688	998 219	994 740	994 443	995 280
Alberta	2 975 170	3 028 773	3 087 024	3 136 581	3 179 066	3 223 415
Colombie-Britannique	4 026 630	4 055 195	4 096 473	4 130 759	4 173 596	4 219 968
Territoire du Yukon	30 486	30 136	30 155	30 305	30 927	31 227
Territoires du Nord-Ouest 4	40 641	40 646	41 107	41 791	42 629	42 944
Nunavut 5	27 147	27 801	28 224	28 926	29 251	29 683

1. Postcensitaire provisoire, mise à jour et définitive : estimations de l'effectif de la population établies à partir des résultats du dernier recensement disponible rajustés pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis la date de ce dernier recensement. Intercensitaire : estimations de l'effectif de la population établies à partir des estimations postcensitaires et les résultats rajustés pour le sous-dénombrement net des deux recensements encadrant l'année considérée.
2. Estimations de population trimestrielles : Trimestre I= 1er janvier; Trimestre II= 1er avril; Trimestre III= 1er juillet; Trimestre IV= 1er octobre.
3. Du 1er juillet 1951 au 1er avril 1971, les estimations sont intercensitaires définitives; intercensitaires mises à jour du 1er juillet 1971 au 1er avril 1996; intercensitaires définitives du 1er juillet 1996 au 1er avril 2001; postcensitaires définitives du 1er juillet 2001 au 1er juillet 2002; postcensitaires mises à jour du 1er octobre 2002 au 1er avril 2004 et postcensitaires provisoires à partir du 1er juillet 2004.
4. Les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont présentées séparément à partir du 1er juillet 1991.
5. Avant le 1er juillet 1991, seulement les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut combinées sont disponibles.

Source : CANSIM, tableau 051-0005

Tableau 6-2

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires au 1^{er} avril (personnes) 1,2,3

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Canada	28 905 452	29 210 978	29 515 159	29 819 070	30 081 925	30 317 125
Terre-Neuve-et-Labrador	575 664	569 103	561 728	553 218	542 573	534 582
Île-du-Prince-Édouard	133 005	134 164	135 314	135 945	135 650	136 040
Nouvelle-Écosse	926 202	927 718	929 986	931 913	932 107	932 182
Nouveau-Brunswick	749 487	750 724	751 925	752 482	751 104	750 088
Québec	7 183 908	7 210 359	7 238 162	7 267 834	7 290 531	7 315 106
Ontario	10 775 745	10 906 573	11 037 856	11 180 472	11 323 035	11 454 338
Manitoba	1 120 863	1 127 230	1 132 017	1 135 851	1 136 199	1 140 541
Saskatchewan	1 008 487	1 012 735	1 017 800	1 017 847	1 017 279	1 015 900
Alberta	2 691 538	2 724 960	2 762 833	2 813 321	2 877 094	2 937 912
Colombie-Britannique	3 646 253	3 750 988	3 849 425	3 931 016	3 977 875	4 002 399
Territoire du Yukon	29 695	30 149	31 141	31 654	31 313	30 594
Territoires du Nord-Ouest 4	40 387	41 404	41 516	41 678	40 981	40 720
Nunavut 5	24 218	24 871	25 456	25 839	26 184	26 723
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Canada	30 597 172	30 912 657	31 265 843	31 568 029	31 857 453	32 146 547
Terre-Neuve-et-Labrador	529 655	523 321	519 790	518 581	517 929	515 946
Île-du-Prince-Édouard	136 305	136 512	136 835	137 137	137 863	137 774
Nouvelle-Écosse	934 354	932 972	933 720	935 555	936 902	936 921
Nouveau-Brunswick	750 547	749 794	749 618	750 820	751 235	751 247
Québec	7 347 252	7 383 830	7 432 197	7 477 217	7 527 410	7 577 080
Ontario	11 623 226	11 828 337	12 036 968	12 206 871	12 347 467	12 482 980
Manitoba	1 145 929	1 149 718	1 153 533	1 159 223	1 167 502	1 176 132
Saskatchewan	1 009 378	1 001 830	996 916	994 605	994 852	995 085
Alberta	2 989 163	3 041 661	3 100 798	3 146 513	3 190 436	3 236 906
Colombie-Britannique	4 033 285	4 065 998	4 105 904	4 140 057	4 182 928	4 232 507
Territoire du Yukon	30 373	30 114	30 092	30 442	31 018	31 277
Territoires du Nord-Ouest 4	40 474	40 638	41 239	41 964	42 585	42 957
Nunavut 5	27 231	27 932	28 233	29 044	29 326	29 735

1. Postcensitaire provisoire, mise à jour et définitive : estimations de l'effectif de la population établies à partir des résultats du dernier recensement disponible rajustés pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis la date de ce dernier recensement. Intercensitaire : estimations de l'effectif de la population établies à partir des estimations postcensitaires et les résultats rajustés pour le sous-dénombrement net des deux recensements encadrant l'année considérée.
2. Estimations de population trimestrielles : Trimestre I= 1er janvier; Trimestre II= 1er avril; Trimestre III= 1er juillet; Trimestre IV= 1er octobre.
3. Du 1er juillet 1951 au 1er avril 1971, les estimations sont intercensitaires définitives; intercensitaires mises à jour du 1er juillet 1971 au 1er avril 1996; intercensitaires définitives du 1er juillet 1996 au 1er avril 2001; postcensitaires définitives du 1er juillet 2001 au 1er juillet 2002; postcensitaires mises à jour du 1er octobre 2002 au 1er avril 2004 et postcensitaires provisoires à partir du 1er juillet 2004.
4. Les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont présentées séparément à partir du 1er juillet 1991.
5. Avant le 1er juillet 1991, seulement les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut combinées sont disponibles.

Source : CANSIM, tableau 051-0005

Tableau 6-3

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires au 1^{er} octobre (personnes) 1,2,3

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Canada	28 783 938	29 095 125	29 396 463	29 708 936	29 996 204	30 233 741
Terre-Neuve-et-Labrador	578 170	572 085	565 067	557 392	547 741	538 001
Île-du-Prince-Édouard	132 435	133 782	134 967	136 019	136 180	135 923
Nouvelle-Écosse	925 954	927 865	930 099	932 364	932 815	932 812
Nouveau-Brunswick	749 461	750 694	751 216	752 568	752 279	750 728
Québec	7 170 979	7 200 815	7 229 055	7 257 620	7 282 895	7 305 345
Ontario	10 727 303	10 859 724	10 993 487	11 130 849	11 279 651	11 410 046
Manitoba	1 118 605	1 124 261	1 129 541	1 134 615	1 135 662	1 138 358
Saskatchewan	1 006 965	1 010 726	1 015 283	1 019 572	1 017 599	1 017 931
Alberta	2 678 755	2 709 063	2 745 229	2 789 766	2 847 779	2 916 212
Colombie-Britannique	3 601 360	3 711 072	3 805 056	3 899 213	3 964 637	3 990 414
Territoire du Yukon	30 034	29 616	30 877	31 591	31 549	30 870
Territoires du Nord-Ouest 4	40 102	40 875	41 468	41 617	41 422	40 650
Nunavut 5	23 815	24 547	25 118	25 750	25 995	26 451
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Canada	30 494 888	30 787 468	31 135 823	31 463 241	31 747 670	32 040 292
Terre-Neuve-et-Labrador	532 328	526 811	521 455	519 345	518 952	516 875
Île-du-Prince-Édouard	136 439	136 416	136 872	137 066	137 431	137 744
Nouvelle-Écosse	936 005	934 521	933 245	935 517	937 082	938 134
Nouveau-Brunswick	750 652	750 252	749 716	750 844	750 877	751 449
Québec	7 334 785	7 368 854	7 413 392	7 460 604	7 509 504	7 560 592
Ontario	11 561 189	11 750 564	11 965 417	12 153 167	12 299 514	12 439 755
Manitoba	1 143 665	1 148 248	1 151 644	1 156 938	1 163 003	1 173 164
Saskatchewan	1 012 774	1 006 238	998 926	995 256	994 663	996 194
Alberta	2 967 290	3 017 734	3 075 186	3 128 430	3 170 227	3 212 813
Colombie-Britannique	4 021 567	4 049 264	4 090 659	4 125 295	4 164 043	4 209 856
Territoire du Yukon	30 599	30 284	30 032	30 239	30 878	31 167
Territoires du Nord-Ouest 4	40 596	40 596	41 144	41 674	42 362	42 925
Nunavut 5	26 999	27 686	28 135	28 866	29 134	29 624

1. Postcensitaire provisoire, mise à jour et définitive : estimations de l'effectif de la population établies à partir des résultats du dernier recensement disponible rajustés pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis la date de ce dernier recensement. Intercensitaire : estimations de l'effectif de la population établies à partir des estimations postcensitaires et les résultats rajustés pour le sous-dénombrement net des deux recensements encadrant l'année considérée.
2. Estimations de population trimestrielles : Trimestre I= 1er janvier; Trimestre II= 1er avril; Trimestre III= 1er juillet; Trimestre IV= 1er octobre.
3. Du 1er juillet 1951 au 1er avril 1971, les estimations sont intercensitaires définitives; intercensitaires mises à jour du 1er juillet 1971 au 1er avril 1996; intercensitaires définitives du 1er juillet 1996 au 1er avril 2001; postcensitaires définitives du 1er juillet 2001 au 1er juillet 2002; postcensitaires mises à jour du 1er octobre 2002 au 1er avril 2004 et postcensitaires provisoires à partir du 1er juillet 2004.
4. Les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont présentées séparément à partir du 1er juillet 1991.
5. Avant le 1er juillet 1991, seulement les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut combinées sont disponibles.

Source : CANSIM, tableau 051-0005

Tableau 6-4

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires — Annuel (personnes) ^{1,2}

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Canada	28 681 676	28 999 006	29 302 091	29 610 757	29 907 172	30 157 082
Terre-Neuve-et-Labrador	579 939	574 469	567 442	559 807	551 011	539 932
Île-du-Prince-Édouard	132 142	133 416	134 407	135 751	136 109	135 819
Nouvelle-Écosse	924 029	926 959	928 193	931 413	932 481	931 907
Nouveau-Brunswick	748 812	750 203	750 979	752 312	752 543	750 551
Québec	7 155 273	7 191 884	7 219 446	7 246 896	7 274 630	7 295 973
Ontario	10 688 391	10 818 251	10 949 976	11 083 052	11 228 284	11 367 018
Manitoba	1 117 621	1 123 229	1 129 146	1 134 188	1 136 137	1 137 515
Saskatchewan	1 006 854	1 009 521	1 014 126	1 019 100	1 018 067	1 017 506
Alberta	2 667 448	2 700 682	2 734 515	2 775 163	2 830 056	2 899 452
Colombie-Britannique	3 567 406	3 675 699	3 777 004	3 874 276	3 948 544	3 983 077
Territoire du Yukon	30 357	29 695	30 445	31 383	31 791	31 142
Territoires du Nord-Ouest ³	39 829	40 580	41 427	41 748	41 635	40 816
Nunavut ⁴	23 575	24 418	24 985	25 668	25 884	26 374
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Canada	30 403 878	30 689 035	31 021 251	31 372 587	31 660 466	31 946 316
Terre-Neuve-et-Labrador	533 409	528 043	521 986	519 449	518 350	517 027
Île-du-Prince-Édouard	136 296	136 486	136 672	136 934	137 266	137 864
Nouvelle-Écosse	933 847	933 881	932 389	934 507	936 165	936 960
Nouveau-Brunswick	750 611	750 518	749 890	750 327	750 896	751 384
Québec	7 323 308	7 357 029	7 396 990	7 445 745	7 492 333	7 542 760
Ontario	11 506 359	11 685 380	11 897 647	12 102 045	12 256 645	12 392 721
Manitoba	1 142 491	1 147 373	1 151 285	1 155 584	1 161 552	1 170 268
Saskatchewan	1 014 707	1 007 767	1 000 134	995 886	994 428	995 391
Alberta	2 953 255	3 004 940	3 056 739	3 116 332	3 158 641	3 201 895
Colombie-Britannique	4 011 342	4 039 198	4 078 447	4 115 413	4 152 289	4 196 383
Territoire du Yukon	30 777	30 421	30 129	30 137	30 554	31 209
Territoires du Nord-Ouest ³	40 654	40 499	40 822	41 489	42 206	42 810
Nunavut ⁴	26 822	27 500	28 121	28 739	29 141	29 644

1. Postcensitaire provisoire, mise à jour et définitive : estimations de l'effectif de la population établies à partir des résultats du dernier recensement disponible rajustés pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis la date de ce dernier recensement. Intercensitaire : estimations de l'effectif de la population établies à partir des estimations postcensitaires et les résultats rajustés pour le sous-dénombrement net des deux recensements encadrant l'année considérée.

2. Du 1er juillet 1971 à 1995, les estimations sont intercensitaires révisées, intercensitaires définitives de 1996 à 2000, postcensitaires définitives pour 2002, postcensitaires mises à jour pour 2003 et postcensitaires provisoires pour 2004.

3. Les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont présentées séparément à partir du 1er juillet 1991.

4. Avant le 1er juillet 1991, seulement les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut combinées sont disponibles.

Source : CANSIM, tableau 051-0001

Tableau 7

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, en termes de dépenses, désaisonnalisés, premier trimestre

		Canada
		millions de dollars
1992		692 940
1993		714 776
1994		750 696
1995		801 904
1996		819 976
1997		867 828
1998		906 904
1999		949 136
2000		1 042 100
2001		1 115 212
2002		1 118 780
2003		1 212 808
2004		1 252 380
2005		1 331 300

Source : CANSIM, tableau 380-0002

Tableau 8

Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques fédérales selon la base du SGF avec la revue financière pour l'exercice financier 2004-2005¹

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	196 842,0	187 076,0	9 766,0
Déductions			
Provision pour évaluation et autres éléments	0,0	2 830,9	-2 830,9
Sociétés d'État consolidées	0,0	0,0	0,0
Recettes ou dépenses internes	0,0	-126,9	126,9
Redressements dus à la comptabilité d'exercice intégrale	567,8	-2 113,0	2 680,8
Autres redressements	0,0	0,0	0,0
Total déductions	567,8	591,0	-23,2
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux compris dans l'univers du Système de Gestion Financière (SGF)	6 031,1	5 419,9	611,2
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux			
Ministères	17,9	2 710,8	-2 692,9
Fonds spéciaux	3 025,0	332,1	2 692,9
Total déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux	3 042,9	3 042,9	0,0
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements	199 262,4	188 862,0	10 400,4
Conversion de la base nette à la base brute			
Montants portés au crédit	2 492,8	2 492,8	0,0
Redressements pour crédits fiscaux	13 472,3	13 472,3	0,0
Gain ou perte sur investissements	-2 564,8	0,0	-2 564,8
Intérêts payés sur les remboursements d'impôt et de taxes	8,7	8,7	0,0
Autre intérêts payés (sur les retards de remboursements et escomptes de la Taxes des produits et services (TPS))	30,1	30,1	0,0
Total des conversions de la base nette à la base brute	16 003,9	16 003,9	0,0
Autres ajustements			
Remboursement des dépenses des années antérieures	-214,3	-214,3	0,0
Autres recouvrements sur une base nette	0,0	0,0	0,0
Autres redressements sur la base du Système de Gestion Financière (SGF)	0,0	0,0	0,0
Recettes/dépenses omises du SGF :			
Monnaie canadienne	-110,6	0,0	-110,6
Gain ou perte net de change	-60,4	0,0	-60,4
Gain ou perte sur réévaluation à la fin de l'année	0,0	0,0	0,0
Itèmes omis des fonds spéciaux	-143,7	-269,8	126,1
Total des autres ajustements	-3 093,8	-484,1	-2 609,7
Total de l'administration publique générale fédérale sur la base du Système de Gestion Financière (SGF)	212 172,5	204 381,8	7 790,7
Composantes additionnelles de l'administration publique			
Composantes additionnelles de l'administration publique : régimes de retraite non-provisionnés fédéraux	15 345,0	15 345,0	0,0
Composantes additionnelles de l'administration publique : déduction des intérêts payés aux régimes par l'administration générale publique	10 799,3	10 799,3	0,0
Total de l'administration publique fédérale sur la base du Système de Gestion Financière (SGF)	216 718,2	208 927,5	7 790,7

1. Source : Revue financière.

Tableau 9-1

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Terre-Neuve-et-Labrador

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	4 325	4 304	21
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	382	361	21
Conversion de la base nette à la base brute	8	8	0
Autres ajustements	-45	134	-178
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	4 670	4 806	-136
Composantes de l'administration publique additionnelles	336	374	-38
Institutions de santé et de services sociaux	1 362	1 388	-26
Universités et collèges	428	440	-12
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-1 454	-1 454	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	5 006	5 180	-174

1. Source : À la disposition du public : Budget de Terre-Neuve-et-Labrador.

Tableau 9-2

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Île-du-Prince-Édouard

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	1 072	1 066	6
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	60	81	-21
Conversion de la base nette à la base brute	1	1	0
Autres ajustements	-1	25	-26
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	1 132	1 173	-41
Composantes de l'administration publique additionnelles	101	130	-29
Institutions de santé et de services sociaux	341	366	-25
Universités et collèges	118	122	-4
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-358	-358	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	1 233	1 303	-70

1. Source : À la disposition du public : Budget de l'Île-du-Prince-Édouard.

Tableau 9-3

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Nouvelle-Écosse

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	6 250	6 162	88
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	546	533	13
Conversion de la base nette à la base brute	282	251	31
Autres ajustements	57	72	-15
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	7 135	7 018	117
Composantes de l'administration publique additionnelles	885	1 050	-165
Institutions de santé et de services sociaux	1 856	1 954	-98
Universités et collèges	931	998	-67
Régimes de retraite non provisionnés	8	8	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-1 910	-1 910	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	8 020	8 068	-48

1. Source : À la disposition du public : Estimations du budget de la Nouvelle-Écosse.

Tableau 9-4

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Nouveau-Brunswick

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	5 939	5 886	53
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	95	104	-9
Conversion de la base nette à la base brute	267	267	0
Autres ajustements	-87	-86	-1
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	6 214	6 171	43
Composantes de l'administration publique additionnelles	472	475	-3
Institutions de santé et de services sociaux	1 448	1 456	-8
Universités et collèges	392	387	5
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-1 368	-1 368	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	6 686	6 646	40

1. Source : À la disposition du public : Budget du Nouveau-Brunswick.

Tableau 9-5

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Québec

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	53 389	53 610	-221
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	8 823	8 952	-129
Conversion de la base nette à la base brute	3 377	3 377	0
Autres ajustements	-1 150	894	-2 044
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	64 439	66 833	-2 394
Composantes de l'administration publique additionnelles	6 296	6 951	-655
Institutions de santé et de services sociaux	15 238	15 730	-492
Universités et collèges	6 710	6 873	-163
Régimes de retraite non provisionnés	5 379	5 379	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-21 031	-21 031	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	70 735	73 784	-3 049

1. Source : À la disposition du public : Budget du Québec.

Tableau 9-6

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Ontario

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	77 137	80 130	-2 993
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	1 431	1 427	4
Conversion de la base nette à la base brute	1 325	1 325	0
Autres ajustements	354	865	-511
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	80 247	83 747	-3 500
Composantes de l'administration publique additionnelles	9 869	11 029	-1 160
Institutions de santé et de services sociaux	20 260	21 270	-1 010
Universités et collèges	9 909	10 059	-150
Régimes de retraite non provisionnés	47	47	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-20 347	-20 347	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	90 116	94 776	-4 660

1. Source : À la disposition du public : Budget de l'Ontario.

Tableau 9-7

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Manitoba

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	8 122	7 808	314
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	609	610	-1
Conversion de la base nette à la base brute	1 069	1 069	0
Autres ajustements	-3	-58	55
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	9 797	9 429	368
Composantes de l'administration publique additionnelles	700	791	-91
Institutions de santé et de services sociaux	2 569	2 656	-87
Universités et collèges	873	877	-4
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-2 742	-2 742	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	10 497	10 220	277

1. Source : À la disposition du public : Budget du Manitoba.

Tableau 9-8

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Saskatchewan

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	7 360	7 071	289
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	1 336	1 429	-93
Conversion de la base nette à la base brute	304	304	0
Autres ajustements	-36	-589	553
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	8 964	8 215	749
Composantes de l'administration publique additionnelles	910	1 005	-95
Institutions de santé et de services sociaux	2 294	2 368	-74
Universités et collèges	1 043	1 064	-21
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-2 427	-2 427	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	9 874	9 220	654

1. Source : À la disposition du public : Estimations de la Saskatchewan.

Tableau 9-9

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Alberta

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	28 753	24 439	4 314
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	1 144	872	272
Alberta power pool, rabais aux consommateurs pour les coûts de l'électricité	0	0	0
Alberta, autres fonds spéciaux	1 144	872	272
Conversion de la base nette à la base brute	0	0	0
Autres ajustements	-191	377	-568
Profits commerciaux non remis des Alberta Treasury Branches	-171	0	-171
Touts autres ajustements :	-20	377	-397
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	29 706	25 688	4 018
Composantes de l'administration publique additionnelles	2 918	3 448	-530
Institutions de santé et de services sociaux	7 608	8 099	-491
Universités et collèges	3 122	3 161	-39
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-7 812	-7 812	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	32 624	29 136	3 488

1. Source : À la disposition du public : Budget de l'Alberta plan budgétaire.

Tableau 9-10

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Colombie-Britannique

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	32 726	30 986	1 740
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	-2 105	-2 059	-46
Conversion de la base nette à la base brute	625	625	0
Autres ajustements	-185	591	-776
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	31 061	30 143	918
Composantes de l'administration publique additionnelles	3 740	3 336	404
Institutions de santé et de services sociaux	8 440	8 188	252
Universités et collèges	4 071	3 919	152
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-8 771	-8 771	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	34 801	33 479	1 322

1. Source : À la disposition du public : Budget et plan budgétaire de la Colombie-Britannique.

Tableau 9-11

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Territoire du Yukon

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	727	747	-20
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	17	24	-7
Conversion de la base nette à la base brute	2	2	0
Autres ajustements	-22	-34	12
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	724	739	-15
Composantes de l'administration publique additionnelles	11	15	-4
Institutions de santé et de services sociaux	31	33	-2
Universités et collèges	x	x	x
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	x	x	x
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	735	754	-19

1. Source : À la disposition du public : Budget du Yukon, information financières.

Tableau 9-12

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Territoires du Nord-Ouest

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	1 035	992	43
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	83	126	-43
Conversion de la base nette à la base brute	52	52	0
Autres ajustements	-25	-5	-20
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	1 145	1 165	-20
Composantes de l'administration publique additionnelles	34	77	-43
Institutions de santé et de services sociaux	199	241	-42
Universités et collèges	36	37	-1
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-201	-201	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	1 179	1 242	-63

1. Source : À la disposition du public : Principales estimations des Territoires du Nord-Ouest.

Tableau 9-13

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004 — Nunavut

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	922	958	-36
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	130	118	12
Conversion de la base nette à la base brute	5	5	0
Autres ajustements	58	13	45
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique générale provinciale et territoriale	1 115	1 094	21
Composantes de l'administration publique additionnelles	9	9	0
Institutions de santé et de services sociaux	0	0	0
Universités et collèges	26	26	0
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	-17	-17	0
Totaux sur la base du Système de Gestion Financière (SGF), administration publique provinciale et territoriale	1 124	1 103	21

1. Source : À la disposition du public : Principales estimations du Nunavut.

Tableau 10

Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le SGF et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) - Exercice financier 2001-2002

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	
milliers de dollars								
Dépenses des universités et des collèges, selon le Système de Gestion Financière (SGF) ²	390 030	98 156	802 966	347 407	5 850 005	8 516 367	743 669	
Ajouter : établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³	5 841	.	31 699	110 029	141 070	32 639	.	
Ajouter : capital sur les remboursements de la dette	.	0	0	0	0	0	0	
Déduire : rajustement pour la déclaration des dépenses nettes	17 587	0	925	0	63 196	85 659	0	
Dépenses des universités et des collèges, selon le Centre de la Statistique de l'Éducation (CSE) ⁴	378 284	98 156	833 740	457 436	5 927 879	8 463 347	743 669	
Ajouter : aide fédérale et provinciale aux étudiants ³	41 440	10 568	59 261	67 381	709 693	739 250	88 166	
Ajouter : autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³	3 839	-2 343	-2 313	14 791	146 144	-106 557	4 848	
Ajouter : autres établissements postsecondaires ⁵	7 546	0	6 150	0	0	0	13 172	
Déduire : entreprises auxiliaires	18 170	6 226	78 993	30 841	177 567	642 624	41 557	
Déduire : programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente	62 402	8 509	26 435	43 261	65 697	239 757	60 340	
Déduire : autres établissements postsecondaires ⁶	.	.	0	0	83 068	.	2 982	
Dépenses à titre de l'enseignement postsecondaire, selon le Centre de la Statistique de l'Éducation (CSE) ⁷	350 537	91 646	791 410	465 506	6 457 384	8 213 659	744 976	
	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Pays ¹ étrangers	Canada
milliers de dollars								
Dépenses des universités et des collèges, selon le Système de Gestion Financière (SGF) ²	870 190	2 742 385	3 036 600	0	33 379	23 097	.	23 454 251
Ajouter : établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³	.	0	.	0	.	.	.	321 278
Ajouter : capital sur les remboursements de la dette	0	0	0	0	.	.	.	0
Déduire : rajustement pour la déclaration des dépenses nettes	148	-1 151	65 642	0	3 433	0	.	235 439
Dépenses des universités et des collèges, selon le Centre de la Statistique de l'Éducation (CSE) ⁴	870 042	2 743 536	2 970 958	0	29 946	23 097	.	23 540 090
Ajouter : aide fédérale et provinciale aux étudiants ³	116 201	252 996	361 578	0	12 003	4 677	388	2 463 602
Ajouter : autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³	-1 786	9 468	57 751	0	3 005	1 906	91 148	219 901
Ajouter : autres établissements postsecondaires ⁵	2 537	.	0	0	.	29	.	29 434
Déduire : entreprises auxiliaires	53 199	172 267	227 621	0	0	1 187	.	1 450 252
Déduire : programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente	133 639	406 374	379 924	0	5 274	10 991	.	1 442 603
Déduire : autres établissements postsecondaires ⁶	2 692	0	0	0	-4 230	.	.	84 512
Dépenses à titre de l'enseignement postsecondaire, selon le Centre de la Statistique de l'Éducation (CSE) ⁷	797 464	2 427 359	2 782 742	13 551	43 910	17 531	91 536	23 289 211

1. Dépenses ministérielles fédérales et provinciales au titre de l'enseignement dans les pays /trangers et les d/penses non distribués.

2. Selon la publication Statistiques sur le secteur public, nombre 68-213-XIE au catalogue, tableau 3-9.

3. Incorporé à l'administration publique générale.

4. Résultats obtenus de l'enquête sur les statistiques financières des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle (STC/ECT-175-60164), de l'enquête sur les statistiques financières des universités et collèges (STC/ECT-175-60242) en collaboration avec l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU) et des estimations du Centre de la Statistique de l'Éducation (CSE) pour les établissements non-membres de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU).

5. Programmes d'enseignement en sciences infirmières.

6. Écoles de formation professionnelle et d'aide infirmières.

7. Données stockés dans CANSIM : Tableaux 478-0004 et 478-0007.

Tableau 11

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2004

	Actif	Passif	Avoir ¹
	millions de dollars		
Bilan des comptes publics, au 31 mars 2004	199 600	701 093	-501 493
Ajustements faits pour passer au SGF	-94 418	-72 263	-22 155
Déconsolidation des sociétés d'État	-9 060	-738	-8 322
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	13 403	4 290	9 113
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	5 921	5 921	0
Découverts bancaires	4 122	4 122	0
Droits de tirage spéciaux	1 513	1 513	0
Dette détenue par soi-même	286	286	0
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0
Addition de la monnaie en circulation	0	4 194	-4 194
Les transactions exclues du SGF	-104 682	-85 930	-18 752
Stocks et immobilisations des fonds spéciaux	-2 683	0	-2 683
Transactions entre l'administration publique et les fonds spéciaux	-576	-576	0
Transactions reliées à la comptabilité d'exercice	-47 954	-83 927	35 973
Immobilisations corporelles et stocks	-53 469	0	-53 469
Obligations relatives à des contrats de location-acquisition	0	-1 427	1 427
Le bilan du SGF, au 31 mars 2004	105 182	628 830	-523 648

1. Excédent de l'actif financier sur le passif.

Tableau 12

Emploi du secteur public fédéral rapprochement des univers statistiques du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de la Commission de la fonction publique du Canada et de Statistique Canada, au 31 décembre 2004

Groupe de l'emploi dans le secteur public	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT)	Commission de la fonction publique du Canada (CFP)	Statistique Canada (SC)
	personnes		
Employé(e)s commun(e)s aux univers statistiques du SCT, de la CFP et de SC	170 968	170 968	170 968
Employé(e)s des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale qui font partie de l'univers statistique de la CFP		1 066	1 066
Étudiant(e)s employé(e)s par la CFP		2 206	2 206
Employé(e)s qui ne sont pas nommé(e)s par la CFP	60		60
Employé(e)s des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale dont le SCT n'est pas l'employeur.			87 842
Personnel militaire de la Défense nationale			85 733
Force régulière de la Défense nationale			61 796
Force de réserve de la Défense nationale			23 937
Personnel en uniforme de la Gendarmerie royale du Canada			18 116
Employé(e)s du l'administration public fédéral	171 028	174 240	365 991
Employé(e)s des entreprises publiques fédérales			92 355
Employé(e)s de secteur public fédéral			458 346

Tableau 13

Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH) et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP), pour l'année civile 2004, moyennes annuelles

	milliers d'employés
Emploi dans l'administration publique d'après l'EERH ¹	775
Plus :	
Éducation	845
Les institutions de services de santé et de services sociaux	745
Autres composantes ²	220
Personnel militaire et réservistes	84
Employés de l'administration publique fédérale à l'extérieur du Canada	2
Entreprises publiques	280
Sous-total	2 175
Égale :	
Emploi dans le secteur public d'après la DIP	2 949

1. CANSIM, tableau 281-0024.

2. Incluent Énergie atomique du Canada Ltée., les Administrations de pilotage, les musées, les bibliothèques publiques, les hôpitaux et services sociaux fédéraux, certains hôpitaux provinciaux et les entités publiques oeuvrant dans les industries de la foresterie, des pêches, des transports et de la récréation.

Nota : Les données d'emplois ne sont pas en « équivalent temps-plein » et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

Tableau 14-1

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Terre-Neuve-et-Labrador

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	3 989,4	4 027,4	-38,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	3 989,4	4 027,4	-38,0	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ² compris dans l'univers "SGF 1"				
Workers' Compensation Commission of Newfoundland and Labrador	167,8	134,4	33,4	5
Newfoundland Municipal Financing Corporation	44,2	47,6	-3,4	6
Transportation Initiative Fund	4,0	39,1	-35,1	7
Newfoundland and Labrador Housing Corporation	104,6	104,2	0,4	8
Sinking Fund	70,8	80,9	-10,1	9
Autres fonds spéciaux	92,8	155,6	-62,8	10
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	484,2	561,8	-77,6	11
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ²				
Ministères	128,3	44,1	84,2	12
Workers' Compensation Commission of Newfoundland and Labrador	7,0	44,7	-37,7	13
Newfoundland Municipal Financing Corporation	12,0	0,0	12,0	14
Transportation Initiative Fund	0,0	39,1	-39,1	15
Newfoundland and Labrador Housing Corporation	9,9	0,0	9,9	16
Sinking Fund	0,0	80,6	-80,6	17
Autres fonds spéciaux	30,1	2,8	27,3	18
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	187,3	211,3	-24,0	19
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 11 moins 19)	4 286,3	4 377,9	-91,6	20
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	3,7	3,7	0,0	21
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	22
Autres	8,2	8,2	0,0	23
Total des conversions de la base nette à la base brute	11,9	11,9	0,0	24
Autres ajustements				
Déduction des :				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	25
Recouvrements des ministères	5,0	5,0	0,0	26
Autres déductions	12,1	10,0	2,1	27
Autres postes	-43,0	106,3	-149,3	28
Total des autres ajustements (lignes - 28 moins 25 à 27)	-60,1	91,3	-151,4	29
Total sur la base SGF ¹ (lignes 20, 24 et 29)	4 238,1	4 481,1	-243,0	30

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-2

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Îl-du-Prince-Édouard

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	951,5	994,5	-43,0	1
Compte capital	2,1	24,3	-22,2	2
Comptes combinés	0,0	0,0	0,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	953,6	1 018,8	-65,2	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ² compris dans l'univers "SGF 1"				
Tourism P.E.I.	20,6	21,3	-0,7	5
Workers' Compensation Board of Prince Edward Island	28,5	25,4	3,1	6
Prince Edward Island Lotteries Commission	17,3	17,3	0,0	7
P.E.I. Business Development	35,8	47,7	-11,9	8
P.E.I. Agricultural Insurance Corp	16,3	13,2	3,1	9
P.E.I. Special Projects Fund	0,1	13,0	-12,9	10
Autres fonds spéciaux	61,7	65,0	-3,3	11
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	180,3	202,9	-22,6	12
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ²				
Ministères	58,3	60,1	-1,8	13
Tourism P.E.I.	11,2	0,2	11,0	14
Workers' Compensation Board of Prince Edward Island	2,6	0,0	2,6	15
Prince Edward Island Lotteries Commission	0,0	16,4	-16,4	16
P.E.I. Business Development	30,7	2,2	28,5	17
P.E.I. Agricultural Insurance Corp	6,5	0,0	6,5	18
P.E.I. Special Projects Fund	0,0	13,0	-13,0	19
Autres fonds spéciaux	11,2	8,9	2,3	20
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	120,5	100,8	19,7	21
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	1 013,4	1 120,9	-107,5	22
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0	23
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	24
Autres	1,0	1,0	0,0	25
Total des conversions de la base nette à la base brute	1,0	1,0	0,0	26
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	27
Recouvrements des ministères	1,0	1,0	0,0	28
Autres déductions	0,0	18,0	-18,0	29
Autres postes	-0,4	-13,6	13,2	30
Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	-1,4	-32,6	31,2	31
Total sur la base SGF ¹ (lignes 22, 26, et 31)	1 013,0	1 089,3	-76,3	32

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-3

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Nouvelle-Écosse

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N ^o
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	5 289,7	5 375,4	-85,7	1
Compte capital	0,0	210,5	-210,5	2
Comptes combinés	0,0	0,0	0,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	5 289,7	5 585,9	-296,2	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux² compris dans l'univers "SGF 1"				
Insured Prescription Drug Plan Trust Fund	123,7	123,7	0,0	5
Workers' Compensation Board	235,8	225,5	10,3	6
Nova Scotia Municipal Finance Corporation	31,5	31,4	0,1	7
Nova Scotia Housing Development Corporation	126,1	127,0	-0,9	8
Province of N.S. Sinking Fund	198,5	198,5	0,0	9
Regional Housing Authorities	0,0	0,0	0,0	10
Autres fonds spéciaux	185,5	169,6	15,9	11
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	901,1	875,7	25,4	12
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux²				
Ministères	226,0	194,3	31,7	13
Insured Prescription Drug Plan Trust Fund	86,4	0,0	86,4	14
Workers' Compensation Board	31,0	37,7	-6,7	15
Nova Scotia Municipal Finance Corporation	0,0	0,0	0,0	16
Nova Scotia Housing Development Corporation	26,0	19,7	6,3	17
Province of N.S. Sinking Fund	0,0	198,5	-198,5	18
Regional Housing Authorities	0,0	0,0	0,0	19
Autres fonds spéciaux	57,9	2,6	55,3	20
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	427,3	452,8	-25,5	21
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	5 763,5	6 008,8	-245,3	22
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	31,5	31,5	0,0	23
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	24
Autres	27,8	27,8	0,0	25
Total des conversions de la base nette à la base brute	59,3	59,3	0,0	26
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	27
Recouvrements des ministères	1,7	1,7	0,0	28
Autres déductions	30,9	-48,7	79,6	29
Autres postes	474,0	157,8	316,2	30
Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	441,4	204,8	236,6	31
Total sur la base SGF¹ (lignes 22, 26, et 31)	6 264,2	6 272,9	-8,7	32

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-4

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Nouveau-Brunswick

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N ^o
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	5 156,4	5 410,9	-254,5	3
Comptes combinés selon les comptes publics	5 156,4	5 410,9	-254,5	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux² compris dans l'univers "SGF 1"				
General Sinking Fund	379,6	171,5	208,1	5
Workplace Health, Safety and Compensation Commission of New Brunswick	164,5	115,7	48,8	6
Lotteries Commission of New Brunswick	110,1	110,1	0,0	7
Service New Brunswick	50,1	53,8	-3,7	8
New Brunswick Municipal Finance Corporation	23,5	23,5	0,0	9
New Brunswick Highway Corporation	64,8	64,8	0,0	10
Autres fonds spéciaux	38,4	141,2	-102,8	11
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	831,0	680,6	150,4	12
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux²				
Ministères	319,5	186,9	132,6	13
General Sinking Fund	140,3	0,0	140,3	14
Workplace Health, Safety and Compensation Commission of New Brunswick	34,4	-29,3	63,7	15
Lotteries Commission of New Brunswick	0,0	110,1	-110,1	16
Service New Brunswick	26,1	0,0	26,1	17
New Brunswick Municipal Finance Corporation	0,0	0,0	0,0	18
New Brunswick Highway Corporation	64,8	0,0	64,8	19
Autres fonds spéciaux	13,7	110,4	-96,7	20
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	598,8	378,1	220,7	21
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	5 388,6	5 713,4	-324,8	22
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	27,0	27,0	0,0	23
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	243,4	243,4	0,0	24
Autres	1,0	1,0	0,0	25
Total des conversions de la base nette à la base brute	271,4	271,4	0,0	26
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	27
Recouvrements des ministères	16,4	16,4	0,0	28
Autres déductions	46,0	184,3	-138,3	29
Autres postes	11,9	-148,3	160,2	30
Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	-50,5	-349,0	298,5	31
Total sur la base SGF¹ (lignes 22, 26, et 31)	5 609,5	5 635,8	-26,3	32

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-5

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Québec

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	49 914,0	50 975,1	-1 061,1	3
Comptes combinés selon les comptes publics	49 914,0	50 975,1	-1 061,1	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ² compris dans l'univers "SGF 1"				
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 796,4	1 852,4	-56,0	5
Fonds de développement du marché du travail	1 017,3	1 004,1	13,2	6
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	408,1	1 726,1	-1 318,0	7
Financière agricole du Québec	909,8	1 138,7	-228,9	8
Régie de l'assurance-maladie du Québec	5 454,1	5 466,2	-12,1	9
Fonds de l'assurance-médicaments	1 585,6	1 585,6	0,0	10
Société de l'assurance automobile du Québec	1 361,8	1 604,4	-242,6	11
Société immobilière du Québec	816,1	709,2	106,9	12
Autres fonds spéciaux	6 394,2	7 133,5	-739,3	13
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	19 743,4	22 220,2	-2 476,8	14
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ²				
Ministères	806,5	9 779,3	-8 972,8	15
Commission de la santé et de la sécurité du travail	54,5	135,3	-80,8	16
Fonds de développement du marché du travail	1 012,4	76,7	935,7	17
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	401,5	132,5	269,0	18
Financière agricole du Québec	728,5	321,7	406,8	19
Régie de l'assurance-maladie du Québec	5 419,7	8,9	5 410,8	20
Fonds de l'assurance-médicaments	1 060,8	1 585,6	-524,8	21
Société de l'assurance automobile du Québec	50,7	124,9	-74,2	22
Société immobilière du Québec	513,4	132,0	381,4	23
Autres fonds spéciaux	3 477,9	1 261,3	2 216,6	24
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	13 525,9	13 558,2	-32,3	25
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 14 moins 25)	56 131,5	59 637,1	-3 505,6	26
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	2 098,3	2 098,3	0,0	27
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	28
Allocations aux jeunes	232,5	232,5	0,0	29
Autres recouvrements	811,0	811,0	0,0	30
Total des conversions de la base nette à la base brute	3 141,8	3 141,8	0,0	31

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-5 – suite

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Québec

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
	millions de dollars			
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Hydro-Québec	1 077,0	0,0	1 077,0	32
Autres	-295,9	0,0	-295,9	33
Recouvrements des ministères	194,9	194,9	0,0	34
Créances douteuses	288,6	288,6	0,0	35
Autres déductions	580,1	924,1	-344,0	36
Autres postes	162,8	728,8	-566,0	37
Total des autres ajustements (lignes 37 moins 32 à 36)	-1 681,9	-678,8	-1 003,1	38
Total sur la base SGF ¹ (lignes 26, 31 et 38)	57 591,4	62 100,1	-4 508,7	39

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-6

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Ontario

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N ^o
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	63 853,6	64 784,3	-930,7	1
Compte capital	0,0	2 289,6	-2 289,6	2
Comptes combinés	0,0	0,0	0,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	63 853,6	67 073,9	-3 220,3	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux² compris dans l'univers "SGF 1"				
Workplace Safety & Insurance Board	3 190,2	3 297,2	-107,0	5
Ontario Legal Aid	282,2	297,4	-15,2	6
Independent Electricity Market Operator	235,6	283,5	-47,9	7
Agricorp	143,3	223,9	-80,6	8
Autres fonds spéciaux	1 843,3	1 729,4	113,9	9
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	5 694,6	5 831,4	-136,8	10
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux²				
Ministères	281,2	1 085,5	-804,3	11
Workplace Safety & Insurance Board	279,4	314,6	-35,2	12
Ontario Legal Aid	199,4	0,0	199,4	13
Independent Electricity Market Operator	0,0	0,0	0,0	14
Agricorp	37,3	0,0	37,3	15
Autres fonds spéciaux	1 052,8	123,9	928,9	16
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	1 850,1	1 524,0	326,1	17
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	67 698,1	71 381,3	-3 683,2	18
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	1 208,1	1 208,1	0,0	19
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	20
Autres	149,7	149,7	0,0	21
Total des conversions de la base nette à la base brute	1 357,8	1 357,8	0,0	22
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	23
Recouvrements des ministères	535,3	535,3	0,0	24
Autres déductions	50,1	-182,7	232,8	25
Autres postes	1 729,8	1 213,6	516,2	26
Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	1 144,4	861,0	283,4	27
Total sur la base SGF¹ (lignes 18, 22, et 27)	70 200,3	73 600,1	-3 399,8	28

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-7

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Manitoba

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	6 970,2	6 943,7	26,5	3
Comptes combinés selon les comptes publics	6 970,2	6 943,7	26,5	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ² compris dans l'univers "SGF 1"				
The Manitoba Health Services Insurance Plan	2 694,3	2 694,3	0,0	5
The Public School Finance Board	804,7	804,0	0,7	6
The Council on Post-Secondary Education	373,4	373,3	0,1	7
The Workers' Compensation Board of Manitoba	180,9	189,9	-9,0	8
Manitoba Housing and Renewal Corporation	179,4	179,9	-0,5	9
Autres fonds spéciaux	258,5	333,4	-74,9	10
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	4 491,2	4 574,8	-83,6	11
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ²				
Ministères	84,2	3 874,2	-3 790,0	12
The Manitoba Health Services Insurance Plan	2 694,3	0,0	2 694,3	13
The Public School Finance Board	600,9	2,3	598,6	14
The Council on Post-Secondary Education	373,4	0,0	373,4	15
The Workers' Compensation Board of Manitoba	0,0	6,4	-6,4	16
Manitoba Housing and Renewal Corporation	31,9	2,6	29,3	17
Autres fonds spéciaux	104,1	103,2	0,9	18
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	3 888,8	3 988,7	-99,9	19
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 11 moins 19)	7 572,6	7 529,8	42,8	20
Conversion de la base nette à la base brute				
Commissions fiscales	6,8	6,8	0,0	21
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État et d'autres organismes ³	988,2	988,2	0,0	22
Provincial-Municipal Tax Sharing Act	77,5	77,5	0,0	23
Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0	24
Total des conversions de la base nette à la base brute	1 072,5	1 072,5	0,0	25
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	26
Recouvrements des ministères	31,4	31,4	0,0	27
Autres déductions	0,0	37,3	-37,3	28
Autres postes	-8,9	-51,1	42,2	29
Total des autres ajustements (lignes 29 moins 26 à 28)	-40,3	-119,8	79,5	30
Total sur la base SGF ¹ (lignes 20, 24 et 30)	8 604,8	8 482,5	122,3	31

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

3. Inclus recouvrements d'intérêts payés par les fonds spéciaux.

Tableau 14-8

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Saskatchewan

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N ^o
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	6 456,7	6 455,8	0,9	3
Comptes combinés selon les comptes publics	6 456,7	6 455,8	0,9	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux² compris dans l'univers "SGF 1"				
Saskatchewan Student Aid Fund	26,5	39,0	-12,5	5
Saskatchewan Housing Corporation	157,3	175,4	-18,1	6
Saskatchewan Property Management Corporation	217,4	223,9	-6,5	7
Workers' Compensation Board	223,7	296,6	-72,9	8
Crop Insurance Corporation of Saskatchewan	961,1	1 135,1	-174,0	9
Crown Investments Corporation	299,9	337,5	-37,6	10
Autres fonds spéciaux	594,7	873,0	-278,3	11
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	2 480,6	3 080,5	-599,9	12
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux²				
Ministères	371,7	533,8	-162,1	13
Saskatchewan Student Aid Fund	17,2	2,4	14,8	14
Saskatchewan Housing Corporation	25,9	28,0	-2,1	15
Saskatchewan Property Management Corporation	134,9	0,0	134,9	16
Workers' Compensation Board	21,5	0,0	21,5	17
Crop Insurance Corporation of Saskatchewan	329,1	0,0	329,1	18
Crown Investments Corporation	0,0	319,9	-319,9	19
Autres fonds spéciaux	272,6	262,1	10,5	20
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	1 172,9	1 146,2	26,7	21
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	7 764,4	8 390,1	-625,7	22
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	-1,7	-1,7	0,0	23
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	274,8	274,8	0,0	24
Autres	0,0	0,0	0,0	25
Total des conversions de la base nette à la base brute	273,1	273,1	0,0	26
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	27
Recouvrements des ministères	13,3	13,3	0,0	28
Autres déductions	50,8	96,8	-46,0	29
Autres postes	-199,4	-246,4	47,0	30
Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	-263,5	-356,5	93,0	31
Total sur la base SGF¹ (lignes 22, 26, et 31)	7 774,0	8 306,7	-532,7	32

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-9

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Alberta

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N ^o
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	21 246,9	18 790,6	2 456,3	3
Comptes combinés selon les comptes publics	21 246,9	18 790,6	2 456,3	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux² compris dans l'univers "SGF 1"				
Alberta Heritage and Savings Trust Fund	-892,1	1,8	-893,9	5
Workers' Compensation Board	930,6	960,3	-29,7	6
Alberta Municipal Financing Corporation	340,7	346,8	-6,1	7
Lottery fund	1 098,3	1 098,3	0,0	8
Alberta School Foundation	1 113,3	1 097,9	15,4	9
Agriculture Financial Services Corporation	816,0	1 109,7	-293,7	10
Autres fonds spéciaux	1 695,3	1 944,3	-249,0	11
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	5 102,1	6 559,1	-1 457,0	12
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux²				
Ministères	1 389,4	1 278,4	111,0	13
Alberta Heritage and Savings Trust Fund	0,0	0,0	0,0	14
Workers' Compensation Board	0,0	6,3	-6,3	15
Alberta Municipal Financing Corporation	0,0	0,0	0,0	16
Lottery fund	0,0	1 098,4	-1 098,4	17
Alberta School Foundation	0,0	0,0	0,0	18
Agriculture Financial Services Corporation	301,0	0,0	301,0	19
Autres fonds spéciaux	1 539,6	639,4	900,2	20
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	3 230,0	3 022,5	207,5	21
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	23 119,0	22 327,2	791,8	22
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	0,5	0,5	0,0	23
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	24
Autres	42,5	42,5	0,0	25
Total des conversions de la base nette à la base brute	43,0	43,0	0,0	26
Autres ajustements				
Déduction des :				
Revenus des Sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	27
Autres	129,6	129,6	0,0	28
Recouvrements des ministères	6,1	857,2	-851,1	29
Autres postes	1 158,6	44,1	1 114,5	30
Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	1 022,9	-942,7	1 965,6	31
Total sur la base SGF¹ (lignes 22, 26, et 31)	24 184,9	21 427,5	2 757,4	32

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-10

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Colombie-Britannique

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	22 147,1	25 196,1	-3 049,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	22 147,1	25 196,1	-3 049,0	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux² compris dans l'univers "SGF 1"				
Workers' Compensation Board of B.C.	770,5	1 224,6	-454,1	5
B.C. Buildings Corporation	580,6	491,8	88,8	6
B.C. Transportation Financing Authority	419,1	713,5	-294,4	7
B.C. Housing Management Corporation	263,2	263,2	0,0	8
Forest Renewal B.C.	77,4	75,9	1,5	9
Health Facilities Association of British Columbia	76,3	74,1	2,2	10
Autres fonds spéciaux	506,3	514,6	-8,3	11
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	2 693,4	3 357,7	-664,3	12
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux²				
Ministères	215,6	416,6	-201,0	13
Workers' Compensation Board of B.C.	0,0	8,1	-8,1	14
B.C. Buildings Corporation	342,8	402,5	-59,7	15
B.C. Transportation Financing Authority	231,6	277,5	-45,9	16
B.C. Housing Management Corporation	141,2	0,0	141,2	17
Forest Renewal B.C.	76,7	0,0	76,7	18
Health Facilities Association of British Columbia	71,5	0,0	71,5	19
Autres fonds spéciaux	222,7	61,5	161,2	20
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	1 302,1	1 166,2	135,9	21
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	23 538,4	27 387,6	-3 849,2	22
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	230,9	230,9	0,0	23
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	985,2	985,2	0,0	24
Commissions	26,0	26,0	0,0	25
Recouvrements du fédéral	181,7	181,7	0,0	26
Autres recouvrements	881,2	881,2	0,0	27
Total des conversions de la base nette à la base brute	2 305,0	2 305,0	0,0	28
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	29
Recouvrements des ministères	115,8	115,8	0,0	30
Autres déductions	-154,8	167,1	-321,9	31
Autres postes	403,0	-405,7	808,7	32
Total des autres ajustements (lignes 32 less 29 à 31)	442,0	-688,6	1 130,6	33
Total sur la base SGF 1 (lignes 22, 28, et 33)	26 285,4	29 004,0	-2 718,6	34

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-11

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Territoire du Yukon

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	538,1	544,2	-6,1	3
Comptes combinés selon les comptes publics	538,1	544,2	-6,1	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux² compris dans l'univers "SGF 1"				
Yukon Lottery Commission	1,9	1,9	0,0	5
Yukon Development Corporation	7,0	4,2	2,8	6
Compensation Fund (Yukon)	14,1	25,3	-11,2	7
Yukon Housing Corporation	11,8	12,4	-0,6	8
Autres fonds spéciaux	0,9	0,6	0,3	9
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	35,7	44,4	-8,7	10
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux²				
Ministères	0,7	7,8	-7,1	11
Yukon Lottery Commission	0,0	0,0	0,0	12
Yukon Development Corporation	0,8	0,0	0,8	13
Compensation Fund (Yukon)	2,9	0,0	2,9	14
Yukon Housing Corporation	1,3	0,0	1,3	15
Autres fonds spéciaux	0,9	0,0	0,9	16
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	6,6	7,8	-1,2	17
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	567,2	580,8	-13,6	18
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	1,6	1,6	0,0	19
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	20
Autres	0,0	0,0	0,0	21
Total des conversions de la base nette à la base brute	1,6	1,6	0,0	22
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	23
Recouvrements des ministères	2,0	2,0	0,0	24
Autres déductions	0,1	-5,8	5,9	25
Autres postes	0,1	-0,4	0,5	26
Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	-2,0	3,4	-5,4	27
Total sur la base SGF¹ (lignes 18, 22, et 27)	566,8	585,8	-19,0	28

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-12

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Territoires du Nord-Ouest

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	899,7	933,7	-34,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	899,7	933,7	-34,0	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux² compris dans l'univers "SGF 1"				
Northwest Territories Housing Corporation	80,8	92,0	-11,2	5
Petroleum Products Revolving Fund	16,2	12,2	4,0	6
Workers' Compensation Board	35,2	71,9	-36,7	7
Northwest Development Corporation	6,5	5,0	1,5	8
Autres fonds spéciaux	6,3	9,0	-2,7	9
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	145,0	190,1	-45,1	10
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux²				
Ministères	2,5	53,7	-51,2	11
Northwest Territories Housing Corporation	41,6	0,0	41,6	12
Petroleum Products Revolving Fund	0,0	0,0	0,0	13
Workers' Compensation Board	0,9	0,0	0,9	14
Northwest Development Corporation	2,9	0,0	2,9	15
Autres fonds spéciaux	0,8	1,1	-0,3	16
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	48,7	54,8	-6,1	17
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	996,0	1 069,0	-73,0	18
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	13,3	13,3	0,0	19
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	20
Autres	1,7	1,7	0,0	21
Total des conversions de la base nette à la base brute	15,0	15,0	0,0	22
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	23
Recouvrements des ministères	2,4	2,4	0,0	24
Autres déductions	-2,4	46,5	-48,9	25
Autres postes	-35,4	33,2	-68,6	26
Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	-35,4	-15,7	-19,7	27
Total sur la base SGF¹ (lignes 18, 22, et 27)	975,6	1 068,3	-92,7	28

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 14-13

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF, exercice financier 2002-2003 — Nunavut

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	N °
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics 2002-2003				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	910,5	898,7	11,8	3
Comptes combinés selon les comptes publics	910,5	898,7	11,8	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ² compris dans l'univers "SGF 1"				
Nunavut Development Corporation	9,7	9,8	-0,1	5
Nunavut Business Credit Corporation	1,3	0,9	0,4	6
Nunavut Housing Corporation	145,8	186,9	-41,1	7
Petroleum Products Revolving Fund	0,0	0,0	0,0	8
Autres fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	9
Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	156,8	197,6	-40,8	10
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ²				
Ministères	0,0	116,0	-116,0	11
Nunavut Development Corporation	3,6	0,0	3,6	12
Nunavut Business Credit Corporation	0,6	0,0	0,6	13
Nunavut Housing Corporation	78,8	0,0	78,8	14
Petroleum Products Revolving Fund	0,0	0,0	0,0	15
Autres fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	16
Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	83,0	116,0	-33,0	17
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	984,3	980,3	4,0	18
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	6,4	6,4	0,0	19
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	20
Autres	2,6	2,6	0,0	21
Total des conversions de la base nette à la base brute	9,0	9,0	0,0	22
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	23
Recouvrements des ministères	6,4	6,4	0,0	24
Autres déductions	51,3	26,1	25,2	25
Autres postes	-13,1	-24,3	11,2	26
Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	-70,8	-56,8	-14,0	27
Total sur la base SGF ¹ (lignes 18, 22, et 27)	922,5	932,5	-10,0	28

1. Système de gestion financière.

2. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-1

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Terre-Neuve-et-Labrador

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan de Terre-Neuve-et-Labrador selon les comptes publics au 31 mars 2003	730 991	10 267 658	-9 536 667
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	1 777 877	1 752 521	25 356
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	1 451 513	905 474	546 039
Workplace Health, Safety and Compensation Commission	464 787	8 465	456 322
Newfoundland and Labrador Housing Corporation	317 679	307 663	10 016
Newfoundland Municipal Finance Corporation	377 661	382 204	-4 543
Autres	291 386	207 142	84 244
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	776 424	949 522	-173 098
Fonds d'amortissement	772 865	772 865	0
Escompte d'émission des bons du Trésor	3 559	3 559	0
Pertes de change non amorties	0	173 098	-173 098
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	450 060	102 475	347 585
Stocks et immobilisations	316 173	0	316 173
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	97 087	97 087	0
Provision pour la dette garantie	0	5 388	-5 388
Fonds de roulement des sociétés de la Couronne	36 800	0	36 800
Le bilan de Terre-Neuve-et-Labrador sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	2 508 868	12 020 179	-9 511 311

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-2

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 l'Île-du-Prince-Édouard

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan de l'Île-du-Prince-Édouard selon les comptes publics au 31 mars 2003	708 050	1 826 212	-1 118 162
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	190 086	221 965	-31 879
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	483 342	387 132	96 210
Workers' Compensation Commission	71 481	1 184	70 297
P.E.I. Housing Corporation	58 661	53 717	4 944
P.E.I. Lending Agency	158 686	160 062	-1 376
Autres	194 514	172 169	22 345
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	59 044	59 044	0
Fonds d'amortissement	0	0	0
Fonds d'amortissement - comptes créditeurs	8	8	0
Encaisse	56 415	56 415	0
Détention de sa propre dette	2 621	2 621	0
Autres additions	19 900	3 806	16 094
Dépôts relatifs aux TSPS	19 900	0	19 900
Surplus actuariel des régimes de retraite	0	3 806	-3 806
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF ¹"	372 200	228 017	144 183
Stocks et immobilisations	144 183	0	144 183
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	228 017	228 017	0
Le bilan de l'Île-du-Prince-Édouard sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	898 136	2 048 177	-1 150 041

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-3

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Nouvelle-Écosse

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan de la Nouvelle-Écosse selon les comptes publics au 31 mars 2003	4 606 739	13 868 087	-9 261 348
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	1 665 518	4 298 927	-2 633 409
Ajustements de déconsolidation	333 064	616 866	-283 802
Encaisse et placements à court terme	206 004	0	206 004
Débiteurs et avances	-378 000	0	-378 000
Prêts et placements	505 060	0	505 060
Emprunts bancaire et à court terme	0	11 894	-11 894
Créditeurs et revenus reportés	0	318 701	-318 701
Intérêts courus	0	10 345	-10 345
Emprunts	0	421 417	-421 417
Régimes de pension et autres obligations	0	-145 491	145 491
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	2 440 247	1 515 537	924 710
Workers' Compensation Commission	788 512	20 527	767 985
N.S. Farm Loan Board	160 679	167 265	-6 586
N.S. Municipal Finance Corporation	499 822	495 034	4 788
N.S. Housing Development Corporation	465 945	393 344	72 601
Autres	525 289	439 367	85 922
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	3 445 897	3 849 805	-403 908
Fonds d'amortissement	3 445 897	3 445 897	0
Fluctuations du taux de change non amorties	0	403 908	-403 908
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	3 887 562	449 549	3 438 013
Stocks et immobilisations	3 459 487	0	3 459 487
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	428 075	428 075	0
Dette nette des sociétés de la Couronne	0	21 474	-21 474
Le bilan de la Nouvelle-Écosse sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	6 272 257	18 167 014	-11 894 757

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-4

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Nouveau-Brunswick

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan du Nouveau-Brunswick selon les comptes publics au 31 mars 2003	975 900	7 688 800	-6 712 900
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	9 136 771	8 345 216	791 555
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	1 109 327	410 262	699 065
Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents du travail	694 123	9 222	684 901
Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick	392 612	391 722	890
Autres	22 592	9 318	13 274
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	7 998 520	7 983 118	15 402
Encaisse et placements à court terme	527 400	527 400	0
Fonds d'amortissement	3 894 573	3 894 573	0
Escomptes non amortis	525 402	525 402	0
Gains de change non matérialisés	15 402	0	15 402
Dette à long terme émise par la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick	2 972 800	2 972 800	0
Intérêts à recevoir de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick	62 943	62 943	0
Autres ajustements	165 912	52 400	113 512
Evaluation des investissements	712	0	712
Surplus actuariel des régimes de retraite	0	52 400	-52 400
Placements dans les sociétés de la Couronne	165 200	0	165 200
Autres	0	0	0
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF ¹"	136 988	100 564	36 424
Stocks et immobilisations	42 279	0	42 279
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	35 009	35 009	0
Provision pour pertes sur prêts garantis	0	50 200	-50 200
Transferts portant sur la santé et les programmes sociaux	0	15 300	-15 300
Pertes non matérialisées sur le taux de change	59 700	0	59 700
Gains non matérialisés sur le taux de change - Fonds d'amortissement	0	55	-55
Le bilan du Nouveau-Brunswick sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	10 112 671	16 034 016	-5 921 345

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-5

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Québec

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan du Québec selon les comptes publics au 31 mars 2003	37 071 000	132 528 000	-95 457 000
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	29 733 325	29 605 821	127 504
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	56 104 767	42 741 382	13 363 385
Société de l'assurance automobile du Québec	7 491 610	1 762 406	5 729 204
Société d'habitation du Québec	2 324 183	2 314 790	9 393
Société québécoise d'assainissement des eaux	3 144 554	3 144 554	0
Commission de la santé et de la sécurité au travail	8 066 229	125 876	7 940 353
Corporation d'hébergement du Québec	1 681 243	3 794 759	-2 113 516
Investissement-Québec	1 475 339	1 466 609	8 730
Autres	31 921 609	30 132 388	1 789 221
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	17 236 376	17 236 376	0
Fonds d'amortissement	3 594 000	3 594 000	0
Fonds d'amortissement pour fins des régimes de retraite	11 840 000	11 840 000	0
Fonds d'amortissement - comptes créditeurs	426 323	426 323	0
Intérêt sur les emprunts du Fonds de financement	217 985	217 985	0
Escomptes non amortis sur emprunts	783 068	783 068	0
Espèces en banque	375 000	375 000	0
Autres additions	9 551 678	4 008 069	5 543 609
Ajustements de déconsolidation	404 570	1 575 891	-1 171 321
Emprunts des fonds spéciaux consolidés	0	2 432 178	-2 432 178
Avances au Fonds de financement	9 147 108	0	9 147 108
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	53 159 496	34 380 006	18 779 490
Stocks et immobilisations	10 769 780	0	10 769 780
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	30 805 948	30 805 948	0
Provision pour emprunts garantis	0	1 027 000	-1 027 000
Congés de maladie et vacances	0	1 234 000	-1 234 000
Provision pour financer les immobilisations des réseaux	865 000	865 000	0
Prêts d'Investissement-Québec	448 009	0	448 009
Déconsolidation - SQAÉ	0	448 058	-448 058
Bénéfices non répartis des entreprises	10 270 759	0	10 270 759
Le bilan du Québec sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	66 804 325	162 133 821	-95 329 496

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-6

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Ontario

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan de l'Ontario selon les comptes publics au 31 mars 2003	29 002 000	161 649 000	-132 647 000
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	19 495 521	-10 540 080	30 035 601
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	18 812 678	6 241 398	12 571 280
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	12 033 000	461 000	11 572 000
Caisse d'épargne de l'Ontario	2 299 342	2 219 263	80 079
Société d'habitation de l'Ontario	1 493 996	2 337 105	-843 109
Société ontarienne d'assurance-dépôts	52 433	9 294	43 139
Autres	2 933 907	1 214 736	1 719 171
Ajustements de déconsolidation	18 053 857	-13 062 965	31 116 822
Prêts à des entités consolidées	17 633 219	0	17 633 219
Prêts à d'autres entités	443 452	0	443 452
Dettes encourues au nom d'entités consolidées	0	-5 447 767	5 447 767
Contrats d'achat d'électricité et passif lié au financement du secteur nucléaire	0	-7 099 000	7 099 000
Autres ajustements de déconsolidation	-22 814	-516 198	493 384
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	17 371 014	3 718 513	13 652 501
Stocks et immobilisations	1 481 501	0	1 481 501
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	3 718 513	3 718 513	0
Placements dans les entreprises publiques	12 171 000	0	12 171 000
Le bilan de l'Ontario sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	48 497 521	151 108 920	-102 611 399

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-7

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Manitoba

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan du Manitoba selon les comptes publics au 31 mars 2003	4 574 000	11 049 000	-6 475 000
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	10 003 973	13 745 635	-3 741 662
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	2 526 210	1 304 714	1 221 496
Commission des accidents du travail	779 110	25 959	753 151
Société du crédit agricole du Manitoba	295 235	313 186	-17 951
Société d'assurance-récolte du Manitoba	304 610	14 047	290 563
Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	614 728	618 230	-3 502
Autres	532 527	333 292	199 235
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	12 354 590	12 354 590	0
Fonds d'amortissement	5 805 288	5 805 288	0
Encaisse provenant du fonds d'amortissement	714 041	714 041	0
Fonds de remboursement de la dette	151 850	151 850	0
Détention de sa propre dette	41 190	41 190	0
Coûts non amortis de la dette émise	25 413	25 413	0
Dette encourue pour les entreprises publiques	5 573 344	5 573 344	0
Découverts bancaires	43 464	43 464	0
Autres additions	1 009	3 488 258	-3 487 249
Fluctuations du taux de change non amorties	0	81 000	-81 000
Dette envers les régimes de retraite	0	3 407 000	-3 407 000
Autres	1 009	258	751
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF ¹"	4 877 836	3 401 927	1 475 909
Stocks et immobilisations	878 130	0	878 130
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	2 191 390	2 191 390	0
Transferts portant sur la santé et les programmes sociaux	16 584	0	16 584
Provision pour perte future sur la dette garantie	0	15 512	-15 512
Frais reportés concernant les établissements de santé	446 000	0	446 000
Fonds en fiducie	1 195 025	1 195 025	0
Autres	150 707	0	150 707
Le bilan du Manitoba sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	14 577 973	24 794 635	-10 216 662

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-8

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Saskatchewan

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan de la Saskatchewan selon les comptes publics au 31 mars 2003	6 112 190	13 121 091	-7 008 901
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	2 319 622	5 187 406	-2 867 784
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	4 993 904	2 662 270	2 331 634
Crown Investment Corporation	1 786 676	1 221 125	565 551
Workers' Compensation Commission	868 818	32 524	836 294
Fiscal Stabilization Fund	577 000	0	577 000
Sask. Property Management Corporation	444 065	365 234	78 831
Autres	1 317 345	1 043 387	273 958
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	1 063 263	5 039 428	-3 976 165
Fonds d'amortissement	886 169	886 169	0
Découverts bancaires	177 094	177 094	0
Obligations envers les régimes de retraite	0	3 976 165	-3 976 165
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	3 737 545	2 514 292	1 223 253
Stocks et immobilisations	1 086 564	0	1 086 564
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	2 514 292	2 514 292	0
Pertes de change non matérialisées	136 689	0	136 689
Le bilan de la Saskatchewan sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	8 431 812	18 308 497	-9 876 685

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-9

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Alberta

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan de l'Alberta selon les comptes publics au 31 mars 2003	26 535 000	19 659 000	6 876 000
Ajustements de déconsolidation	-7 740 830	-3 380 611	-4 360 219
États financiers des départements	18 794 170	16 278 389	2 515 781
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	13 326 567	5 266 200	8 060 367
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	19 818	19 818	0
Escomptes non amortis sur emprunts	19 818	19 818	0
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	26 670 044	8 662 820	18 007 224
Workers' Compensation Board	4 084 804	176 411	3 908 393
Alberta Municipal Finance Corporation	3 959 949	3 830 180	129 769
Alberta Heritage Savings Trust Fund	11 417 432	54 990	11 362 442
Alberta Social Housing Corporation	858 846	551 068	307 778
Autres	6 349 013	4 050 171	2 298 842
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	13 363 295	3 416 438	9 946 857
Stocks et immobilisations	10 582 303	0	10 582 303
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	2 780 992	2 780 992	0
Contributions de capital reportées non amorties	0	23 710	-23 710
Garanties et indemnités	0	3 601	-3 601
Financement éventuel des commissions scolaires	0	608 135	-608 135
Le bilan de l'Alberta sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	32 120 737	21 544 589	10 576 148

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-10

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Colombie-Britannique

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan sommaire de la Colombie-Britannique selon les comptes publics au 31 mars 2003	32 767 000	40 721 000	-7 954 000
Ajustements de déconsolidation	-7 220 000	-587 000	-6 633 000
États financiers du "Consolidated Revenue Fund"	25 547 000	40 134 000	-14 587 000
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	40 876 340	46 408 352	-5 532 012
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	69 870 525	57 893 656	11 976 869
Workers' Compensation Commission	8 095 705	238 198	7 857 507
Indexed Canadian Equity Fund	6 706 661	6 706 661	0
Pension Bond Fund	6 429 630	6 429 630	0
Autres	48 638 529	44 519 167	4 119 362
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	4 604 000	4 604 000	0
Fonds d'amortissement	4 110 000	4 110 000	0
Découverts bancaires	360 000	360 000	0
Détention de sa propre dette	9 000	9 000	0
Escomptes non amortis	125 000	125 000	0
Autres additions	1 024 128	745 325	278 803
Ajout des fonds d'amortissements aux prêts consentis aux entreprises	116 201	0	116 201
Désendettement de fait	907 927	745 325	162 602
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	34 622 313	16 834 629	17 787 684
Stocks et immobilisations	8 683 684	0	8 683 684
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	16 834 629	16 834 629	0
Avances de capitaux reportées	9 104 000	0	9 104 000
Le bilan de la Colombie-Britannique sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	66 423 340	86 542 352	-20 119 012

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-11

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Territoire du Yukon

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan du Yukon selon les comptes publics au 31 mars 2003	183 347	108 650	74 697
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	246 058	58 480	187 578
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	350 468	100 154	250 314
Compensation Fund	142 581	12 488	130 093
Yukon Housing Corporation	83 877	62 219	21 658
Autres	124 010	25 447	98 563
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	104 410	41 674	62 736
Stocks et immobilisations	62 736	0	62 736
Opérations entre le Territoire et les fonds spéciaux	41 674	41 674	0
Le bilan du Yukon sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	429 405	167 130	262 275

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-12

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Territoires du Nord-Ouest

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan des Territoires du Nord-Ouest selon les comptes publics au 31 mars 2003	1 141 593	381 149	760 444
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	-385 263	190 873	-576 136
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	461 483	159 994	301 489
Workers' Compensation Commission	263 585	6 506	257 079
NWT Housing Corporation	158 513	116 640	41 873
Autres	39 385	36 848	2 537
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	280 814	280 814	0
Découverts bancaires	15 364	15 364	0
Payable à l'administration fédérale	265 450	265 450	0
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	1 127 560	249 935	877 625
Stocks et immobilisations	1 088 310	0	1 088 310
Opérations entre le territoire et les fonds spéciaux	33 109	33 109	0
Dépenses de capital reportées	0	215 083	-215 083
Northwest Territories Liquor Commission	6 141	1 743	4 398
Le bilan des Territoires du Nord-Ouest sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	756 330	572 022	184 308

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 15-13

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003 — Nunavut

	Actif	Passif	Avoir ²
	milliers de dollars		
Le bilan de Nunavut selon les comptes publics au 31 mars 2003	232 438	274 995	-42 557
Ajustements pour la production de données conformes au SGF ¹	21 808	256 852	-235 044
Addition de l'actif, du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ³, compris dans "l'univers SGF 1"	377 140	261 602	115 538
Additions tenant compte de la "convention des données brutes" du SGF ¹	14 347	14 347	0
Découverts bancaires	14 347	14 347	0
Déductions tenant compte des "opérations exclues du SGF 1"	369 679	19 097	350 582
Stocks et immobilisations	350 346	0	350 346
Opérations entre le territoire et les fonds spéciaux	19 097	19 097	0
Stocks de la régie d'alcool	236	0	236
Le bilan de Nunavut sur la base du SGF ¹ au 31 mars 2003	254 246	531 847	-277 601

1. Système de gestion financière.

2. Excédent de l'actif financier sur le passif.

3. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Qualité des données, concepts et méthodologie

Nous exposerons les concepts de base qui définissent les données présentées, ainsi que la méthodologie à la base de l'enquête et la qualité des données sous ses grands aspects. Nous ferons ressortir les forces et les limites des données et aiderons l'utilisateur à faire un usage et une analyse plus efficaces de cette information. Les indications que nous donnons faciliteront aussi les comparaisons avec les données d'autres enquêtes ou sources d'information et les conclusions à tirer au sujet des variations dans le temps.

- description des concepts des données
- méthodologie statistique
- définition des principales variables

Description des concepts des données

Introduction

Nous recueillons et assemblons les données en nous reportant au guide de classification Système de gestion financière (SGF). Nous réunissons cette information pour toute la population du secteur public (voir le diagramme du secteur public) selon le dénombrement qu'en fait la Division des institutions publiques et la description qu'en donne le Registre des entreprises de Statistique Canada. S'il est possible d'effectuer un tel recensement, c'est qu'on peut utiliser les états financiers vérifiés accessibles au public, les comptes publics et d'autres renseignements administratifs émanant des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales et de leurs organes. On le complète par des données d'enquête sur les hôpitaux, les établissements de soins pour bénéficiaires internes et des données sur les collèges et les universités que recueillent respectivement l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), la Division de la statistique de la santé et le Centre de la statistique de l'éducation (CSE). Quant aux données relatives aux entreprises publiques locales, provinciales, territoriales et fédérales, elles sont tirées des rapports annuels de sources publiques et des déclarations trimestrielles d'enquête.

Description et utilisation des données

Les données que nous présentons viennent des états financiers par lesquels les administrations publiques et leurs organismes décrivent d'ordinaire leur situation financière.

Elles portent notamment sur les aspects suivants :

- actif, passif et avoir figurant au bilan
- recettes, dépenses et surplus (+) ou déficit (-)
- emploi et salaires et traitements dans le secteur public (complément d'information)

Ces statistiques ont deux grands usages. Elles mesurent d'abord la situation financière selon les composantes et les sous-composantes du secteur public. Ces mesures statistiques servent à une grande diversité d'économistes et d'analystes de l'industrie des secteurs privé et public. Les données servent en outre à étalonner les estimations annuelles et trimestrielles relatives aux administrations publiques dans le Système canadien de comptabilité nationale (SCCN).

Couverture

L'économie intérieure se compose des secteurs des particuliers, des entreprises et des administrations publiques. La présente publication porte tant sur les administrations publiques que sur les entreprises, financières ou non, que contrôlent les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales et qui exercent des activités commerciales dans le secteur des entreprises.

Unité statistique

À des fins statistiques, Statistique Canada définit une hiérarchie d'unités pour chaque organisme. Voici par ordre décroissant d'importance les quatre unités statistiques types qui sont employées :

- entreprise
- compagnie
- établissement
- emplacement

Dans la présente publication, l'unité statistique utilisée est l'entreprise. Dans l'univers statistique du secteur public, ce sont les unités institutionnelles que l'on mesure. Elles se comparent aux entreprises dans la hiérarchie que nous venons de décrire. Le secteur public contient toutes les unités institutionnelles contrôlées et principalement financées par les administrations publiques. Une telle unité est « une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de prendre des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités »^{1,2,3}. Le contrôle en question peut prendre la forme d'une propriété exclusive de l'unité institutionnelle ou d'une participation majoritaire à son capital-actions donnant droit de vote. La disponibilité d'un jeu complet d'états financiers annuels est le préalable de toute caractérisation d'une entité comme unité institutionnelle du secteur public.

Concepts, définitions et pratiques comptables

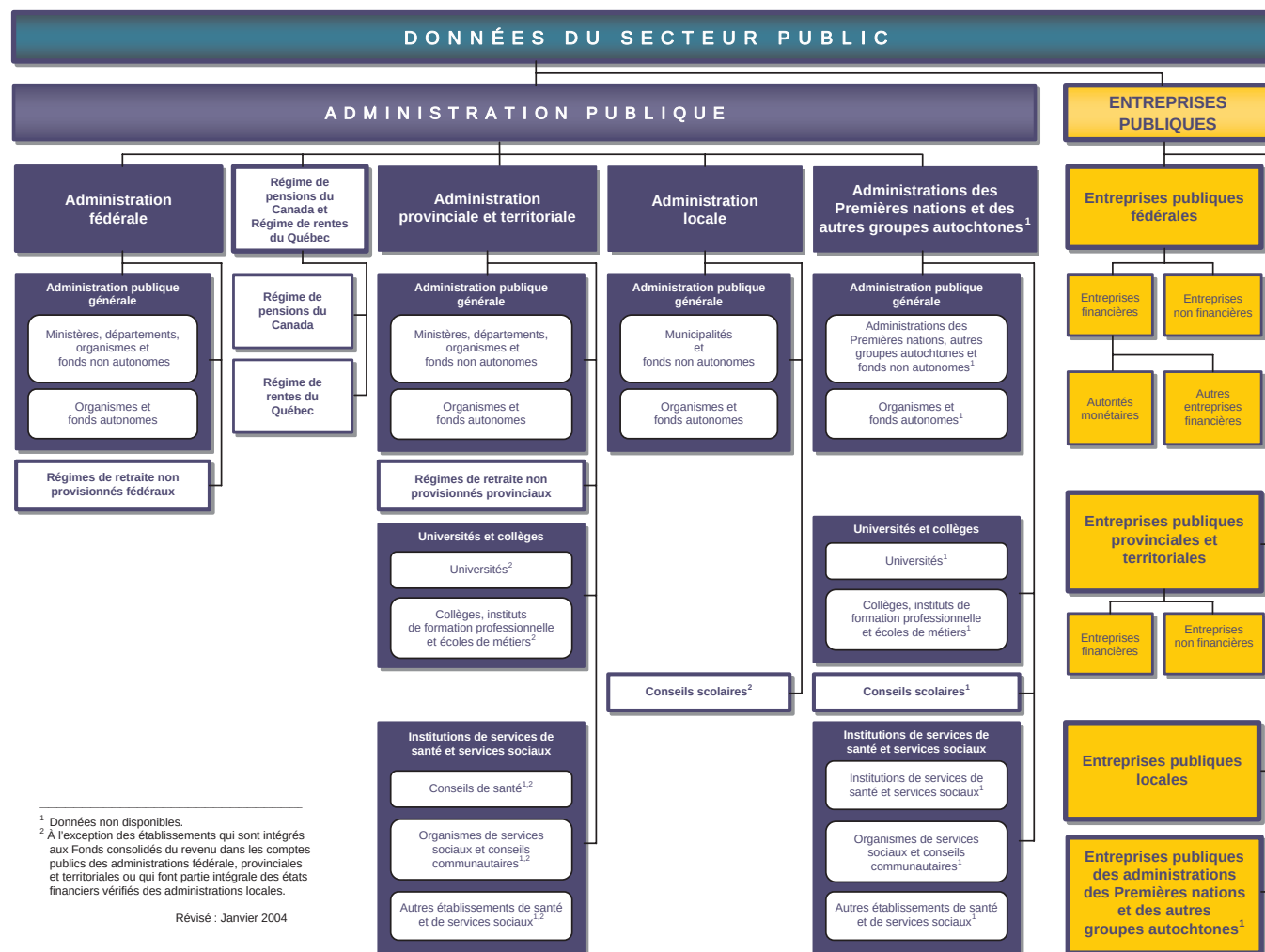
Les concepts et les définitions qui intéressent la plupart des administrations (fédérale, provinciales, territoriales et locales) sont fondés sur les lignes directrices du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les méthodes comptables doivent être conformes aux Principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'ICCA.

1. Source : *Système de comptabilité nationale 1993*, ch. IV, p. 87, par. 4.2.

2. Le *Système de comptabilité nationale 1993* est le guide international d'élaboration des comptes nationaux. Il présente un cadre comptable complet par lequel on peut assembler des données économiques et les présenter sous une forme se prêtant à l'analyse économique, à la prise de décisions et à l'élaboration de politiques.

3. *Manuel de statistiques de finances publiques (SFP) 2001* du FMI, ch. 2, p. 9, par. 2.11.

L'univers statistique SGF



Classification financière et présentation

Parce qu'il n'y a pas de classification type des postes financiers qui soit généralement reconnue, nous avons dû élaborer le Système de gestion financière (SGF) de sorte que l'information présentée soit homogène pour toutes les entreprises du secteur public. Nous avons quelque peu condensé la nomenclature financière employée dans cette publication pour une présentation générale selon les composantes du secteur public et les niveaux d'administration publique.

Le Système de gestion financière (SGF) est un cadre comptable conçu pour la production de séries statistiques à la fois cohérentes et compatibles. Il porte sur les données d'opérations financières et d'emploi de toutes les unités statistiques du niveau de l'entreprise du secteur public. Il existe des liens directs entre ce système, la classification fiscale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les statistiques des finances publiques (SFP) de la classification fonctionnelle des dépenses du Fonds monétaire international (FMI). Les deux systèmes SGF et SFP classifient les dépenses publiques selon les objets ou les articles de dépense principaux. De même, ils classifient les recettes selon l'assiette fiscale ou la source.

Méthodologie statistique

Plan d'enquête

Nous avons combiné les sources d'information suivantes pour le recensement de toutes les unités de la population d'intérêt, à savoir l'univers statistique du secteur public :

1. Données sur l'emploi et les salaires et traitements dans le secteur public en provenance des services centraux de la paie des administrations fédérale, provinciales et territoriales; les données correspondantes sur les autres unités du niveau de l'entreprise du secteur public viennent de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH) réalisée par la Division du travail de Statistique Canada.
2. Données sur les unités des entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales en provenance des rapports annuels de sources publiques et des enquêtes réalisées par la Division des institutions publiques de Statistique Canada.
3. Données administratives en provenance des comptes publics et des états financiers vérifiés des administrations fédérale, provinciales et territoriales et de leurs organismes pour la production des statistiques de situation financière; elles sont complétées par des données financières directement fournies par les administrations provinciales et territoriales.
4. Données sommaires sur les administrations locales en provenance des dossiers administratifs des ministères provinciaux et territoriaux des Affaires municipales.

Tableau explicatif 1

Recettes et nombre de salariés selon les sources de données, 2002-2003

Source de données	Nombre d'unités statistiques du niveau de l'entreprise	Porportion des recettes totales	Portion du nombre moyen de salariés
Entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales	378	19.3%	9.3%
Administration fédérale - comptes publics et entreprises liées	135	30.6%	12.6%
Administrations provinciales et territoriales - comptes publics et entreprises liées	3,035	36.8%	46.9%
Ministères provinciaux de l'Éducation et des Affaires municipales (municipalités, entreprises liées et conseils scolaires)	3,855 471		
Administrations locales	4,326	13.3%	31.2%
Total	7,874	100%	100%

Pour l'exercice 2002-2003, la base de sondage comprenait plus de 9 milles unités formant la population d'intérêt. Ce nombre a peu varié depuis. Les enquêtes trimestrielles auprès des entreprises publiques nous ont apporté des données pour les comptes nationaux du secteur des entreprises financières ou non. Par ailleurs, nous avons puisé des données annuelles pour toutes les unités statistiques du secteur public aux sources administratives accessibles au public.

Collecte et traitement

Les rapports comptables publics accessibles au public et fondés sur les structures et les pratiques de comptabilité et de déclaration des diverses administrations publiques sont la principale source de données administratives exploitée pour la production des séries statistiques annuelles sur le secteur public. L'information puisée aux

sources d'information disponibles se présente pour l'essentiel sous des formes hétérogènes et pour une diversité de jeux de variables. Pour fondre les données en question, il a fallu transformer ces sources en un jeu commun de variables livrant une information complète sur les états financiers. Nous avons dû laisser certains détails de côté, les données en question n'étant pas disponibles à toutes les sources.

Nous avons recueilli des données au niveau de l'entreprise tant pour la composante « administrations publiques » que pour la composante « entreprises publiques » du secteur.

Vérification et imputation

Nous soumettons les données à plusieurs vérifications de cohérence interne et de repérage de valeurs extrêmes. Pour les unités manquantes (sans réponse), nous procédons à une imputation à l'aide des données passées disponibles; sinon, nous imputons par la méthode du « plus proche voisin » (imputation par donneur). Cette dernière méthode fait intervenir les données auxiliaires disponibles pour un remplacement des données de l'unité manquante par celles d'une entité ayant les mêmes caractéristiques.

L'observation de la population du secteur public est presque totale. L'imputation de non-réponse varie selon les souscomposantes de ce secteur; le taux global d'imputation s'établit à moins de 2 %, tout comme d'ailleurs l'incidence générale de l'imputation sur les principales variables financières.

Estimation

Les estimations viennent d'une simple totalisation des données tirées des sources d'information pour chaque entreprise de la population d'intérêt.

Nous avons analysé les résultats d'enquête combinés avant leur diffusion. Il s'agit en général de procéder à un examen détaillé des réponses (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions économiques générales et des tendances passées et à des comparaisons avec d'autres sources de données.

Exactitude des données

Nous faisons des efforts considérables pour que toutes les opérations de collecte et de traitement obéissent à des normes élevées, mais les estimations obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Il y a deux catégories d'erreurs qui se glissent dans l'information statistique, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui interviennent dans ce programme, puisqu'il n'y a pas d'échantillonnage pour la production des estimations.

Elles ont des causes diverses et sont difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon la finalité des données. Comme exemples d'erreurs non dues à l'échantillonnage, on peut citer les lacunes de l'information communiquée par les organes du secteur public et les erreurs de traitement à l'étape de la saisie des données, par exemple.

Comparabilité des données et sources liées

Les statistiques agrégées du Système de gestion financière (SGF) diffèrent souvent de celles qui sont publiées par les gouvernements des secteurs de compétence sur lesquels elles portent. Le SGF utilise pourtant des données détaillées provenant de ces secteurs de compétence comme entrées pour ses propres calculs. Souvent, les données d'entrée du SGF ne sont définitives que plusieurs années après la date de référence, et plus les données d'entrée sont récentes, plus elles sont susceptibles d'être révisées. Pour ce qui est des données du SGF des deux dernières années, celles de l'année la plus récente sont fondées principalement sur des prévisions budgétaires et celles de l'année précédente, sur des rapports annuels non vérifiés. Ces données finissent par être remplacées par des comptes publics/états financiers officiels publiés par chacun des secteurs de compétence sur lesquels porte le SGF. Pour Statistique Canada, la disponibilité ultérieure de ces données révisées ou définitives exige, par ricochet, que les données du SGF soient modifiées en conséquence. Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

Par ailleurs, les séries annuelles sont continuellement évaluées au moyen d'une analyse de tendance, ainsi qu'à des comparaisons à d'autres séries financières pour en assurer la qualité et la cohérence. Par exemple, les données du secteur des administrations publiques sont comparées dans un processus d'étalonnage annuel aux statistiques des Comptes nationaux canadiens en ce qui concerne les tableaux Entrées-sorties ainsi que la série du Produit national brut.

C'est en 1997-1998 qu'on a modifié la procédure de caractérisation des dépenses de l'administration publique générale et des établissements de santé et de services sociaux du palier provincial-territorial selon les fonctions « services de santé » et « services sociaux » et leurs sous-fonctions. Ainsi, les données relatives à ces fonctions avant 1997-1998 ne seront comparables que si on agrège ces dernières.

Dans le Système de gestion financière, les statistiques ont fait l'objet d'amples révisions d'ordre méthodologique à l'occasion de ce qu'on a appelé la révision historique du Système canadien de comptabilité nationale (SCCN). On a ainsi mieux harmonisé le SGF et le SCCN. Les détails sur les modifications apportées aux statistiques SGF figurent dans la publication 68F0023X « Système de gestion financière ». Nous avons étendu le champ d'observation du secteur public canadien pour pouvoir statistiquement décrire de nouvelles sous-composantes. À cause de cette amélioration des méthodes, les données de la présente édition de la publication ne sont pas directement comparables à celles des versions antérieures. On peut consulter les statistiques révisées du secteur public en harmonisation jusqu'à l'exercice 1988-1989 selon le cadre classificatoire du SGF.

Période de référence

Avec ces séries annuelles, nous visons à décrire pour une certaine période de référence ce que font les administrations publiques en production de biens et de services et en distribution correspondante de ressources dans l'économie. Les données financières des établissements de santé et de services sociaux et de l'administration publique générale qui sont tirées de sources administratives ont pour cadre l'exercice qui va d'avril à mars. Quant aux données financières des municipalités, des établissements d'enseignement et des entreprises publiques, elles s'alignent le plus souvent sur l'année civile.

Confidentialité

La Loi interdit à Statistique Canada de rendre publique toute donnée susceptible de révéler de l'information obtenue en vertu de la Loi sur la statistique et se rapportant à toute personne, entreprise ou organisation reconnaissable sans que cette personne, entreprise ou organisation le sache ou y consente par écrit. Diverses règles de confidentialité s'appliquent à toutes les données diffusées ou publiées afin d'empêcher la publication ou la divulgation de toute information jugée confidentielle. Au besoin, des données sont supprimées pour empêcher la divulgation directe ou par recoupement de données reconnaissables.

Limites des données

En raison de certaines contraintes de déclaration financière, nous n'avons pu obtenir de données de bilan des sous-composantes suivantes du secteur public : entreprises publiques locales, universités, collèges et établissements de santé et de services sociaux.

Pour se prêter à une analyse transversale ou longitudinale en série chronologique, les définitions des données doivent être les mêmes dans et entre les périodes. En d'autres termes, les différences et les similitudes des données doivent être réelles et ne pas s'expliquer par des changements de concepts ni de définitions pour leur production.

Que des données soient exploitables à des fins d'analyse dépend du cadre conceptuel de leur utilisation. Il importe donc de savoir que les administrations publiques emploient des conventions comptables différentes. Certaines sont en comptabilité de caisse, d'autres en comptabilité d'exercice et d'autres encore combinent les deux méthodes, ce que l'on appelle communément la comptabilité de caisse modifiée. Des corrections peuvent permettre d'harmoniser les données issues de l'application de ces diverses conventions, mais une conversion entière à un même cadre comptable est impossible. Le Système de gestion financière accepte généralement les conventions comptables adoptées par les diverses administrations publiques.

L'administration publique évolue sans cesse dans sa structure. Une année, une fonction ou un service peut être assuré par un ministère et, l'année suivante, la responsabilité peut en être confiée à un organisme indépendant ou même passer en sous-traitance. Il serait donc difficile de comparer d'année en année les structures de déclaration et les opérations financières sans d'abord apporter de nombreuses corrections aux données de base. On a conçu le Système de gestion financière pour un remplacement des formes diverses des rapports financiers des administrations publiques en établissant des séries statistiques homogènes qui permettent d'utiles comparaisons avec les divers rapports, financiers ou non, en provenance des pouvoirs publics.

Plusieurs facteurs nuisent à une comparabilité intergouvernementale complète des données du Système de gestion financière. Ainsi, les opérations intergouvernementales ne sont pas toujours déclarées au même moment par les deux parties et les fins d'exercice peuvent aussi différer. Précisons en outre que les responsabilités se partagent différemment entre les paliers de l'administration publique et que les niveaux de service varient également. Nous n'avons nullement tenté de corriger les données en fonction de l'hétérogénéité de la prestation des services publics à tout palier ou entre paliers. Il reste que la convention de consolidation du SGF, qui permet de regrouper deux niveaux d'administration publique et plus en une même unité de consolidation (administrations provinciales et locales, par exemple), vient considérablement réduire l'incidence de cette hétérogénéité des services. Nous nous efforçons constamment de rendre les mesures plus utiles par l'adoption de concepts, de définitions et de cadres et de systèmes classificatoires uniformes.

Définition des principales variables

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public

Il s'agit des effectifs des administrations publiques et de leur rémunération.

Salarié :

quiconque est rémunéré pour services rendus ou se trouve en congé payé et à l'égard de qui l'employeur est tenu de produire un feuillet supplémentaire T4 à l'intention de l'Agence des douanes et du revenu du Canada; sont exclus les experts-conseils établis à leur compte et les salariés d'entreprises faisant de la soustraction pour une entité du secteur public.

1. **Salarié à plein temps** : tout salarié qui travaille habituellement toutes les heures de la semaine de travail normale de l'établissement.
2. **Salarié à temps partiel** : tout salarié qui travaille moins que toutes les heures de la semaine de travail normale de l'établissement.
3. **Employé** : tout salarié qui reçoit une rémunération de base sous forme de traitement hebdomadaire, mensuel ou annuel fixe.

Salaires et traitements :

les salaires et traitements comprennent les jetons de présence, les bonis et primes, les commissions, les gratifications, le revenu en nature, les indemnités imposables et les paiements salariaux à titre rétroactif; on les estime en valeur brute, c'est-à-dire avant les retenues de paiements salariaux aux régimes d'impôt sur le revenu, d'assurance-emploi ou de retraite; comme les salaires et traitements s'accumulent dans le temps, on comptabilise les paiements rétroactifs le mois et l'année où ils sont effectués; est enfin exclu le revenu supplémentaire de travail sous forme de cotisations patronales aux régimes de retraite, d'assurance-maladie et autres de même nature.

Bilan

État financier sommaire de l'actif financier, du passif et de l'avoir à un moment quelconque, ordinairement à la fin de l'exercice.

1. **Actif financier** : actif à caractère financier comme l'encaisse, les comptes débiteurs et les titres.
2. **Passif** : obligations d'une entité qui sont nées d'opérations passées et qui peuvent donner lieu à la cession d'actifs ou à la prestation de services, qu'il s'agisse de découverts bancaires, de comptes créditeurs, d'avances, de numéraire en circulation, de bons du Trésor, d'obligations garanties ou non ou d'autres titres.
3. **Valeur nette (avoir)** : excédent de l'actif financier sur le passif.

Consolidation

Regroupement des statistiques financières relatives à deux entités ou plus de manière à éliminer les soldes et les opérations entre entités et donc à prévenir tout double compte.

1. **États consolidés des administrations publiques** : terme général désignant la consolidation des comptes de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales, des administrations locales et du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Recettes et dépenses

Recettes, dépenses et surplus (+) ou déficit (-).

1. Les **recettes** sont notamment l'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation, l'impôt foncier et les taxes apparentées, le produit de la vente de biens et de services, le revenu de placements et les transferts généraux et spéciaux en provenance des autres sous-secteurs publics.
2. Les **dépenses** se font notamment en services comme les suivants : protection des personnes et des biens, transports et communications, santé, services sociaux, éducation, conservation des ressources et développement industriel, environnement, loisirs et culture, travail, emploi et immigration, logement, établissements de recherche et service de la dette.
3. **Excédent** : excédent des recettes sur les dépenses.
4. **Déficit** : excédent des dépenses sur les recettes.

Glossaire

Actif : bien appartenant à une personne propre susceptible de lui procurer un avantage économique futur.

Actif financier : actif de nature financière, comme par exemple les liquidités, les créances et les titres.

Administration publique consolidée : le terme général pour la consolidation de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales, des administrations locales, du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.

Avoir net : excédent de l'actif financier sur le passif.

Bilan : document exposant à une date donnée la situation financière de l'entité en a qui a trait aux éléments d'actif, du passif et des avoirs propres. Ces éléments sont habituellement présentés à la fin de l'année financière.

Comptabilité d'exercice : méthode qui consiste à tenir compte des produits et des charges découlant des opérations d'un exercice lorsque les produits sont gagnés et les charges engagées, que les rentrées de fonds ou les décaissements soient survenus au cours de la même période ou non.

Comptabilité de caisse : méthode qui consiste à ne comptabiliser les produits et les charges que lorsque les opérations en question donnent lieu à des rentrées ou des sorties de fonds.

Comptabilité de caisse modifiée : recours à une convention de comptabilité de caisse au cours d'une période comptable, et inscription des produits à recevoir à la fin de la période, par exemple comptes fournisseurs, paiements de transfert et impôts dans certains cas. Ce type de comptabilité est surtout utilisé par les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, mais il n'existe pas d'uniformité quant aux produits à recevoir.

Consolidation : regroupement des données statistiques financières pour deux entités ou plus de façon à éliminer les soldes et les transactions entre les entités.

Convention brute : présentation des revenus et dépenses et des postes du bilan sur une base brute sans aucune déduction.

Déficit : excédent des dépenses par rapport aux recettes.

Dettes brute : ensemble du passif d'une administration publique.

Dettes garantie : emprunts émis par des organismes externes au gouvernement (par exemple, entreprises publiques) qui sont garantis par une administration publique.

Dettes nette : excédent du passif sur l'actif financier.

Employé : toute personne qui reçoit un salaire et toute personne en congé payé pour laquelle l'employeur est tenu de remplir une déclaration T-4 supplémentaire de l'Agence des douanes et du Revenu Canada. Non compris sont les consultants indépendants et les employés des compagnies sous contrat avec une entité du secteur public.

Employé à temps partiel : toute personne qui travaille un nombre d'heures inférieur à celui de la semaine normale de travail de l'établissement.

Employé à temps plein : toute personne qui travaille habituellement le nombre d'heures compris dans la semaine normale de travail de l'établissement.

Excédent : surplus des recettes par rapport aux dépenses.

Flux financier : enregistre le mouvement de l'actif et du passif entre deux périodes.

Fonds d'amortissement : fonds institué pour le rachat des obligations et des débetures.

Fonds spéciaux : organisme créé par les administrations publiques ou par un certain nombre d'administrations publiques qui agit en tant que prolongement spécialisé des organismes ministériels.

Formation brute de capital fixe : comprend les dépenses se rapportant aux biens tangibles durables devant être amorties sur une période d'un an ou plus. Seuls les nouvelles constructions ou le nouvel équipement ou machinerie sont inclus.

Immobilisations : biens tangibles, comme par exemple un terrain, des bâtiments, de l'équipement, etc. pour lesquels on peut s'attendre à ce que la durée de vie utile soit étendue sur plusieurs périodes comptables.

Obligation (non garantie) ou débenture : titre de créance négociable qui n'est généralement pas garanti pas des biens spécifiques mais plutôt par la réputation de crédit de l'organisme qui l'a émis.

Passif : les passifs sont des obligations de l'entité par suite d'opérations dont le règlement pourra nécessiter le transfert d'actifs ou la prestation de services.

Passif éventuel : dettes potentielles qui peuvent se transformer en dettes réelles dont l'issue ultime dépend d'un ou de plusieurs événements futurs.

Produit intérieur brut (PIB) : est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation d'intrants achetés auprès d'autres producteurs de produits et services.

Salaires et traitements : les salaires et traitements comprennent les jetons de présence des administrateurs, les primes, les commissions, les gratifications, le revenu en nature, les allocations imposables et les rappels de salaire. Les estimations des salaires et traitements sont fondées sur des chiffres bruts, c'est-à-dire, avant déduction de l'impôt sur le revenu, des cotisations d'assurance-chômage, des cotisations à des caisses de retraite, etc. Les salaires et traitements accumulés avec le temps, comme les rappels de salaire, est prise en compte durant le mois et l'année au cours desquels elle est versée. Exclut les cotisations obligatoires et les contributions volontaires des employeurs en faveur des employés aux régimes de pensions et aux régimes privés et publics d'assurance sociale qui sont traités comme revenu supplémentaire du travail.

Salarié : toute personne dont la rémunération de base est calculée selon un taux fixe hebdomadaire, mensuel ou annuel.

Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique

Recettes

Recettes de sources propres

Impôts sur le revenu

- (a) **Impôts sur le revenu des particuliers**— Cette catégorie comprend les prélèvements généraux sur le revenu des particuliers et les bénéfices des entreprises non constituées en société, ainsi que les prélèvements spéciaux sur le revenu, telle une surtaxe, auxquels les administrations publiques recourent de temps en temps. Le produit de l'impôt sur les gains de capital des particuliers et des entreprises non constituées en société est également inclus. Les crédits d'impôt remboursables font également partie de cette catégorie et sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur inscription aux comptes des recettes ou des dépenses.
- (b) **Impôts sur les profits des sociétés**— Cette catégorie comprend la plupart des impôts levés par les administrations fédérale et provinciales sur les bénéfices imposables des sociétés. Les impôts spéciaux levés à l'occasion sur les sociétés et les crédits d'impôt remboursables sont également inclus. Ils sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses.
- (c) **Impôts sur l'exploitation minière et forestière**— Cette catégorie représente les impôts particuliers qui sont parfois levés sur les bénéfices des sociétés du secteur des ressources naturelles. Elle comprend aussi les crédits d'impôt remboursables que l'on ramène à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses. Antérieurement, les impôts visés étaient traités comme des recettes tirées des ressources naturelles.
- (d) **Impôts directs des non résidents**— Cette catégorie comprend l'impôt fédéral retenu à la source sur les versements aux non résidents (particuliers ainsi que sociétés) de dividendes, d'intérêts, de loyers, de redevances, de pensions alimentaires, d'honoraires de gestion et de sommes provenant d'arrangements fiduciaires ou successoraux, ainsi que les retenues visant les compagnies d'assurance Étrangères.
- (e) **Autres impôts sur le revenu**— Cette catégorie regroupe tous les impôts sur le revenu qu'on ne peut classer ailleurs.

Taxes à la consommation

- (a) **Taxes générales de vente**— Il s'agit du produit de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et des taxes provinciales sur les ventes au détail. En avril 1996, l'administration fédérale a conclu une entente avec trois provinces (Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse) en vue d'harmoniser la taxe de vente provinciale et la TPS fédérale. Les remises de l'administration fédérale à ces trois provinces au titre de la nouvelle taxe de vente harmonisée (TVH) rentrent également dans la présente catégorie.
- (b) **Taxes sur les boissons alcoolisées**— Comprend la Taxes d'accise sur le nombre de gallons d'alcool, ainsi tout impôt spécial, taxe ou droit d'accise perçu sur la production et la vente de boissons alcoolisées.
- (c) **Taxes sur le tabac**— Cette catégorie englobe les impôts spéciaux, comme la taxe d'accise, les droits d'accise et les taxes provinciales particulières, prélevés sur la production et la vente des produits du tabac. Les taxes générales de vente et les droits de douane applicables à ces produits sont comptabilisés sous les rubriques portant ces titres, respectivement.

- (d) **Taxes sur les divertissements**– Cette catégorie regroupe les taxes perçues sur les droits d'entrée dans les cinémas et les théâtres ainsi que sur les activités récréatives, culturelles et autres divertissements. Les taxes levées par les administrations provinciales sur les paris mutuels des champs de course et sur les jeux de hasard des casinos rentrent aussi dans cette catégorie.
- (e) **Taxes sur les carburants**– Cette catégorie regroupe le produit des taxes spéciales sur l'essence, le carburant pour aéronef, le carburant diesel, le propane et d'autres substances utilisées comme carburant.
- (f) **Droits de douane**– Cette catégorie concerne uniquement le palier fédéral; elle comprend le produit des droits imposés sur les marchandises importées au Canada, comme les biens manufacturés, les aliments, les boissons et le tabac.
- (g) **Bénéfices remis tirés de la vente des boissons alcooliques**– Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les régies des alcools appartenant à l'État. Puisque ces régies fonctionnent comme des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).
- (h) **Bénéfices remis tirés des jeux de hasard**– Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les loteries et autres sociétés de jeux appartenant à l'État. Comme ces loteries et autres sociétés sont des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).
- (i) **Autres taxes à la consommation**– Cette catégorie englobe la taxe de transport aérien, les taxes sur les repas et les chambres d'hôtel, ainsi que les taxes à la consommation diverses.

Impôts fonciers et impôts connexes

- (a) **Impôts fonciers généraux**– Au Canada, l'imposition des biens immobiliers (terrains et construction) est répartie entre les administrations provinciales et locales. Dans les données statistiques sur les administrations provinciales, le produit de l'impôt foncier n'inclut pas les montants perçus pour les administrations locales qui leur sont versés; les administrations locales, quant à elles, ajoutent à l'impôt foncier qu'elles perçoivent elles-mêmes le montant qui est perçu en leur nom et qui leur est versé. Les biens immobiliers que possèdent et occupent la plupart des administrations publiques sont exonérés de l'impôt foncier. Pour compenser une administration pour la perte de recettes due à cette exemption, les administrations fédérale et provinciales versent une compensation tenant lieu de taxe foncière aux administrations provinciales et locales qui lèvent les impôts fonciers. Cette catégorie englobe les prélèvements sur terrains (redevances forfaitaires d'exploitations perçus sur les propriétés foncières qui bénéficient d'améliorations locales ou d'aménagements durables supplémentaires), les Impôts fonciers particuliers (impôt levé par une municipalité sur un groupe particulier de propriétés en paiement d'un service, comme l'installation de trottoirs, ne visant que ces propriétés), de même que les compensations tenant lieu de taxes foncières.
- (b) **Impôts sur le capital**– Cette catégorie comprend l'impôt prélevé par les administrations fédérale et provinciales sur le capital versé aux sociétés.
- (c) **Autres impôts fonciers et impôts connexes**– Cette catégorie comprend les droits de cession immobilière, les taxes d'affaires et les impôts sur le patrimoine.

Autres impôts

- (a) **Impôts sur la masse salariale**– Cette catégorie englobe les recettes fiscales correspondant aux cotisations versées par les employeurs au prorata des traitements et salaires. Dans certaines provinces, le produit de ces charges sert à financer plusieurs fonctions, tandis que dans d'autres, il est affecté spécialement au financement des services de santé et(ou) d'éducation ou de formation des travailleurs. En 1998, quatre provinces, à savoir Terre-Neuve, le Québec, l'Ontario et le Manitoba, percevaient des impôts sur la masse salariale. Les contributions des employeurs au RPC, au RRQ, au régime d'assurance-emploi etc., dont le montant, dans une certaine mesure, se fonde également sur les salaires et traitements, sont comptabilisées sous la rubrique « Contributions aux régimes d'assurance sociale ».
- (b) **Immatriculation (droits et permis) des véhicules automobiles**– Cette catégorie regroupe les produits des droits d'enregistrement, des permis de conduire et d'autres droits relatifs à la propriété et à l'utilisation de véhicules automobiles.
- (c) **Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles**– Cette catégorie comprend les taxes perçues au titre de la propriété privée ou de la production de ressources naturelles. La taxe sur la propriété franche des droits miniers rentre dans cette catégorie. Les droits de permis versés pour pouvoir entreprendre des activités touchant les ressources naturelles, à l'exception des activités d'exploration, sont également inclus.
- (d) **Impôts divers**– Cette catégorie englobe les primes d'assurances-agricoles, les impôts sur les primes d'assurance, les permis de chasse et de pêche, les permis de vente d'alcool et autres licences et permis, les amendes et pénalités imposées aux entreprises, ainsi que les dons des entreprises.

Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments

Cette catégorie comprend les primes perçues par certaines provinces et utilisées spécialement pour financer les régimes d'assurance-hospitalisation et soins médicaux et d'assurance-médicaments.

Contributions aux régimes de sécurité sociale

Ces contributions sont ventilées selon cinq catégories : cotisations au régime d'assurance-emploi; cotisations aux commissions des accidents du travail; contributions aux régimes de retraite non provisionnés; cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec; autres contributions aux régimes de sécurité sociale.

Vente de biens et de services

En qualité de fournisseurs de biens et de services publics, les entités qui font partie de la composante des administrations publiques du secteur public entreprennent des opérations de nature commerciale avec les organismes ou particuliers du secteur privé et avec d'autres entités de la composante des administrations publiques. Les recettes qu'elles tirent de ces opérations sont classées dans la catégorie « Vente de biens et de services », que l'on pourrait définir comme les rentrées de droits et redevances payées au prorata du coût de la distribution des biens et des services publics fournis aux payeurs.

Revenus de placements

Cette catégorie comprend les redevances sur les ressources naturelles, les bénéfices commerciaux remis, les intérêts et les autres revenus de placements.

Autres recettes de sources propres

Cette catégorie englobe les autres amendes et pénalités, les transferts de nature capitale de sources propres, les dons et diverses recettes de sources propres.

Transferts

Transferts à des fins générales en provenance d'autres composantes de l'administration publique

Les transferts à des fins générales sont ventilés selon le palier d'administration publique d'où provient le transfert. Les transferts en provenance de l'administration fédérale sont catégorisés comme suit : Transferts de capitaux en provenance de l'administration; Subventions statutaires; Part de l'impôt fédéral sur les dividendes privilégiés et sur les bénéfices de certaines entreprises de services publics; Paiements de garantie des recettes fiscales; Péréquation; Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux; Réciprocité fiscale; Paiements de stabilisation fiscale

Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique

Les transferts à des fins particulières sont ventilés selon le palier d'administration publique qui les accorde. Cette catégorie couvre les transferts qui s'appliquent à des activités particulières, comme les transferts de l'administration fédérale aux provinces pour l'amélioration de certaines autoroutes, les transferts des administrations provinciales aux municipalités pour la collecte des eaux usées et l'élimination des déchets, ainsi que les transferts des administrations provinciales aux établissements d'enseignement et de la santé pour les aider à financer leurs activités.

Dépenses

Services généraux de l'administration publique

Cette catégorie englobe les services exécutifs et législatifs, l'administration générale et les autres dépenses de nature générale.

Protection de la personne et de la propriété

Cette catégorie comprend tous les frais encourus pour dispenser les services destinés à assurer la sécurité des personnes et de la propriété. La protection dépasse la simple sauvegarde contre des attaques extérieures et des actions criminelles; elle couvre aussi les mesures destinées à protéger les particuliers de toute négligence et de tout abus, ainsi que celles qui ont pour objet d'assurer la bonne marche des affaires de la société. Cette catégorie englobe la défense nationale, les cours de justice, les services correctionnels et de réadaptation, les services de police, la lutte contre les incendies et les services de réglementation.

Transports et communications

Cette catégorie couvre les dépenses reliées à toutes les phases de l'acquisition, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des installations et du matériel de transport et de communication pertinents ainsi que celles qui sont affectées à l'ingénierie et aux relevés techniques connexes. Cette catégorie inclut les transferts des administrations publiques à leurs entreprises publiques qui s'occupent d'activités de transport, en particulier les services de transport en commun et les services ferroviaires. La catégorie englobe le transport aérien, le transport routier, le transport en commun, le transport par chemin de fer, le transport maritime, le transport par pipelines et les télécommunications.

Santé

Cette fonction regroupe les dépenses engagées par les administrations publiques pour s'assurer que tous les citoyens aient accès à tous les services de santé nécessaires. On classe à cette fonction les dépenses des entités connexes des hôpitaux, c'est-à-dire les entités qui existent pour fournir des biens et des services aux patients, aux membres du personnel et à d'autres (services de restauration, stationnement, etc.). Les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services sociaux fournissant des soins médicaux et des services d'infirmières autorisées sont considérés comme des établissements offrant des services de santé, tandis que ceux qui offrent le gîte et le couvert mais ne prodiguent que peu de services médicaux et infirmiers, voire aucun, sont considérés comme des établissements fournissant des services sociaux. La fonction de la santé comprend quatre sous-fonctions.

- (a) **Soins hospitaliers**– Cette sous-fonction couvre les dépenses relatives à toutes les formes de services hospitaliers, c'est-à-dire ceux fournis par les hôpitaux généraux et par les maisons spécialisées pour les maladies graves, les maladies chroniques, les maladies mentales, la convalescence et l'isolement. Les dépenses relatives aux écoles de sciences infirmières rattachées aux hôpitaux sont aussi incluses. Si ces écoles relèvent du ministère de l'Éducation, les dépenses pertinentes sont imputées à la sous-fonction « Enseignement post secondaire ». Les dépenses de tous les hôpitaux (privés, publics, religieux, etc.) sont imputées à cette sous-fonction, sauf celles des hôpitaux des forces armées et des anciens combattants, dont les dépenses sont imputées aux sousfonctions « Défense nationale » et « Prestations aux anciens combattants », respectivement.
- (b) **Soins médicaux**– Cette sous-fonction englobe toutes les dépenses relatives aux programmes généraux de soins médicaux et de médicaments, aux services de dentisterie et d'infirmières visiteuses ainsi qu'aux services de consultations externes. Elle inclut aussi les dépenses pour soins médicaux des hôpitaux et des établissements publics de soins pour bénéficiaires internes, celles des commissions des accidents du travail et d'autres établissements publics de santé et de services sociaux. Les transferts aux établissements privés de soins pour bénéficiaires internes et à d'autres établissements privés de santé et de services sociaux visant le financement des services médicaux qu'ils prodiguent sont également imputés à cette sousfonction.
- (c) **Soins préventifs**– Cette sous-fonction inclut une grande variété de dépenses destinées à prévenir les maladies ou à en atténuer les effets. Elle couvre les services de santé publique, les services de dépistage des maladies contagieuses (y compris l'immunisation, le traitement, l'isolement et la quarantaine à l'extérieur des hôpitaux), les services d'inspection des aliments et des médicaments, les hôpitaux qui offrent des services préventifs aux malades, les établissements publics (non situés dans les hôpitaux, comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services conseils sur l'hygiène et la nutrition, et les organismes publics engagés dans la recherche sur les causes et les conséquences de maladies et de toxicomanies particulières (comme les fondations dédiées au traitement du cancer). Dans cette sous-fonction on retrouve les transferts aux établissements privés qui prodiguent des soins préventifs, c'est-à-dire les établissements privés de soins pour bénéficiaires internes.
- (d) **Autres services de santé**– Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux établissements qui se spécialisent dans le traitement des déficients mentaux ou des personnes souffrant de troubles affectifs et aux services de laboratoire et de diagnostic, les subventions accordées aux organismes paramédicaux et les dépenses relatives à d'autres services liés à la santé, comme l'administration des ministères de la Santé, la statistique de la santé, la formation du personnel des établissements de santé, la réadaptation, les services ambulanciers, ainsi que les indemnités versées aux personnes blessées et à celles qui sont à leur charge, lorsque ces indemnités ne peuvent être attribuées aux autres sous-fonctions. Les dépenses pour la protection de la santé et l'inspection sanitaire, ainsi que les dépenses des entités connexes des établissements de santé et de services sociaux sont également incluses.

Services sociaux

La portée de cette fonction dépasse le concept de bien-être social qui englobe l'aide (transferts) et les services prodigués aux particuliers si désavantagés que les services universels de sécurité sociale ne permettent pas de leur procurer le bien-être nécessaire ou qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier de ces services. Cette fonction englobe les mesures prises par l'administration publique, soit seule, soit en collaboration avec les citoyens, pour venir en aide aux personnes ou aux familles dont le bien-être est rendu précaire par un concours de circonstances incontrôlables, ou pour prévenir de telles situations. La fonction comprend les six sousfonctions suivantes :

- (a) **Assistance sociale**– Cette sous-fonction regroupe les paiements de transfert (y compris les crédits d'impôt remboursables) ayant pour objectif d'aider les particuliers et les familles à maintenir un niveau de revenu socialement acceptable. Bien que considérées comme une forme d'aide au revenu, les indemnités pour accident du travail, les prestations au titre des régimes de retraite des employés, les allocations aux anciens combattants et les indemnités aux victimes d'accidents d'automobiles sont imputées à une sous-fonction distincte. La présente sous-fonction comprend les dépenses relatives aux prestations de bien-être général accordées aux personnes désavantagées, aux crédits d'impôt remboursables et aux rabais d'impôt accordés aux particuliers ou aux familles à revenu faible et moyen. (Ces crédits et rabais d'impôt sont devenus de plus en plus des instruments de la politique sociale visant à annuler l'impôt que doivent verser les personnes âgées ou désavantagées, comme les crédits d'impôt foncier et de taxe de vente), les dépenses au titre des régimes contributifs, dont le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, et des régimes non contributifs, comme la Sécurité de la vieillesse (y compris le Supplément de revenu garanti), les allocations familiales et les prestations pour enfants versées aux termes des programmes des administrations fédérale et provinciales, les prestations d'assurance-emploi, le supplément de loyer, les allocations au conjoint et les allocations aux aveugles et aux personnes handicapées. Les coûts administratifs relatifs à ces programmes sont également inclus.

- (b) **Indemnités aux victimes d'accidents du travail**– Cette sous-fonction inclut les dépenses administratives et le versement d'autres indemnités que celles couvrant les services de réadaptation et de soins médicaux, liées aux programmes d'indemnisation des accidents du travail.

- (c) **Prestations et autres paiements des régimes de retraite**– Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux opérations suivantes : (i) Prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pension qui sont intégrés au cadre budgétaire de l'administration publique (régimes à mode de financement au fur et à mesure) comme le régime de retraite de la Fonction publique de la Saskatchewan et (ii) Les prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pensions non provisionnés, c'est-à-dire les régimes dont les comptes sont entièrement séparés dans le Fonds consolidé du revenu, sans toutefois qu'ils représentent des unités institutionnelles distinctes comme le Compte de pension de retraite de la Fonction publique de l'administration fédérale, de mêmes que les excédents annuels (contributions de l'employé et de l'employeur plus les intérêts gagnés, moins les pensions et les bénéfices déboursés) des régimes de pension non-provisionnés, qui est considérée comme une créance de l'administration publique à l'égard des ménages.

- (d) **Prestations aux anciens combattants**– Cette catégorie englobe, outre les frais administratifs, les prestations de retraite, les allocations et les subventions, les dépenses afférentes à l'administration des hôpitaux pour anciens combattants, à la fourniture de produits médicaux et de prothèses, à la prestation de services médicaux, d'enseignement et de bien-être social, ainsi qu'aux remises de dettes en vertu de la Loi sur les terres visant les anciens combattants.

- (e) **Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile**– Cette sous-fonction inclut les indemnités versées aux victimes de dommages corporels prévues par les régimes d'assurance automobile des administrations publiques.

- (f) **Autres services sociaux**– Cette sous-fonction regroupe les dépenses associées aux services rendus aux personnes âgées, aux personnes incapables de mener une vie normale à cause d'un handicap physique ou mental, aux personnes provisoirement incapables de travailler à cause d'une maladie, aux ménages ayant des enfants à charge, aux personnes qui survivent à un conjoint, à un parent, etc. et à d'autres personnes dans le besoin. Elle inclut aussi les dépenses directes des établissements publics (hôpitaux, établissements de soins pour bénéficiaires internes, autres établissements de santé et de services sociaux) qui fournissent des services sociaux et les transferts aux organismes privés (comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes) qui fournissent des services similaires.

Éducation

Cette fonction comprend les frais de mise en place, d'amélioration et de fonctionnement des systèmes d'éducation et la fourniture de services particuliers d'enseignement. On y retrouve aussi les dépenses des entités connexes des collèges et universités, c'est-à-dire les entités qui fournissent des biens et des services aux étudiants, aux membres du personnel et à d'autres personnes (librairies, services de restauration, résidences, stationnement). Elle est ventilée en quatre sous-fonctions, à savoir :

- (a) **Éducation primaire et secondaire**— Cette sousfonction regroupe les dépenses associées aux services d'enseignement de la maternelle à la fin de l'école secondaire. Elle comprend aussi les dépenses affectées à la formation technique et professionnelle dispensée au niveau secondaire, celles relatives à l'administration générale et au maintien des normes, aux contributions des administrations publiques, à titre d'employeurs, aux régimes de retraite des enseignements, à l'aide aux étudiants, à la construction de bâtiments et au fonctionnement des programmes d'enseignement. On y classe les dépenses pour le transport des étudiants, les manuels scolaires, les ordinateurs ainsi que le matériel et les fournitures didactiques. Les écoles pour handicapés, ainsi que celles pour Indiens et Inuits et les transferts aux écoles primaires et secondaires privées appartiennent aussi à cette sous-fonction.
- (b) **Éducation post-secondaire**— Cette fonction concerne le genre d'enseignement généralement dispensé par les universités, les collèges communautaires décernant ou ne décernant pas de diplôme et les établissements d'enseignement spécialisé. Ces établissements comptent les écoles normales, les instituts techniques avancés et les collèges communautaires, les CÉGEPs, les conservatoires de musique et les écoles qui se spécialisent dans la formation des artistes, ainsi que les cours de sciences infirmières offerts par les universités et les collèges. Cette catégorie inclut les transferts et les dépenses directes imputées au fonctionnement des universités, des collèges et des établissements fournissant ce genre d'enseignement. On y classe également les bourses d'études et les autres formes d'aide financière aux étudiants (exonération de remboursement de prêts, exemption des intérêts, etc.), ainsi que les crédits remboursables d'impôt pour études. Les catégories de dépenses couvertes par cette sous-fonction sont essentiellement les mêmes que celles mentionnées à la sous-fonction « Éducation primaire et secondaire ».
- (c) **Services particuliers de recyclage**— Cette sousfonction comprend les dépenses engagées pour rehausser le niveau d'habileté et de compétence des particuliers. Elle inclut le coût des cours offerts aux termes du Programme fédéral de formation de la main-d'oeuvre et du nouvel accord sur le développement du marché du travail, les achats de services de formation en milieu de travail à l'intention des bénéficiaires de l'assurance-chômage, les allocations en espèces ou les subventions accordées aux travailleurs et aux personnes prêtes à travailler qui suivent une formation, les crédits d'impôt visant à encourager les sociétés à offrir une formation systématique à leurs employés et d'autres services semblables. Les dépenses relatives à la formation des policiers, qui sont imputées à la fonction « Protection de la personne et de la propriété » sont exclues.
- (d) **Autre éducation**— Cette sous-fonction regroupe les dépenses qui ne peuvent être classées dans aucune autre sous-fonction ou qui en chevauchent plusieurs. On inclut les dépenses d'administration générale des ministères de l'Éducation, le coût de l'activité statistique et de la recherche relative à la fonction d'éducation et les dépenses des programmes d'apprentissage. Les versements faits par une administration publique à une autre administration publique ou à un organisme du secteur privé pour favoriser l'apprentissage des langues officielles, ainsi que les coûts de cours spéciaux, comme les cours du soir et les cours par correspondance, font également partie de cette catégorie. Les dépenses des entités connexes des collèges et des universités, comme les librairies et les cafétérias sont aussi incluses.

Conservation des ressources et développement de l'industrie

Cette catégorie regroupe une vaste gamme de services liés à la conservation et à l'exploitation des ressources naturelles, ainsi qu'au développement et à la promotion de l'industrie. On la ventile dans les sous-catégorie suivante : agriculture, chasse et pêche, pétrole et gaz, forêts, mines, énergie hydraulique et tourisme.

Environnement

Quoique certaines composantes de cette fonction aient des points communs avec certaines sous-fonctions de la « Protection de la personne et de la propriété » ou de la « Santé », on les regroupe ici parce qu'elles visent toutes à assurer l'environnement le plus propice qui soit au genre humain et à réduire au minimum les effets nuisibles de la vie moderne sur cet environnement. Cette catégorie englobe les activités suivantes : approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égout et épuration des eaux-vannes; enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets; contrôle de la pollution; autres services environnementaux.

Loisirs et culture

Cette fonction a pour objet de mesurer la participation de l'administration publique dans le domaine des loisirs à travers le développement, l'amélioration ou l'exploitation d'installations de loisirs ou par le versement de fonds à des particuliers et à des organismes privés qui se spécialisent dans la promotion des activités de loisirs.

Travail, emploi et immigration

Cette fonction regroupe les dépenses liées à l'établissement et à la promotion de bonnes relations de travail et de conditions d'emploi équitables, ainsi qu'à divers programmes d'immigration.

Logement

Cette fonction inclut maintenant toutes les dépenses de l'administration publique dans le secteur du logement, sauf les transferts (supplément au loyer) destinés à alléger les frais locatifs courants des particuliers que l'on impute à la sous-fonction « Aide sociale ».

Affaires extérieures et aide à l'étranger

Cette fonction regroupe les dépenses entraînées par les relations officielles que le Canada entretient avec d'autres états souverains. Cette fonction inclut les contributions destinées à favoriser la croissance économique et à améliorer les conditions sociales dans les pays étrangers, comme les dépenses de l'Agence canadienne de développement international. (Les dépenses occasionnées par la promotion à l'étranger du commerce et de l'immigration et par les échanges culturels avec d'autres pays sont classées respectivement sous « Commerce et industrie », « Immigration » et « Culture ».)

Planification et aménagement des régions

Cette fonction couvre les dépenses relatives aux affaires et aux services de développement communautaire et régional. Cette catégorie englobe les dépenses liées aux à l'urbanisme et au zonage, ainsi qu'à l'aménagement des agglomérations urbaines et des régions.

Établissements de recherche

Cette fonction comprend les dépenses imputables aux organismes tels le Conseil national de recherches du Canada et certains établissements de recherche provinciaux, dont l'activité principale est la recherche scientifique pure ou appliquée et la mise en oeuvre des découvertes résultant de ces activités. Elle inclut aussi les subventions accordées aux particuliers et aux établissements privés qui poursuivent des travaux de recherche du même genre, ainsi que les crédits d'impôt remboursables au titre de la recherche et du développement. Par contre, elles ne couvrent pas les dépenses du Conseil de recherches médicales qui sont imputées à la fonction « Santé ».

Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique

Comme les recettes, les transferts entre administrations publiques sont classés et définis selon le palier d'administration qui les fournit. Les principaux transferts fédéraux à des fins générales sont décrits au paragraphe 6.15. Les transferts tenant lieu d'impôt foncier, qui, avant la Révision historique de 1997, étaient imputés à cette fonction sont maintenant portés au compte de la fonction à laquelle ils se rapportent. On inclut dans la présente fonction le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) qui remplace les transferts en vertu des accords sur le Financement des programmes établis (FPE) et du Régime d'assistance

publique du Canada (RAPC) qui rentraient dans la catégorie des transferts à des fins particulières et le transfert à l'administration fédérale par l'administration du Québec du produit des 3,0 points d'impôt sur le revenu des particuliers accordés à la province aux termes de l'ancien Programme des allocations aux jeunes. Les transferts à des fins particulières ne sont pas inclus ici. En effet, comme ils sont accordés à condition que le bénéficiaire mette en place des programmes particuliers, ils sont imputés aux fonctions correspondantes.

Service de la dette

Cette fonction comprend les sousfonctions « Intérêts » et « Autres frais de la dette ». On exclut le remboursement de la dette, ainsi que les gains et pertes réalisés et non réalisés sur les opérations de change. Ces derniers sont maintenant portés au compte financier et ne sont plus considérés comme des dépenses.

Autres dépenses

Cette catégorie regroupe les dépenses que l'on ne peut imputer à aucune autre fonction. On s'en sert parfois durant les cycles d'estimation du budget des dépenses pour inclure des réserves pour éventualités destinées principalement à parer des modifications imprévues de l'activité économique. Elle inclut aussi les ajustements compensateurs et les écarts résiduels de l'exercice de consolidation.

Classification de l'actif et du passif

Actif financier

Encaisse et dépôts

Cette catégorie d'actif englobe les pièces de monnaie; les billets de banque, les mandats, les bons de poste, les chèques, les traites à vue, les montants en transit, les soldes des dépôts à vue, à préavis et à terme dans les banques et autres institutions financières comme l'Alberta Treasury Branches. Les dépôts à vue encaissables sont classés dans la catégorie des dépôts à terme où l'on fait la distinction entre les devises canadiennes et étrangères. Les avoirs en devises étrangères sont comptabilisés à leur valeur en dollars canadiens, calculée au taux de change de clôture courant.

Comptes débiteurs

Cette catégorie regroupe toutes les créances sur les comptes débiteurs découlant de la vente de biens et de services. Elle comprend aussi les produits enregistrés avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et entre administrations que nécessite la consolidation des comptes débiteurs. Cette catégorie se limite au revenu gagné, non encore perçu, qui sera vraisemblablement encaissé dans un avenir proche (comme les recettes à recevoir sur les biens ou services livrés). On distingue six catégories de débiteurs. Les « impôts » englobent tous les impôts à recevoir, y compris les arriérés. La catégorie des « intérêts » est explicite, tandis que celle des « comptes clients » sert à déclarer les montants exigibles à la suite de la vente de biens et de services. Les créances sur les comptes débiteurs résultant de transfert à des fins générales et de transferts à des fins particulières sont classées sous les rubriques « Composantes de l'administration publique » et toutes les créances dues aux administrations publiques par leurs entreprises sont classées sous la rubrique « Entreprise publique ». Enfin, les autres sommes que les impôts, les intérêts et les comptes clients identifiables que les membres du public doivent aux administrations publiques rentrent dans la catégorie résiduelle « Autres ».

Avances

Il s'agit de prêts, d'avances et d'autres créances qui ne peuvent être ni vendus, ni échangés sur le marché. Les transactions résiduelles reliées aux avances entre l'administration et ses fonds spéciaux ainsi que les ajustements entre les différents paliers d'administrations sont aussi incluses pour fins de consolidation. Les administrations publiques mettent des fonds directement à la disposition d'autres administrations publiques, de sociétés d'État et d'autres entités.

Titres

Cette catégorie comprend tous les titres détenus, qu'ils aient été acquis à des fins d'intérêt public (par exemple, pour garantir des prêts) ou de placements par l'entremise de courtiers en valeurs mobilières (titres négociables). Elle inclut aussi certains placements interadministrations qui constituent des titres non négociables.

Autres éléments d'actif financier

Cette catégorie comprend les éléments d'actif financier qu'on ne peut classer dans une catégorie plus précise. Elle englobe les soldes débiteurs des comptes en souffrance et sert aussi aux écritures de régularisation relatives au montant résiduel résultant de la consolidation des postes autres éléments d'actif financier.

Passif

Découverts bancaires

Les découverts bancaires correspondent à un excédent de la valeur des chèques en circulation par rapport à celle des dépôts.

Comptes créditeurs

Cette catégorie comprend les sommes dues aux créditeurs pour l'achat de biens ou de services. Elle inclut aussi les charges enregistrées avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et administrations que nécessite la consolidation des comptes créditeurs.

Avances

Cette catégorie correspond à celle du même nom dans les comptes de l'actif. Toutefois, on la subdivise en un nombre moins élevé de sous-groupes, conformément aux pratiques d'emprunt des administrations publiques. Aucune émission de titres ne fait partie de cette catégorie. On y précise si les avances sont remboursables en devises canadiennes ou étrangères.

Pièces en circulation

Il s'agit d'une dette de l'administration fédérale représentant la valeur de toutes les pièces détenues par les particuliers et les autres secteurs de l'économie. Cet élément du passif de l'administration fédérale n'est pas inscrit dans les comptes publics. Les chiffres, sont fournis par la Monnaie royale canadienne. Les billets de banque ne sont pas déclarés dans cette catégorie, puisqu'ils représentent un élément de passif de la Banque du Canada.

Bons du Trésor

Les bons du Trésor à court et à long terme sont compris dans cette catégorie. Les bons du Trésor ne produisent pas d'intérêt, mais ils sont vendus à escompte et viennent à échéance au pair (c'est-à-dire à leur valeur nominale).

Bons du Canada

Cette catégorie regroupe les bons du Trésor à court terme que le gouvernement du Canada vend uniquement sur le marché monétaire des États-Unis.

Effet à court terme

Cette catégorie regroupe les instruments à court terme autres que les bons du Trésor et les bons du Canada qui sont émis en devises canadiennes et étrangères et négociés sur le marché monétaire.

Obligations d'épargne

Contrairement à tous les autres genres d'obligations les obligations d'épargne du Canada peuvent être encaissées par leur propriétaire en tout temps à leur valeur nominale. Ces obligations sont non transférables et non négociables (autrement dit, elles ne sont pas échangées sur le marché obligataire); leur prix ne fluctue donc pas et elles peuvent être encaissées en tout temps à leur pleine valeur au pair. Le prix de rachat des obligations d'épargne du Canada est donc égal à leur valeur nominale plus l'intérêt accumulé. Les obligations d'épargne du Canada ne peuvent être achetées que par des Canadiens ou au nom de Canadiens.

Obligations

Il s'agit d'un titre de créance aux termes duquel l'émetteur promet de payer au détenteur un montant précis d'intérêt pendant une période précise et de rembourser le prêt quand celui-ci vient à échéance. Le tableau explicatif 1 qui suit illustre les principaux acheteurs d'obligations négociables et non négociables.

Autres titres

Cette catégorie regroupe tous les titres que l'on ne peut classer dans les catégories susmentionnées à cause de leur genre (par exemple effets à moyen ou à long terme) ou à cause de l'imprécision des renseignements figurant dans les documents de référence. On y précise si les titres sont remboursables en devise canadienne ou étrangère.

Dépôts

Cette catégorie englobe les dépôts en fiducie, l'excès du fonds de roulement des entreprises (comme les montants détenus par certaines administrations provinciales pour le compte de leur entreprises publiques acceptant des dépôts du public ou de leurs équivalents), les dépôts faits par des entrepreneurs pour garantir l'exécution satisfaisante du travail et divers autres dépôts à durée indéterminée. Les rajustements résiduels entre fonds et administrations publiques que nécessite la consolidation du poste « dépôts ».

Obligations envers les régimes de retraite

Cette catégorie comprend les obligations de l'administration publique à titre d'employeur, ainsi que ses obligations envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. La partie non provisionnée des régimes de pension fiduciaires et non fiduciaires est comptabilisée, que l'administration publique la porte ou non au bilan. Le passif des régimes de pensions non fiduciaires est considéré comme non provisionné.

Autres éléments de passif

Cette catégorie résiduelle regroupe les montants qui ne peuvent être classés dans une catégorie plus précise. Comme dans le cas des « Autres éléments d'actif financier » (voir « Autres éléments d'actif financier »), elle sert aussi aux écritures relatives aux montants résiduels résultant de la consolidation du poste « autres éléments de passif » des comptes de plusieurs fonds ou de plusieurs administrations publiques.

Excédent de l'actif financier sur le passif (ou excédent du passif sur l'actif financier)

Il s'agit du compte de l'excédent (ou du déficit) accumulé.

Tableau explicatif 1

Principaux acheteurs d'obligations publiques

Obligations de l'administration fédérale	Obligations des administrations provinciales et territoriales	Obligations des administrations locales
Régime de pensions du Canada	Régime de pensions du Canada	Ne s'applique pas
Administrations provinciales	Administrations provinciales	Administrations provinciales
Entreprises publiques	Entreprises publiques	Entreprises publiques
Membre du public	Membre du public	Membre du public

Appendice I

A1 - Transferts de capital par sous-secteur

Tableau explicatif 1

Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, pour les années 1991-1992 à 2002-2003

Exercice financier	Province	Sous-secteur	Transfert de capital
Milliers de dollars			
1991-1992	Saskatchewan	Hôpitaux	425 000
1991-1992	Saskatchewan	Universités	182 000
1992-1993	Nouvelle-Écosse	Commissions scolaires	218 216
1992-1993	Nouvelle-Écosse	Hôpitaux	123 389
1992-1993	Nouvelle-Écosse	Universités	59 291
1993-1994	Nouvelle-Écosse	Commissions scolaires	16 091
1993-1994	Île-du-Prince-Édouard	Administrations publiques provinciales et territoriales	2 530
1993-1994	Île-du-Prince-Édouard	Hôpitaux	56 478
1993-1994	Île-du-Prince-Édouard	Commissions scolaires	115 764
1993-1994	Île-du-Prince-Édouard	Universités	7 740
1995-1996	Ontario	Collèges	52 579
1995-1996	Ontario	Hôpitaux	381 201
1995-1996	Ontario	Commissions scolaires	696 678
1995-1996	Ontario	Universités	184 028
1996-1997	Manitoba	Hôpitaux	124 859
1996-1997	Manitoba	Établissements de soins pour bénéficiaires internes	25 141
1996-1997	Territoires du Nord-Ouest	Administrations publiques municipales	883
1996-1997	Saskatchewan	Administrations publiques municipales	69
1998-1999	Colombie-Britannique	Collèges	965 433
1998-1999	Colombie-Britannique	Administrations publiques municipales	1 984 772
1998-1999	Colombie-Britannique	Commissions scolaires	3 648 968
1998-1999	Colombie-Britannique	Universités	859 582
1999-2000	Alberta	Hôpitaux	25 521
1999-2000	Nouvelle-Écosse	Autres services de santé et de services sociaux	160 000
1999-2000	Québec	Hôpitaux	765 000
2000-2001	Terre-Neuve-et-Labrador	Administrations publiques municipales	4 392
2000-2001	Île-du-Prince-Édouard	Universités	674
2000-2001	Île-du-Prince-Édouard	Collèges	913
2001-2002	Alberta	Hôpitaux	358 469
2001-2002	Terre-Neuve-et-Labrador	Administrations publiques municipales	7 188
2001-2002	Île-du-Prince-Édouard	Universités	475
2001-2002	Île-du-Prince-Édouard	Collèges	431
2002-2003	Alberta	Hôpitaux	7 426
2002-2003	Terre-Neuve-et-Labrador	Administrations publiques municipales	15 654
2002-2003	Île-du-Prince-Édouard	Universités	950
2002-2003	Île-du-Prince-Édouard	Collèges	434

Appendice II

A2 - Transferts de capital par province et territoire

Tableau explicatif 1

Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique pour les années 1991-1992 à 2002-2003

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
milliers de dollars							
1991-1992	0	0	0	0	0	0	0
1992-1993	0	0	400 896	0	0	0	0
1993-1994	0	182 513	16 091	0	0	0	0
1994-1995	0	0	0	0	0	0	0
1995-1996	0	0	0	0	0	1 314 486	0
1996-1997	0	0	0	0	0	0	150 000
1997-1998	0	0	0	0	0	0	0
1998-1999	0	0	0	0	0	0	0
1999-2000	0	0	160 000	0	765 000	0	0
2000-2001	4 392	1 587	0	0	0	0	0
2001-2002	7 188	906	0	0	0	0	0
2002-2003	15 654	1 384	0	0	0	0	0
milliers de dollars							
	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Total du Canada
1991-1992	607 000	0	0	0	0	...	607 000
1992-1993	0	0	0	0	0	...	400 896
1993-1994	0	0	0	0	0	...	198 604
1994-1995	0	0	0	0	0	...	0
1995-1996	0	0	0	0	0	...	1 314 486
1996-1997	69	0	0	0	883	...	150 952
1997-1998	0	0	0	0	0	...	0
1998-1999	0	0	7 458 755	0	0	...	7 458 755
1999-2000	0	25 521	0	0	0	...	950 521
2000-2001	0	0	0	0	0	...	5 979
2001-2002	0	358 469	0	0	0	...	366 563
2002-2003	0	7 426	0	0	0	...	24 464